JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
4^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1970-1971

COMPTE RENDU INTEGRAL — 75^e SEANCE

Séance du Vendredi 25 Juin 1971.

SOMMAIRE

1. — Nomination à un organisme extraparlamentaire (p. 3442).
2. — Rappels au règlement (p. 3442).
MM. Carpentier, Bertrand Denis, le président, Ducoloné.
3. — Questions d'actualité (p. 3443).
AIDE AUX SINISTRÉS D'ANTIBES
(Question de M. Virgile Barel.)
MM. Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; Virgile Barel.
M. de Montesquiou.
ETALEMENT DES VACANCES
(Question de M. Gerbaud.)
MM. Anthonioz, secrétaire d'Etat au tourisme ; Gerbaud.
CHASSE
(Question de M. de Poulpiquet.)
MM. Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; de Poulpiquet.

INTERVIEW A L'O. R. T. F.

(Question de M. Paquet.)

MM. Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; Paquet.

TRAVAIL DU PERSONNEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

(Question de M. Bertrand Denis.)

MM. Galley, ministre des postes et télécommunications ; Bertrand Denis.

MANUFACTURE DES TABACS DE BORDEAUX

(Question de M. Madrelle.)

MM. Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget ; Madrelle.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

(Question de M. Claudius-Petit.)

MM. Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population ; Claudius-Petit.

4. — Questions orales sans débat (p. 3448).

ETALEMENT DES VACANCES

(Question de M. Médecin.)

MM. Médecin, Anthonioz, secrétaire d'Etat au tourisme.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

(Questions jointes de MM. Hauret, Ducray, Icart.)

MM. Hauret, Ducray, Icart, Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population.

FONDS SOCIAL EUROPÉEN

(Question de M. Cousté.)

MM. Cousté; Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population.

REVENDEICATIONS DES COMMERÇANTS ET ARTISANS

(Question de M. Lamps.)

MM. Lamps; Kaspereit, secrétaire d'Etat à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat.

RETRAIT DE LA QUESTION DE M. BOULLOCHE

APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER

(Question de M. Rolland.)

MM. Rolland; Lafay, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique.

CENTRE RÉGIONAL E. D. F. DU MASSIF CENTRAL

(Question de M. Michel Durafour.)

MM. Stehlin, suppléant M. Michel Durafour; Lafay, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique.

5. — Demande de vote sans débat de deux projets de loi (p. 3459).

6. — Modification de l'ordre du jour prioritaire (p. 3460).

7. — Dépôt d'un rapport (p. 3460).

8. — Ordre du jour (p. 3460).

PRESIDENCE DE M. RENE CHAZELLE,

vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

NOMINATION A UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. En application de l'article 25 du règlement, j'informe l'Assemblée que MM. Bisson et Ruais ont été renouvelés dans leur mandat de membres de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, dès la publication, au *Journal officiel* du 25 juin 1971, de leurs candidatures à cet organisme.

— 2 —

RAPPELS AU REGLEMENT

M. le président. La parole est à M. Carpentier pour un rappel au règlement.

M. Georges Carpentier. Monsieur le président, j'avais déposé la question orale sans débat suivante: « M. Georges Carpentier demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique quelle politique concrète il compte suivre pour assurer la place du petit commerce et de l'artisanat dans la France actuelle ».

Or, cette question n'a pas été retenue par la conférence des présidents. Je m'en étonne pour trois raisons.

D'abord, parce que, à notre ordre du jour de cet après-midi, figure une question orale sans débat de M. Lamps sur le même sujet.

Ensuite parce que ma question devait se substituer à celle de notre ami Bouloche, sur la nationalisation par l'Etat algérien des compagnies pétrolières françaises exploitant au Sahara algérien, l'auteur de la question ne pouvant assister à la séance. Si bien que le groupe socialiste perd sur les deux tableaux. Et dans notre esprit il s'agissait bien, puisque nous connaissions l'absence de M. Bouloche, d'inscrire une question à la place ainsi laissée vacante.

Je m'étonne enfin que ma question n'ait pas été retenue par la conférence des présidents, parce que les problèmes du petit commerce et de l'artisanat sont très importants et restent pendants, qu'il s'agisse, pour ne mentionner que les principaux, de la fiscalité, de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse.

Mon ami Bayou est intervenu à plusieurs reprises sur ces différents points, d'autres aussi. Mais le sort des petits commerçants et des artisans ne s'améliore pas pour autant.

Sur le plan de la fiscalité, les charges s'alourdissent, les faits sont relevés dans des proportions notables, ces augmentations étant sans aucune commune mesure avec l'accroissement de l'activité des intéressés.

M. le président. Monsieur Carpentier, je vous demanderais d'être très concis; il s'agit d'un rappel au règlement et non d'une intervention sur le fond.

M. Georges Carpentier. C'est une réparation due à notre groupe!

M. le président. Je vous prie de continuer mais aussi d'être bref.

M. Georges Carpentier. L'erreur qui a été commise ne nous est pas imputable. De toute façon, je ne serai pas long.

On se demande dès lors sur quels critères s'appuie l'administration pour évaluer l'imposition. Ne faudrait-il pas envisager dans la loi de finances pour 1972 une disposition accordant un abattement sur le revenu, comme cela existe pour les salariés?

En ce qui concerne la patente dont tout le monde s'accorde à dire (*Protestations sur de nombreux bancs*) que c'est un impôt injuste et anachronique, le Gouvernement a promis de se pencher sur le problème. Le temps passe et aucune proposition ne nous est soumise.

Qu'en est-il de la réforme fiscale d'ensemble, seule solution valable pour assurer une plus grande justice dans la répartition des charges?

Quant à l'assurance vieillesse (*Nouvelles protestations sur de nombreux bancs*) et l'assurance maladie, la situation n'est pas ainsi dire pas évolué. Il ne fait pas bon vieillir ni être malade quand on est commerçant ou artisan!

M. le président. Je vous accorde encore une minute, monsieur Carpentier. Je sens croître l'impatience de toute l'Assemblée!

M. Georges Carpentier. Ce n'est pas notre faute si nous ne pouvons pas intervenir sur ce problème important! Je le regrette.

M. Jacques Richard. Vous ne pouvez pas traiter ce problème dans le cadre d'un rappel au règlement!

M. le président. Monsieur Carpentier, je vous dirai dans un instant comment je traduirai vos regrets.

M. Georges Carpentier. Il est temps que, dans les domaines que je viens d'évoquer, le Gouvernement prenne les mesures qui s'imposent.

Ou bien alors le Gouvernement pense-t-il implicitement que les commerçants et les artisans seraient, à terme, les parents pauvres de cette nouvelle société dont il nous parle tant?

Quant à nous, nous estimons que le petit commerce et l'artisanat remplissent une fonction économique nécessaire à la vie quotidienne des habitants de notre pays et à son équilibre. En conséquence de quoi, il faut apprécier cette fonction à sa juste valeur et donner, dans la société, leur juste place à ceux qui l'assurent.

M. le président. La parole est à M. Bertrand Denis, pour un rappel au règlement.

M. Bertrand Denis. Monsieur le président, je m'efforcerais de me borner à un strict rappel au règlement.

Nous avons été informés que l'ordre du jour de cet après-midi comporterait une question orale avec débat sur le problème des commerçants et des artisans. Mon ami M. Olivier Giscard d'Estaing avait déposé cette question qui devait être appelée aujourd'hui. Et nous étions plusieurs à nous être fait inscrire car ce problème revêt une grave importance.

Or nous constatons que ne viendra aujourd'hui sur ce sujet qu'une question orale sans débat, émanant d'un seul groupe de l'Assemblée, alors que tous les autres comptaient se faire entendre. Nous sommes ainsi privés de la possibilité de dire ce que nous avons à cœur.

C'est d'autant plus regrettable qu'un certain nombre de projets de loi à ce sujet n'ont pu venir en discussion devant l'Assemblée sans que l'on comprenne pourquoi.

Je vous demande, monsieur le président, de nous donner acte que nous n'avons pas pu parler de l'important problème des commerçants et des artisans.

M. le président. Devant ce faisceau de regrets, je vous donne acte, mes chers collègues, de vos déclarations en vous précisant qu'il m'est impossible, en ce début de séance, de modifier l'ordre du jour établi par la conférence des présidents.

Sans doute, vous souvenez-vous des conditions dans lesquelles les questions inscrites pour la séance du 4 juin ont été retirées.

Le hasard a voulu qu'une seule question ait été inscrite aujourd'hui, qui porte le numéro 15697. Elle sera appelée en temps utile.

Soyez assurés, mes chers collègues, que j'évoquerai vos préoccupations, vos soucis et vos regrets à la première réunion de la conférence des présidents.

M. Guy Ducoloné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ducoloné.

M. Guy Ducloné. Simplement un mot, monsieur le président. Je comprends le souci de nos collègues. Je ne crois pas que notre groupe soit particulièrement favorisé. Je rappelle simplement que cet ordre du jour avait déjà été fixé par la conférence des présidents pour une séance de questions voici trois semaines.

M. le président. Je viens de le dire !

M. Guy Ducloné. C'est la surcharge de l'ordre du jour qui en avait provoqué le report.

M. le président. Je vous remercie, monsieur Ducloné, de confirmer mes propos.

— 3 —

QUESTIONS D'ACTUALITE

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

Je rappelle aux auteurs de ces questions qu'après la réponse du ministre ils disposent de la parole pour deux minutes au plus.

AIDE AUX SINISTRÉS D'ANTIBES

M. le président. M. Virgile Barel, soulignant la gravité de la tornade de grêle qui s'est abattue sur la région d'Antibes, demande à M. le Premier ministre s'il entend : 1° prescrire, surtout après la visite du lieu par M. l'ingénieur général, délégué par M. le ministre de l'agriculture, et de toute urgence, les mesures efficaces d'aide aux sinistrés dont les récoltes et installations sont détruites, mesures complétant les réparations qui pourront être accordées aux sinistrés par les assurances souscrites conformément à la loi du 10 juillet 1964 ; 2° reconnaître comme calamités agricoles les dégâts causés par la chute des débris des verres brisés par la grêle, dont le ramassage exige un effort long et pénible.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Dès qu'il a été averti de l'importance du sinistre qui s'est abattu sur la région d'Antibes, le ministre de l'agriculture a désigné M. Uhlen, ingénieur général chargé de la région Provence-Côte d'Azur — M. Barel le cite d'ailleurs dans sa question — pour lui faire rapport sur les dégâts constatés et lui proposer les mesures d'aide aux horticulteurs sinistrés, qui pouvaient être envisagées.

M. Uhlen ayant remis son rapport, les décisions suivantes ont été prises :

En premier lieu, la grêle étant un risque assurable, le fonds national des calamités agricoles ne peut intervenir pour indemniser les dégâts qui sont directement imputables à l'action de ce fléau atmosphérique. Toutefois, les frais occasionnés par le ramassage des verres brisés — particulièrement nombreux puisqu'il s'agit de serres — qui ne sont pas normalement couverts par les contrats d'assurance, pourront donner lieu à l'établissement d'un dossier qui sera présenté, avec l'avis favorable du ministère de l'agriculture, à la commission nationale des calamités agricoles.

Néanmoins, je ne peux ici préjuger l'avis de cette commission qui se réunira le 29 juin prochain, et au sein de laquelle les organisations agricoles sont naturellement représentées.

Si l'avis de la commission est favorable, le ministère de l'agriculture prendra toutes dispositions utiles pour que l'indemnisation des horticulteurs sinistrés intervienne dans les meilleurs délais.

En second lieu, afin de faciliter la reconstitution et la modernisation des serres détruites, un dossier sera présenté au F. O. R. M. A. — fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles — dans le cadre des aides que cet établissement accorde déjà pour encourager le développement de l'horticulture.

Les modalités de cette aide ne sont pas encore définies, mais il est vraisemblable que l'octroi de cet avantage sera subordonné à l'acceptation par les producteurs de certaines disciplines concernant notamment les groupements de producteurs.

Cet ensemble de mesures complétant l'indemnisation qui sera normalement accordée par les compagnies d'assurances aux horticulteurs assurés contre la grêle et les prêts spéciaux aux calamités agricoles consentis par le Crédit agricole, devraient permettre d'atténuer très sensiblement, pour les horticulteurs de cette région, les effets du sinistre dont ils ont été victimes.

Les diverses mesures susceptibles d'être prises l'ont été dans les meilleurs délais, tant au niveau départemental qu'au niveau national, à la demande non seulement du préfet, mais aussi du député de la circonscription, M. Olivier Giscard d'Estaing.

M. le président. La parole est à M. Virgile Barel.

M. Virgile Barel. Il est normal que vous ayez exposé une certaine aide apportée aux sinistrés de la tornade de grêle d'Antibes et de ses environs, lesquels doivent être classés comme communes sinistrées.

Il est normal que vous ayez fait état de quelques promesses, et j'espère que vous les tiendrez.

Mais il n'est pas moins normal que — durant les deux minutes qui me sont imparties — j'énumère en cinq points l'ensemble des besoins des familles victimes :

Premièrement, activation de la constitution et de l'étude des dossiers pour que les prêts soient accordés aussi rapidement que possible. Il faut signaler que le conseil général a accordé un secours de 100.000 francs et a donné la garantie du département aux prêts ; la caisse régionale de crédit agricole a mis à la disposition des sinistrés des prêts à court terme immédiats à 4 p. 100, taux qui devrait être ramené à 2 p. 100, et des prêts qui devraient être accordés pour quinze ans ; la mutualité agricole est intervenue financièrement ; la ville d'Antibes a affecté des camions pour l'enlèvement des tas de débris de verre.

Deuxièmement, intervention du fonds de secours des calamités publiques afin d'indemniser les sinistrés et, en priorité, les plus défavorisés ; appel au concours du fonds d'organisation et de régularisation du marché agricole, le F. O. R. M. A.

Troisièmement, des mesures impératives et immédiates s'imposent :

Obtention rapide et hors quota des prêts « sinistrés » et leur extension aux récoltes et à la main-d'œuvre de reconstruction. Nul ne niera l'absolue nécessité de cette mesure, étant donné que les fournisseurs de verre, Saint-Gobain et Boussois, ne consentent aucun crédit ;

Mise à la disposition des sinistrés d'une trésorerie d'attente afin de compenser les pertes de récolte ;

Report des échéances des prêts ;

Contribution de l'Etat pour le paiement des cotisations sociales en cours ;

Exonération de la T. V. A. — 23 p. 100 — sur les verres de remplacement et le matériel de reconstruction ;

Dégrèvement d'impôts.

Quatrièmement, rattrapage du retard et accentuation de toute urgence de l'aide au nettoyage des planches de serres recouvertes par les débris de verre : davantage de bras — soldats, harkis, chômeurs — et davantage de camions immédiatement, car déjà le retard est cause de la ruine de certaines cultures, celle de l'asparagus par exemple.

Cinquièmement, coordination entre les services de la météorologie et ceux des canons paragrêles pour la sauvegarde à la fois du personnel et du matériel de l'horticulture. D'aucuns estiment que des tirs paragrêles auraient évité la catastrophe.

Je conclus.

Les besoins sont nombreux et impératifs dans ce domaine. Mais, si l'on veut voir revivre et prospérer tout le secteur horticole qui a été frappé, le devoir de solidarité nationale doit être rempli. C'est l'une des tâches du Gouvernement, dont des centaines de familles de sinistrés exigent l'accomplissement. Faut de quoi, toute la récolte florale d'octobre sera compromise et l'exportation arrêtée, avec toutes les conséquences graves qui en découleront pour l'horticulture régionale, laquelle, après l'industrie touristique et celle du bâtiment, est l'activité essentielle de la population laborieuse des Alpes-Maritimes. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

M. Pierre de Montesquiou. Le Gouvernement dispose-t-il des crédits nécessaires pour réparer les dégâts causés à l'agriculture par les calamités atmosphériques dans le cadre de la loi de 1964 ?

M. le président. Mon cher collègue, le règlement ne vous permet pas d'intervenir à l'occasion d'une question d'actualité posée par l'un de vos collègues.

ÉTALEMENT DES VACANCES

M. le président. M. Gerbaud demande à M. le Premier ministre s'il peut lui préciser les mesures prises ou qu'il compte prendre pour tenir compte d'un risque de départs massifs et très concentrés, notamment à la fin du mois de juillet qui coïncide cette année avec la fin d'une semaine. Il souhaiterait, à cette occasion, connaître les résultats obtenus en matière d'étalement des vacances et les objectifs que se fixe le Gouvernement dans ce domaine.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au tourisme.

M. Marcel Anthonioz, secrétaire d'Etat au tourisme. Mesdames, messieurs, c'est à juste titre que le problème de l'étalement des vacances vous préoccupe. Je n'en veux pour témoignage que les nombreuses questions que vous posez au Gouvernement à ce sujet.

Le 28 mai dernier, il m'était donné de répondre, à cette tribune, à une question de M. Olivier Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, j'aurai à répondre à la fois à une question d'actualité de M. Gerbaud et à une question orale de M. Médecin.

Vous comprendrez aisément que, dans un souci de meilleure information du Parlement, je ne présente qu'un seul développement, dans lequel je m'efforcerai de répondre simultanément à M. Gerbaud et à M. Médecin. Bien entendu, je demeurerai attentif aux propos que tiendra tout à l'heure M. Médecin dans le cadre de sa question orale.

Je me bornerai à ne formuler à l'attention de chacun d'eux qu'une seule remarque particulière.

A M. Gerbaud, je précise que M. Baumel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, a étroitement participé à l'élaboration de la réponse que je vais présenter. Il entre d'ailleurs directement dans ses attributions d'examiner les problèmes que posent les pointes de circulation à l'occasion des grands départs.

A M. Médecin, je rappelle que M. le Premier ministre a effectivement chargé un haut fonctionnaire de procéder, dans le cadre de la recherche des actions à entreprendre en vue de l'étalement des vacances, à la définition des dispositions et mesures qui pourraient être prises pour permettre l'harmonisation du temps de travail et du temps des loisirs.

Le rapport a été établi en ce sens. En tant que tel, il ne constitue donc pas une étude des problèmes généraux du tourisme.

Ainsi que son auteur l'a lui-même précisé, les mesures qu'il a en certains cas préconisées visent plus à définir l'état d'esprit dans le cadre duquel des solutions pouvaient être recherchées qu'à proposer des solutions détaillées.

La concentration des congés, et par conséquent des départs, au mois d'août est un aspect, spectaculaire dans ses conséquences, de l'un des problèmes les plus difficiles et les plus irritants que rencontrent aujourd'hui les hommes de la société urbaine et technique.

Ce problème, c'est celui de l'aménagement du temps, de la journée, de la semaine, de l'année, et pourquoi ne pas le dire, de la vie entière.

Ce problème se pose aujourd'hui à la plupart des pays industriels et suscite à l'étranger, notamment en Allemagne, des recherches et des expériences qu'il nous faut suivre de près, en particulier sur le plan de l'assouplissement des horaires individuels de travail dans les entreprises.

C'est, en outre, un problème particulièrement difficile à résoudre en France, en raison de l'énorme concentration de population dans la région parisienne, d'une réglementation traditionnellement uniforme, du rythme de la vie scolaire sur tout le territoire, enfin du poids des habitudes.

L'absence d'étalement est lourde de conséquences pour l'économie du pays, et souvent pour la vie quotidienne de chacun : je ne reviendrai pas sur ses conséquences, que vous connaissez tous et que nous avons tous éprouvées personnellement.

Le Gouvernement, vous le pensez bien, ne peut se désintéresser de ce problème capital qu'est l'étalement des vacances, mais il est très loin de pouvoir résoudre ce problème à lui tout seul.

En effet, même s'ils aspirent à une plus grande liberté, s'ils se lassent des encombrements du mois d'août et s'ils se déclarent dans leur majorité favorables à une politique d'étalement, les Français ne semblent pas prêts pour autant à accepter, aujourd'hui, une réglementation autoritaire dans ce domaine.

Dès lors, le Gouvernement ne peut que donner le « coup d'envoi » et tenter de lever les verrous qui, dans l'état actuel, bloquent les initiatives.

Même dans les cas les plus extrêmes, un célibataire qui travaille dans une entreprise pratiquant le roulement ne sera pas toujours désireux, ni en mesure, de prendre tout ou partie de ses vacances en mai ou en juin.

Il faut d'abord qu'il trouve en France des stations ouvertes et animées. Le Gouvernement a donc pris l'initiative, comme je l'ai dernièrement rappelé à cette tribune, d'inciter de nombreuses stations touristiques à assurer, dès cette année, en juin et aussi en septembre, « les prestations de qualité identique à celle de la haute saison et en consentant aux vacanciers d'importantes réductions de prix ».

J'ai assuré en contrepartie une large publicité à cette initiative, dont les résultats sont d'autant plus encourageants que, contrairement à l'habitude, le climat n'a pas été favorable pendant les deux premières semaines de juin. Actuellement, la plupart des vingt-six stations qu'il m'a été possible de faire participer à cette expérience affichent complet dans leurs hôtels et leurs hébergements sociaux. Au cours de trois déplacements, j'ai eu l'occasion de rendre visite à six de ces stations et de constater les résultats obtenus. Je compte poursuivre ces visites en septembre, afin de mettre au point les meilleures modalités d'une reprise de cette expérience dès le début de l'an prochain.

Mais encore faut-il que les hommes, même s'ils trouvent en juin et en septembre des stations vivantes, puissent partir ; or mai et juin sont des mois particulièrement chargés dans les affaires publiques et privées.

Ici même, M. Olivier Giscard d'Estaing se demandait si le Parlement ne pouvait pas donner l'exemple et si la session de printemps de l'Assemblée nationale ne pourrait pas commencer plus tôt pour se terminer également plus tôt. Sur ce point, le Premier ministre est, pour sa part, favorable à ce que vous entrepreniez l'étude d'un tel problème.

En ce qui concerne le secteur privé, il serait également souhaitable que celui-ci étudie une meilleure répartition du travail dans l'année, en décalant par exemple le point de départ des exercices sociaux, afin d'éviter l'accumulation des tâches qui retiennent à leur bureau la plupart des employés et des cadres des sociétés. Rien, en effet, ne s'oppose à ce qu'une telle mesure soit adoptée par les responsables des entreprises.

Mais un des deux obstacles principaux reste celui de la fermeture à date fixe d'une forte proportion des entreprises industrielles françaises. A l'étranger, en Allemagne particulièrement, le roulement des congés est la règle : il faut d'ailleurs, pour fermer l'usine, l'accord du comité d'entreprise. Cet exemple est à méditer.

Sans doute, comme l'a rappelé le Premier ministre, le passage au roulement complet soulève-t-il des problèmes dans certaines branches de l'industrie ; c'est le cas de l'industrie automobile, et c'est d'autant plus préoccupant que celle-ci est largement concentrée dans la région parisienne. Mais je demeure persuadé que des efforts appréciables pourraient être consentis dans cette voie par les entreprises, sans que leur rentabilité en soit affectée.

Dès cette année, à l'initiative du Gouvernement, certaines des entreprises de cette branche ont accepté d'expérimenter des formules de roulement partiel. A la lumière de cette expérience, nous étudierons pour l'année 1972 l'extension de ce roulement, soit partiel, soit total, ce qui permettra déjà, en tenant compte des fournisseurs et des sous-traitants, de mieux répartir dans le temps les vacances de plus de 500.000 familles.

Après le Premier ministre, qui l'a déclaré à deux reprises devant cette Assemblée, je répète solennellement que le Gouvernement est prêt à étudier tous les cas concrets qui lui seront soumis et à apporter une aide financière temporaire, destinée à atténuer les charges éventuelles qu'entraînerait pour les entreprises le passage au roulement.

Mais les obstacles au roulement, ainsi que les rapports présentés au Gouvernement l'ont amplement démontré, sont aussi de nature psychologique : ni les patrons ni les cadres n'ont, en France, l'habitude de déléguer leurs responsabilités ; chacun se croit indispensable. Et pourtant, le roulement fonctionne à la satisfaction générale dans la plupart des entreprises du secteur tertiaire, et aussi dans de nombreuses branches industrielles, chimie et carburants notamment.

Le Gouvernement ne peut, sur ce point, qu'inviter à nouveau, et de façon pressante, les différents partenaires sociaux à faire de ce problème l'un des objets de leurs conversations bilatérales pour l'année 1971-1972.

Une fois le roulement décidé, différentes incitations, telles qu'un pécule de congé modulé selon les dates de départs, pourraient être, nous semble-t-il, accordées par les entreprises pour faciliter l'étalement et le fractionnement.

J'ajoute que certains comités d'entreprise commencent à être demandeurs sur ce point, ne fût-ce que pour mieux utiliser les équipements collectifs des vacances qu'ils gèrent eux-mêmes. Il serait donc souhaitable que les organisations nationales de travailleurs placent ce problème au premier rang de leurs préoccupations.

Il reste que de nombreux travailleurs sont en même temps des parents d'élèves ; moins de 50 p. 100 sans doute, mais l'effet induit est important, si bien qu'avec celui des vacances industrielles le régime des congés scolaires joue un rôle déterminant en matière d'étalement.

Ici encore, nous nous heurtons au poids des habitudes. Allonger la durée des grandes vacances scolaires, il ne saurait en être question : elles sont déjà chez nous plus longues que dans la plupart des pays d'Europe. Rétablir un découpage du territoire en plusieurs grandes zones, avec un décalage des périodes entre chacune d'elles, peut certes être envisagé, mais, au moins en ce qui concerne les vacances d'été, ce problème ne sera résolu que si ce décalage est suffisamment important.

C'est pourquoi, pour les petites vacances de février, le Gouvernement a décidé de tenter, l'année prochaine, un étalement sur trois semaines, pour faciliter les déplacements ainsi que la pratique des sports d'hiver.

Cet étalement sera réparti sur trois zones, ce qui permettra de tester la valeur de cette expérience et les conséquences à en tirer pour les congés scolaires de 1972-1973. Il faut également ajouter dans ce sens qu'un crédit de quatre demi-journées sera mis à la disposition des conseils d'administration des établissements pour qu'il puisse être tenu compte au mieux des problèmes locaux.

Mais rien de définitif ne se fera dans ce domaine, comme dans celui des entreprises, sans une concertation des intéressés, c'est-à-dire des enseignants et des parents d'élèves. Le Gouvernement les invite donc à se pencher sur la question dans le sens d'une décentralisation des décisions.

M. Eugène Claudius-Petit. On en reparlera dans dix ans !

M. Marcel Anthonioz, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est d'ailleurs prêt, pour sa part, à étudier favorablement les expériences qui lui seraient proposées dans ce domaine.

M. Léon Feix. C'est l'anarchie organisée par le Gouvernement !

M. Marcel Anthonioz, secrétaire d'Etat. Il reste cependant, pour répondre maintenant à la première partie de la question posée par M. Gerbaud, et il restera, quel que soit l'avenir de l'étalement des vacances, que la situation sera longtemps encore difficile pendant les pointes des mois d'été et plus particulièrement cette année où, de surcroît, le 31 juillet et le 1^{er} août coïncident avec la fin de semaine.

Bien entendu, le Gouvernement fait ce qu'il doit faire pour assurer la sécurité des automobilistes et favoriser leur circulation : présence effective de 30.000 policiers et gendarmes, nombreux itinéraires de dégagement, dispositif renforcé de secours aux blessés, etc. Et il agit dans le même esprit pour multiplier les moyens de transport en commun.

Il n'en demeure pas moins qu'aucun réseau de transport au monde ne peut être conçu en fonction des pointes d'un trafic aussi exceptionnel. Personne ne saurait envisager sérieusement de multiplier la capacité de nos routes, de nos trains ou de nos avions uniquement pour leur permettre d'assurer, en quelques heures, l'écoulement de millions d'automobiles ou de voyageurs se dirigeant ensemble vers les mêmes zones.

Dès lors, le Gouvernement doit faire, en matière de sécurité, œuvre de prévention et de dissuasion, en recommandant d'abord à tous ceux qui le peuvent de circuler le moins possible en automobile pendant cette fin de semaine, et en conseillant à ceux qui vont partir la plus grande prudence et la plus grande attention.

Dans ce sens une vaste campagne d'information va être engagée, qui aura pour objet, d'une part, pendant le mois de juillet, d'inciter les Français qui le peuvent à échelonner leur départ en dehors des trois jours fatidiques que sont le vendredi 30, le samedi 31 juillet et le dimanche 1^{er} août ; d'autre part, pendant la période de pointe, de donner un certain nombre de conseils pratiques et d'explications concernant ces journées et, surtout, de préparer une coordination optimale des radios pour établir un radio-guidage quasi-instantané pendant ces trois jours.

En vérité, vous l'avez compris, il n'est pas de solution satisfaisante sans un meilleur aménagement du temps.

Le Gouvernement souhaite donc que l'ensemble des partenaires sociaux prenne de plus en plus conscience de l'importance de ce problème, étant entendu que lui-même est prêt à étudier favorablement toutes les initiatives qui lui seront soumises dans ce sens. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Gerbaud.

M. François Gerbaud. Monsieur le secrétaire d'Etat, en vous posant cette question j'avais l'impression qu'il s'agissait, comme disent mes confrères journalistes, d'un « marronnier », c'est-à-dire d'un sujet qui revient sans arrêt mais sur lequel il est peut-être utile de réfléchir.

Voici venu, en effet, le temps des vacances. Il s'annonce peu ensoleillé, mais il est vrai qu'il n'y a que deux mois de soleil dans l'année et nous n'y pouvons rien, pas plus Mme Soleil que M. Albert Simon. Voici venu le temps où les plages deviennent aussi peuplées que le métro aux heures de pointe, où les routes sont encombrées, l'économie s'emballant quelque peu et les prix montent. Mais que faire ? Les vacances ne sont-elles pas l'expression de la liberté ?

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie des précisions que vous avez apportées à propos des opérations de radio-guidage. Encore faut-il que le bonheur des uns ne fasse pas le malheur des autres et que les déviations systématiques ne compromettent pas trop les intérêts des hôteliers.

Vous me permettrez de vous dire qu'une certaine coordination des travaux entrepris sur les grandes nationales s'impose. Il n'est pas convenable, quel qu'en soit le bénéfice qu'on en retirera au retour, que de tels travaux aient lieu au mois de juillet, ce qui est préjudiciable à la fois à l'écoulement de la circulation, à la sécurité des automobilistes et à l'activité des commerces installés le long de nos routes de vacances.

Il serait souhaitable, dans le cadre d'une politique contractuelle, que les entreprises et leurs partenaires sociaux, grâce à ce que l'on pourra appeler « le système Anthonioz » ou « le système Guichard », étalent mieux les vacances sans en augmenter la durée.

Mais les vacances sont l'expression du choix et de la liberté. Elles ne supposent aucune contrainte. Cependant, elles doivent s'accompagner — et peut-être le législateur aurait-il quelques réflexions à faire à ce sujet — du tiers choix-liberté-sécurité qu'il ne faut pas toucher dans le désordre. Ni insécurité, ni contrainte, ni désordre.

Telles sont les observations que je voulais faire. Finalement, l'intérêt de ce débat — et nous vous remercions des précisions que vous avez bien voulu apporter, monsieur le secrétaire d'Etat — aura été de faire prendre à tous conscience de ce problème car, comme nous le souhaitons, nos concitoyens, de plus en plus nombreux, accéderont aux vacances. (Applaudissements.)

CHASSE

M. le président. M. de Poulpique demande à M. le Premier ministre quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour assurer la protection et le repeuplement du gibier, ainsi que pour améliorer les conditions de la pratique de la chasse sportive en tenant compte de l'évolution des cultures et des méthodes de chasse.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Les conditions d'exercice de la chasse ont évolué rapidement au cours des dernières décennies et, malheureusement, dans un sens assez peu favorable.

Cela est dû, certes, à la modernisation de l'agriculture, avec toutes ses conséquences, mais aussi à d'autres éléments tels que le progrès des armes à feu, le développement de l'automobile qui permet la concentration des chasseurs dans des régions réputées giboyeuses, et j'ajouterai l'adresse des tireurs qui est de plus en plus grande — M. de Poulpique, qui est chasseur, le sait bien.

Rétablir les conditions d'exercice d'une chasse normale est donc une œuvre de longue haleine. D'ores et déjà, pourtant, une série de mesures sont prises ou vont l'être par le ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

Cette action va se développer dans trois directions.

En premier lieu, il faut citer la lutte contre les causes de la disparition du gibier et de la dégradation de son habitat. C'est ainsi que les intérêts cynégétiques seront pris en considération lors des études ou des réalisations d'aménagements ruraux de toutes sortes.

La concertation entre les différents ministères intéressés doit permettre de limiter les inconvénients que présentent certaines opérations telles que l'arasement des haies, la démoustication, les aménagements touristiques de certains rivages, qui sont quelquefois incompatibles avec la protection de la chasse.

Par ailleurs, les pesticides, qui peuvent être la meilleure ou la pire des choses, doivent être utilisés à bon escient. C'est pourquoi le conseil supérieur de la chasse diffuse actuellement dans la presse ses conseils pour l'utilisation des produits et l'emploi des méthodes les moins nocives pour le gibier.

Des enquêtes sur la mortalité du gibier due aux pesticides sont en cours pour permettre une meilleure détection des produits les moins dangereux.

En second lieu, il faut favoriser le repeuplement en gibier et l'aménagement rationnel des chasses. Cela se fera par la diffusion d'informations sur la mise en valeur cynégétique des domaines agricoles et l'exploitation rationnelle du gibier. Cela se fera aussi par l'exemple.

L'administration va développer des « chasses-pilotes » dont le but est de rechercher, d'expérimenter et de vulgariser les méthodes les plus efficaces en matière d'aménagement des territoires de chasse, de nutrition et de reproduction du cheptel. Ces « chasses-pilotes » doivent représenter, selon les caractéristiques de chaque département, les divers types de chasse : plaine, bois, montagne, marais.

Enfin, la dernière action à entreprendre concerne la réglementation qui doit contribuer à faire respecter le gibier et à protéger plus efficacement la faune en général.

Le Gouvernement prépare un projet de loi modifiant le livre III du code rural consacré à la chasse, qui pourra être déposé prochainement sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Ce projet doit notamment prévoir :

Premièrement, de subordonner la délivrance du permis de chasse à un examen ;

Deuxièmement, de rationaliser l'exercice de ce sport en limitant le nombre de jours de chasse, les effectifs des chasses, l'importance des tableaux de chasse ;

Troisièmement, de sanctionner plus sévèrement les infractions préjudiciables aux intérêts de la chasse et des chasseurs.

Telles sont, très brièvement résumées, les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le repeuplement en

gibier et promouvoir la chasse comme sport de nature et comme activité touristique, tout en concourant à la préservation des équilibres biologiques dans un souci de protection de la nature et de l'environnement, ce qui est précisément la vocation du ministère du même nom. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. de Poulpiquet.

M. Gabriel de Poulpiquet. Votre réponse, monsieur le secrétaire d'Etat, ne pouvait qu'être brève dans un débat comme celui-ci. J'en retiens cependant que le Gouvernement envisage le dépôt d'un projet de loi. Je vous demande donc d'intervenir pour que cela soit fait dans le meilleur délai. J'aurais souhaité que le Gouvernement, par l'intermédiaire du ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement, organise un débat avant de présenter ce texte et de prendre les décrets tendant à la protection et au repeuplement du gibier en France ainsi que les mesures permettant de chasser sportivement.

Je ne comprends pas pourquoi l'on ne donne pas à ce sport toute la considération qu'il mérite. Il compte plus de deux millions d'adeptes et aucun autre sport ne procure plus d'activités et de ressources à l'économie du pays.

A-t-on fait le compte des emplois qui en dépendent dans le commerce et l'industrie ? A-t-on calculé le montant des recettes fiscales qu'il procure à l'Etat ?

Pourtant, depuis près d'un siècle, aucun Gouvernement ne s'est vraiment préoccupé de préserver la chasse en France.

Laissera-t-on disparaître toutes ces activités ? Laissera-t-on mourir ce sport démocratique et disparaître quantité d'espèces animales de notre territoire ? Voilà bien des questions d'actualité.

Le temps qui m'est imparti ne me permet que de jeter un cri d'alarme pour amener le Gouvernement à prendre conscience des problèmes posés. Un ministère chargé de la protection de la nature et de l'environnement venant d'être créé, j'ai l'espoir d'être entendu.

En attendant qu'il réforme une législation qui date d'un autre siècle et les décrets ou arrêtés de routine qui en assurent l'application, je me dois d'appeler son attention sur quelques points pour lesquels des solutions urgentes doivent et peuvent facilement être prises.

D'abord, pour protéger le gibier, il faut : réglementer sévèrement la vente et l'emploi des pesticides et des herbicides mortels pour le gibier — vous l'avez dit et je vous en remercie, monsieur le secrétaire d'Etat ; organiser et encourager la destruction de tous les animaux nuisibles ; simplifier les textes relatifs à la constitution des sociétés communales, lesquels sont trop complexes ; réglementer la vente du gibier par l'institution d'une sorte de patente obligatoire, une vignette devant accompagner toutes les pièces commercialisées.

Ensuite, pour rendre à ce sport tout son attrait, il serait souhaitable que les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse tiennent compte de la capacité du gibier à se défendre convenablement mais aussi des exigences de l'agriculture et, notamment, de l'occupation des sols par les cultures. Cela faciliterait l'étalement de l'exercice de la chasse dans les conditions sportives.

A quoi sert un arrêté général d'ouverture et de fermeture alors que dans chaque département un arrêté spécial est pris pour chaque espèce de gibier noble ? Au reste, l'arrêté général ne s'applique plus guère qu'aux lapins et aux renards. En automne, les bois sont couverts de verdure, les champs de maïs et de choux fourragers, ce qui, dans certaines régions, empêche la pratique sportive de la chasse, la plus démocratique qui soit. En fin de saison, on est alors amené à faire des battues de destruction de lapins et de renards qui n'intéressent personne et sont de vrais massacres.

M. le président. Monsieur de Poulpiquet, vous avez déjà doublé votre temps de parole, alors que les orateurs qui vous ont précédé ont limité la durée de leur intervention aux deux minutes réglementaires.

M. Gabriel de Poulpiquet. Je vais conclure, monsieur le président.

M. le président. Je vous en remercie.

M. Gabriel de Poulpiquet. Pour le gros gibier, il est indispensable d'imposer un plan de tir dans l'ensemble des départements français. Les arrêtés qui limitent à deux jours ou à huit jours la chasse de tel gibier, du chevreuil par exemple, empêchent la chasse sportive de ce gibier et conduisent à des battues de destruction de l'espèce. Tous les chasseurs se trouvent ensemble sur le terrain. Les passages sont gardés et peu de gibier échappe à ce massacre général.

Monsieur le secrétaire d'Etat, j'ai limité mon propos à quelques remarques et suggestions. J'espère que le Gouvernement en tiendra compte très rapidement. (*Applaudissements.*)

INTERVIEW A L'O. R. T. F.

M. le président. M. Paquet demande à M. le Premier ministre dans quelles conditions la première chaîne de l'O. R. T. F. a pu, dans son émission du journal télévisé du vendredi 18 juin,

à 19 h 45, interviewer MM. Shara Shani Volodia et Boisgonthier Pierre, de Grenoble, l'un et l'autre sous le coup d'un mandat d'arrêt, que la police a été jusqu'à ce jour dans l'impossibilité d'exécuter.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Mesdames, messieurs, à l'occasion de la grève de la faim des gauchistes de Grenoble, le journal télévisé de la première chaîne a réalisé, le 13 juin dernier, une enquête sur les incidents qui s'étaient précédemment produits à l'université de Grenoble. Il s'agissait d'une enquête rétrospective à laquelle participaient plusieurs personnalités grenobloises : le recteur, le président de l'université et le maire de Grenoble. En ce qui concerne la séquence sur les représentants du Secours rouge, qui fut à l'origine des événements relatés, elle a été tournée le lundi 14 juin sur le campus de l'université où le journaliste, auteur du reportage, avait pénétré comme d'autres représentants de la presse et en cette qualité.

A aucun moment, au cours de l'entretien avec le journaliste de l'O. R. T. F., la situation particulière de MM. Shara Shani et Boisgonthier n'a été évoquée.

M. Aimé Paquet. Heureusement !

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat. Pour ce qui concerne le mandat d'arrêt délivré contre MM. Shara Shani et Boisgonthier, M. Paquet peut être assuré que toutes instructions ont été données pour en assurer l'exécution dans des conditions appropriées. Je rappelle à M. Paquet que, dans cette affaire, un troisième mandat d'arrêt avait été délivré contre M. Baylion et que ce mandat d'arrêt a été exécuté.

M. le président. La parole est à M. Paquet.

M. Aimé Paquet. Monsieur le secrétaire d'Etat, les faits sont très simples. Des citoyens français, dont M. Shara Shani et M. Boisgonthier, sont sous le coup d'un mandat d'arrêt. Ce mandat d'arrêt n'est pas exécuté parce que ces citoyens se sont réfugiés dans le domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères.

Les franchises universitaires s'opposent, dit-on, à ce que la police y pénètre pour accomplir sa mission. Mais l'O. R. T. F., elle, peut interroger librement les deux intéressés et cinquante millions de Français peuvent les voir et les entendre pendant de longues minutes. C'est profondément choquant, vous en conviendrez. Or, nulle loi, nulle règle n'interdit à la police de faire respecter et appliquer la loi, en quelque lieu que ce soit, même à l'intérieur d'un domaine universitaire.

En l'occurrence, il convient donc tout simplement d'appliquer et de faire respecter la loi républicaine, c'est-à-dire d'exécuter le mandat d'arrêt en laissant à la justice le soin de porter un jugement serein sur les faits incriminés. Ou alors, si les domaines universitaires sont interdits à la police, ils doivent l'être aussi à la presse écrite ou parlée.

Monsieur le secrétaire d'Etat, la conclusion qu'appelle votre réponse sera très simple.

Prenons garde !

Un Etat qui laisse bafouer la justice, un Etat qui laisse ridiculiser la police est un Etat condamné à plus ou moins long terme.

Une société qui tolère que la loi soit ignorée, violée, bafouée, une société qui se rend même complice de cet état de choses et dont la démission devient la règle, une société qui, tacitement et par faiblesse, accepte que ne soient respectées ni la loi ni la règle établie est une société qui court à sa perte et qui se condamne à être privée de liberté. Car la liberté repose sur le respect de la loi républicaine.

Prenons garde ! J'y insiste, car nous en sommes presque là.

M. le Président de la République a dit hier soir à la télévision de fort belles choses sur le respect de la loi, qui est aussi et surtout le respect de la personne humaine, le respect d'autrui, le respect de soi.

Il est temps — croyez-moi — pour le respect de la personne humaine, pour le respect d'autrui et pour le respect de soi, de faire respecter les lois de la République. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat. Je veux insister sur deux points :

Premièrement, les mandats d'arrêt seront exécutés ;
Deuxièmement, dans cette affaire, l'O. R. T. F. a agi comme un organe de presse et il n'a jamais été question, au cours de l'émission, ni du mandat d'arrêt ni de la situation particulière des gens interviewés.

M. Xavier Deniau. Les journalistes ignoraient-ils que ces gens étaient sous le coup d'un mandat d'arrêt ?...
Ils le savaient parfaitement !

TRAVAIL DU PERSONNEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. le président. M. Bertrand Denis demande à M. le Premier ministre s'il n'entend pas prendre des mesures pour alléger le travail du personnel des télécommunications dans les centraux téléphoniques manuels, normalement chargés et actuellement surchargés.

La parole est à M. le ministre des postes et télécommunications.

M. Robert Galley, ministre des postes et télécommunications. Mesdames, messieurs, les effectifs budgétaires d'exploitation des centres téléphoniques sont calculés en fonction de divers paramètres qui font intervenir notamment le volume du trafic à acheminer et, dans certains cas, la mission à remplir; je fais allusion en particulier aux centres de renseignements.

En fonction de l'évolution du trafic, l'ajustement des effectifs est assuré périodiquement. Naturellement, de telles mesures d'ajustement sont prises dans les centres manuels, notamment en y implantant certains des emplois qui se trouvent libérés par suite de l'automatisation des télécommunications, ou en fonction des besoins qui se manifestent dans d'autres services. Tel est, en particulier, le cas des services commerciaux, des services techniques et de ce que l'on pourrait appeler les services de direction.

Le problème soulevé par M. Bertrand Denis est lié, en fait, au reclassement des opératrices. Pour assurer celui-ci, la quasi-totalité des postes de titulaire qui deviennent vacants dans les centres téléphoniques sont bloqués et, de ce fait, ils doivent être pourvus par du personnel auxiliaire de remplacement.

C'est ainsi qu'en 1970, 3.600 agents environ, dans l'attente de l'automatisation, ont libéré leur emploi. Certains d'entre eux sont partis à la retraite mais près de 1.100 ont été reclassés dans les services postaux et remplacés par des auxiliaires, en attendant la fermeture des centres manuels.

Evidemment, ce personnel auxiliaire ne possède pas, dans les premiers mois de l'emploi tout au moins, une expérience professionnelle qui lui assure un rendement égal à celui du personnel titulaire.

C'est une des raisons de la surcharge des centres manuels, à laquelle s'ajoute quelquefois une surcharge d'une autre nature. En effet, un certain décalage peut se produire entre le moment où un poste de titulaire se libère et celui où l'auxiliaire de remplacement peut être recruté.

Dans ce cas, il peut arriver, je vous en donne acte, que les conditions de travail des agents titulaires en place dans certains centres manuels soient momentanément et localement plus difficiles que par le passé. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, chaque fois que cela est nécessaire et possible, un certain nombre d'auxiliaires en surnombre sont recrutés.

Il n'en reste pas moins que notre administration est toujours particulièrement sensible au problème du reclassement des opératrices, et qu'elle s'efforce de régler au mieux les cas d'espèce qui peuvent se manifester. D'autre part, chaque fois que c'est nécessaire, nous attribuons une nouvelle tranche de crédits, comme ce fut le cas, récemment, dans une région que M. Bertrand Denis connaît bien. La direction de Nantes a bénéficié, en effet, d'une nouvelle tranche supplémentaire de crédits, en vue du recrutement d'auxiliaires de renfort.

M. le président. La parole est à M. Bertrand Denis.

M. Bertrand Denis. Monsieur le ministre, à la veille des vacances, à l'époque où les Français se déplacent, je voudrais attirer tout spécialement votre attention sur l'aspect social de ma question.

Je ne suis pas certain que les renseignements qui vous sont parvenus soient complets. Les téléphonistes, dans les centraux, sont actuellement victimes d'une surcharge considérable de travail. Il y a à cela trois raisons.

D'abord, ils doivent s'y reprendre plusieurs fois avant d'obtenir les communications à longue distance, car les réseaux sont obstrués.

Ensuite, le rythme de l'économie se développant, les communications sont plus nombreuses.

Enfin, les communications des touristes et des gens de passage surchargent encore les lignes.

C'est ainsi que la vie des opérateurs et des opératrices du téléphone est devenue impossible: ils n'ont même plus le temps de satisfaire leurs besoins naturels.

Si vous ne pouvez, monsieur le ministre, réduire la durée du travail de ces téléphonistes en deçà de quarante heures, n'est-il pas possible de faire appel à du personnel supplémentaire pour les relayer, car leur travail est devenu véritablement harassant?

Je puis témoigner que des employés dévoués ont dû interrompre leur travail, ce qu'ils n'avaient jamais fait, non pas pour réclamer une augmentation de traitement, mais pour protester contre les conditions de travail qui leur sont imposées.

Je tenais à appeler votre attention sur cette catégorie de travailleurs, car ce sont de bonnes Françaises et de bons Français

qui méritent qu'on se penche sur leur sort. Monsieur le ministre, je vous demande de faire quelque chose pour eux. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des postes et télécommunications.

M. le ministre des postes et télécommunications. Monsieur Bertrand Denis, je suis obligé de vous faire observer que, dans des centres comme Paris, la durée du travail des opératrices du téléphone est de trente-six heures et que, dans la plupart des grandes villes, elle est de trente-huit heures. Ce n'est que dans les centres de moindre importance — où les conditions de travail et le trafic ne sont pas ceux que vous avez décrits — que la durée de travail est de quarante heures.

La seule réponse que je puis vous fournir est qu'il faut supprimer le plus tôt possible ce travail manuel qui n'est plus de mise au xx^e siècle, à l'ère de l'automatisme. C'est bien dans ce sens que travaille le Gouvernement et que vont les programmes qui vous sont présentés chaque année.

Nous avons pris l'engagement qu'à la fin du VI^e Plan l'automatisation serait totale en France. Cette automatisation, monsieur Bertrand Denis, ne va pas m'amener à engager du personnel pour le mettre à la porte dans quelques années.

Telle la réponse que je voulais vous faire.

MANUFACTURE DES TABACS DE BORDEAUX

M. le président. M. Madrelle demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre face à la situation critique de la manufacture des tabacs de Bordeaux, résultant de l'adoption du plan d'urbanisme de la ville.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

M. Jean Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. Ma réponse sera précise et brève.

L'inscription en pointillé, sur le plan d'urbanisme de Bordeaux, du prolongement de la voie autoroutière dite « pénétrante du Sud-Ouest », entre le boulevard extérieur et la place Rodesse, a pu laisser craindre que la manufacture des tabacs, installée sur son tracé, ne soit ultérieurement frappée d'alignement.

Or ce tracé n'entraîne aucune servitude; il correspond seulement à une hypothèse de travail aujourd'hui abandonnée.

L'activité de la manufacture des tabacs de Bordeaux n'est donc nullement menacée. Je suis heureux, monsieur Madrelle, de pouvoir vous en donner l'assurance.

M. le président. La parole est à M. Madrelle.

M. Philippe Madrelle. Monsieur le secrétaire d'Etat, il ne me reste donc qu'à prendre acte de l'excellente réponse que vous venez de me fournir. Je suis persuadé qu'elle sera très agréable aux travailleurs de cette usine de tabacs.

M. Gabriel de Poulpiquet. Remerciez aussi le Premier ministre ! (Sourires.)

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

M. le président. M. Claudius-Petit demande à M. le Premier ministre quelles dispositions sont envisagées pour empêcher le développement d'incidents, qui prennent parfois la forme de brimades et même dégénèrent en violences, dont sont victimes les travailleurs immigrés.

La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.

M. Joseph Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population. Depuis quelques mois, la presse a signalé une recrudescence d'incidents dans lesquels se sont trouvés concernés des travailleurs immigrés.

Il résulte des enquêtes qui ont été effectuées que ces incidents ont été heureusement plus rares et d'une portée généralement plus limitée que certaines informations avaient pu le laisser penser. Il serait donc tout à fait excessif de parler à ce propos d'une vague de racisme ou de xénophobie.

Cependant, conscient des dangers que pourrait comporter le développement de tels incidents, le Gouvernement a immédiatement réagi. Je rappelle à M. Claudius-Petit que ce problème a été traité en conseil des ministres, le 9 juin dernier, et que M. le Président de la République a tenu à souligner personnellement que tout devait être mis en œuvre pour que la sécurité des étrangers soit assurée dans les mêmes conditions que celle des citoyens français. Il s'agit là, en effet, d'un devoir impérieux.

Je rappelle qu'il y a en France près de trois millions de résidents étrangers dont deux millions de travailleurs environ. Leur donner des conditions d'existence décentes constitue une préoccupation constante du Gouvernement.

Sur le plan économique, on ne saurait trop rappeler le rôle important que jouent les travailleurs étrangers dans certains secteurs de l'industrie, tels le bâtiment, la sidérurgie, l'industrie automobile, et bien d'autres encore.

Dans ces secteurs, les travailleurs étrangers représentent souvent une part considérable du personnel. Ils concourent d'une façon essentielle à la production. Leur présence en France constitue donc un apport important et positif pour le développement économique de notre pays. Nous aidant à desserrer certains goulets d'étranglement de notre production, ils permettent à notre croissance d'atteindre des taux plus élevés dans l'ensemble et, par là même, contribuent au développement de l'emploi, contrairement à ce que l'on craint parfois.

Mais la France doit réserver à ces étrangers des conditions d'accueil dignes de ses traditions. M. Claudius-Petit le sait mieux que quiconque puisque, en tant que président de la Sonacotra, il est de ceux qui ont animé avec cœur et avec compétence un remarquable effort de construction de logements pour les travailleurs étrangers, effort qui a permis à cet établissement et à ses filiales de financer, au 31 décembre 1970, 36.000 lits dans 130 foyers.

Je remercie M. Claudius-Petit de m'avoir fourni l'occasion de réaffirmer la ferme volonté du Gouvernement de lutter contre toute forme d'intolérance et de garantir aux travailleurs étrangers le bénéfice de la sécurité que notre pays est tenu d'assurer à tous ceux qui résident sur le territoire national.

M. le président. La parole est à M. Claudius-Petit.

M. Eugène Claudius-Petit. Monsieur le ministre, je ne vous avais pas posé ma question pour que vous évoquiez le rôle de la Sonacotra. Mon intention était de demander au Gouvernement quelles mesures il entendait prendre pour tenter de faire comprendre à l'ensemble de la population les raisons profondes de la présence sur notre territoire de très nombreux travailleurs étrangers.

Certains Français considèrent en effet les travailleurs étrangers comme des intrus, et peu nombreux sont nos compatriotes qui comprennent que la présence de ces travailleurs est le résultat d'un recrutement systématique, auquel s'ajoutent les entrées libres, quelquefois clandestines et anarchiques, de certains de ces travailleurs étrangers.

L'opinion n'est pas suffisamment informée de ce que la croissance économique, qui permet à tous les Français de vivre mieux et de consommer davantage — les deux choses n'étant pas forcément synonymes — ne peut être obtenue que par le concours des travailleurs étrangers à la production de notre pays.

En Allemagne fédérale, la troisième chaîne de télévision consacre quatre heures d'émission par jour aux problèmes et à la vie des travailleurs immigrés, lesquels, du fait de leur participation à de telles émissions, se sentent moins isolés dans un monde qui leur est étranger.

En France, ni la télévision, ni la radio ne consacrent des émissions aux travailleurs étrangers que nous avons accueillis et que, quelquefois, nous accueillons mal.

Si j'ai tenu à aborder le problème sous cet angle aujourd'hui, c'est parce que nous sommes trop accoutumés à traiter de la présence en France des travailleurs étrangers uniquement pour nous plaindre des troubles apportés par certains d'entre eux — comme cela se produit, et c'est humain — dans la vie de tous les jours.

Il est certain que rien n'est fait pour que les Français soient amenés à modifier leur comportement ou leur attitude, pour qu'ils réservent un meilleur accueil aux travailleurs étrangers. Aucune action n'est menée auprès de certaines collectivités en vue de les convaincre d'accepter la construction, sur leur territoire, de résidences pour les travailleurs étrangers, résidences dignes de les accueillir après leur journée de travail.

Peu de Français reconnaissent que les travailleurs étrangers occupent des emplois que les Français refusent. Peu de Français comprennent que, si les travailleurs étrangers retournaient dans leur pays, l'industrialisation, en France, deviendrait impossible et les objectifs du VI^e Plan ne pourraient être atteints.

Monsieur le ministre, ne serait-il pas possible de faire comprendre aux Français que l'aide au tiers monde, que chacun d'eux prône volontiers, commence en France? Ne pourrait-on faire admettre aux membres des syndicats ou des organisations qui soutiennent souvent les revendications des travailleurs étrangers que c'est chez eux, d'abord, dans leur immeuble ou dans leur quartier, qu'ils doivent traiter les immigrés avec autant d'égards que leurs compatriotes?

Ne serait-il pas possible, enfin, d'organiser, devant le Parlement, un débat sur ce sujet, afin que tous les problèmes posés par la présence des travailleurs immigrés soient traités comme ils le méritent, ne serait-ce que pour faire prendre conscience à tous les Français qu'ils ont des devoirs envers ceux qui, chez nous, se sentent parfois isolés, alors qu'au contraire nos hôtes devraient avoir le sentiment de vivre dans un pays où la solidarité n'est pas un vain mot? (Applaudissements.)

M. le président. Nous avons terminé les questions d'actualité.

— 4 —

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle neuf questions orales sans débat de MM. Médecin, Hauret, Ducray, Icart, Cousté, Michel Durafour, Lamps, Bouloche et Rolland.

Je rappelle que, aux termes de l'article 136 du règlement, les auteurs disposent de deux minutes pour exposer sommairement leur question.

Après la réponse du ministre, ils peuvent reprendre la parole pour cinq minutes au plus.

ETALEMENT DES VACANCES

M. le président. La parole est à M. Médecin pour exposer sommairement à M. le secrétaire d'Etat au tourisme sa question relative à l'étalement des vacances (1).

M. Jacques Médecin. La question que je vous ai posée, monsieur le secrétaire d'Etat, avait d'abord été inscrite à l'ordre du jour d'une précédente séance.

Dans votre réponse à la question d'actualité posée par M. Gerbaud, vous avez précisé que M. le Premier ministre avait chargé un haut fonctionnaire de procéder, dans le cadre de la recherche des actions à entreprendre en vue de l'étalement des vacances, à la définition des dispositions et mesures qui pourraient être prises afin d'harmoniser le temps de travail et le temps des loisirs.

Ce que je souhaite, c'est qu'une véritable enquête soit menée à propos du tourisme.

Je représente dans cette Assemblée une région qui contrairement aux autres, vit intégralement du tourisme, et non pas accessoirement.

Cela, vous le comprendrez, nous mène à considérer la totalité des équipements de la Côte d'Azur non seulement sur le plan français ou sur le plan européen, mais aussi sur le plan international. C'est pourquoi le rapport que souhaitez tous les spécialistes du tourisme au nom desquels je parle devrait évoquer non seulement un aspect des problèmes touristiques, mais tous les aspects de ces problèmes.

J'ai entendu, il y a un instant, la réponse de M. le ministre des postes et télécommunications à la question très pertinente posée par l'un de nos collègues. J'aurais aimé lui dire qu'il était important d'envisager le renforcement du réseau à destination des régions touristiques, car vous savez aussi bien que moi que, depuis le 15 juin, il est devenu impossible de téléphoner à Nice depuis Paris, à moins de disposer d'une demi-journée pour accomplir cet exploit.

Mais il y a aussi les problèmes des routes, des équipements urbains, de l'aménagement des plages, tout ce qui touche aux transports — dédoublement des aéroports, renforcement des navettes aériennes entre Nice et la capitale. La compagnie nationale le sait bien. Il est inadmissible qu'au moment de pointe des vacances, des centaines et des centaines de touristes ne puissent trouver de place dans les avions volant entre Paris et Nice ou inversement, selon la période et l'intensité du courant touristique, alors que nous savons fort bien que cette ligne est la seule des lignes intérieures françaises qui soit rentable.

M. Gérard Ducray. Avec la ligne Paris—Lyon!

M. Jacques Médecin. Avec Paris—Lyon, en effet. En ce qui concerne les chemins de fer, des aménagements sont souhaitables : par exemple, il conviendrait d'envisager à destination de cette région, comme de toutes les régions touristiques, un service de navettes rapides en s'inspirant des progrès réalisés notamment au Japon pour desservir les points les plus fréquentés.

Monsieur le secrétaire d'Etat, le but de ma question est essentiellement de vous demander de faire usage de votre autorité pour obtenir de vos collègues la réunion d'une sorte de table ronde groupant tous ceux qui, à des titres divers, s'intéressent au développement de notre équipement touristique.

Il nous serait agréable que vous vouliez bien aussi faire participer à ces réunions les membres de cette Assemblée qui font partie des commissions spécialisées dans les activités touristiques, pour leur permettre d'y apporter les renseignements, fruits de leur expérience et donner des avis. Ainsi, ils pourraient avec les fonctionnaires de votre département, travailler à la rédaction d'une sorte de livre blanc que nous pourrions soumettre ensuite à tous les professionnels, à tous les industriels du

(1) Cette question est ainsi rédigée :

« M. Médecin demande à M. le secrétaire d'Etat au tourisme quelle suite le Gouvernement compte donner au rapport qui lui a été remis concernant les problèmes du tourisme en général et celui de l'étalement des vacances en particulier. »

tourisme afin que notre pays ne perde pas les avantages acquis, souvenez-vous-en, au début de ce siècle, quand il était le pays d'Europe le plus visité.

Aujourd'hui, la concurrence est grande. Mais les dimensions de la planète s'étant réduites grâce aux avions à réaction, nous pouvons espérer aller chercher toujours plus loin des visiteurs qui ne resteront pas insensibles à la variété extraordinaire de nos paysages, de nos décors, de nos monuments.

Notre pays est, à cet égard, le plus riche du monde. Je vous demande de faire en sorte que sa beauté soit mise à la disposition de tous les habitants de l'univers. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au tourisme.

M. Marcel Anthonioz, secrétaire d'Etat au tourisme. Monsieur Médecin, je vous ai écouté avec attention exposer avec compétence les mesures à prendre dans l'intérêt du tourisme que vous animez dans cette très belle région de la Côte d'Azur.

Vous avez rappelé l'opportunité d'une politique d'ensemble du tourisme dont vous avez rappelé les principaux aspects.

A l'évidence, l'épanouissement souhaitable du tourisme implique la mise en œuvre des moyens les plus divers qui concernent à peu près tous les ministères, ceux de l'équipement, de l'environnement, des transports, de la santé publique, du travail et de la population, et par dessus tout, le ministère de l'économie et des finances, puisque rien ne peut être conçu ni réalisé sans crédits.

Pendant le tableau que vous avez brossé est sombre à l'excès. Certes nous ne disposons pas encore sur le littoral, en montagne ou en campagne, de la totalité des équipements que nous souhaitons. Pour l'hébergement traditionnel, l'hébergement complémentaire et social, ou des infrastructures de toute nature, nous avons encore beaucoup à faire. Mais les efforts que nous avons entrepris ont déjà produit d'heureux effets, ainsi qu'en témoigne la progression de plus en plus sensible des vacanciers français, en hiver comme en été, mais aussi des touristes étrangers qui trouvent, dans notre pays, hiver comme été, dans toutes les régions de l'hexagone de quoi satisfaire leurs goûts les plus divers.

Quant à l'opportunité pour les ministères, de convenir ensemble des étapes à parcourir, j'en suis d'accord, d'autant que nous procédons déjà de la sorte, au sein tant du comité interministériel du tourisme que du comité interministériel de l'aménagement du territoire où les départements ministériels intéressés, chacun en ce qui le concerne, font part de leurs préoccupations propres et des efforts à entreprendre.

C'est la somme de ces efforts qui permettront à notre pays d'être doté, comme vous le souhaitez, d'éléments d'équipements quantitatifs et qualitatifs et de le situer, dans cette vaste compétition touristique, au tout premier rang des nations européennes et même mondiales.

Bien sûr, on peut toujours regretter que nos moyens de transport et de communications soient toujours insuffisants pour faire face aux besoins exceptionnels des périodes de pointe. C'est là une des raisons pour lesquelles il est nécessaire d'assurer un étalement car on ne peut prétendre équiper tout le pays pour les besoins de quelques jours sans risquer de condamner l'action que nous poursuivons en commun.

Je suis persuadé, monsieur Médecin, que vous trouverez, dans les assurances que je vous donne, dans les actions entreprises et confirmées pour l'essentiel, une réponse à vos questions pertinentes et que vous voudrez bien en rendre témoignage au Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Médecin.

M. Jacques Médecin. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie infiniment de votre réponse. Je vous retourne volontiers — croyez-le bien — le compliment que vous m'avez adressé en disant que j'étais un expert des questions touristiques, car nul ne peut ignorer que vous en êtes un autre.

C'est donc entre gens qui connaissent les problèmes, qui parfois s'inquiètent un peu et connaissent certaines angoisses, que nous dialoguons aujourd'hui devant l'Assemblée. Me référant à votre réponse, je suis tenté de déplorer que le ministre des postes et télécommunications, le ministre de l'équipement, le ministre du travail, de l'emploi et de la population soient impliqués dans la vie du tourisme, et que la France soit le seul pays d'Europe qui n'ait pas de ministre du tourisme de plein exercice.

Monsieur le secrétaire d'Etat au tourisme, vous me permettez donc de former le vœu que vous soyez rapidement promu au rang de ministre de plein exercice disposant d'un budget propre ; alors se posera moins pour vous le problème des crédits.

Vous nous avez dit qu'on ne peut rien avoir sans crédits. Permettez-moi de n'être pas tout à fait d'accord avec vous. Bien sûr, je suis payé, comme tous les maires de France, pour savoir que les crédits sont nécessaires à bien des choses. Mais ce n'est pas pour une question de crédits, par exemple, que, pendant l'été, vous privez la plupart des touristes de France d'une heure, voire

de deux heures d'ensoleillement, car nous sommes un des rares pays à conserver l'été un horaire d'hiver. Pourquoi condamner nos touristes à se réveiller à huit heures du matin, quand le soleil brille depuis trois heures déjà, trois heures pendant lesquelles ils en ont été privés ? Pourquoi ne pas changer cet horaire ? Il ne nous en coûterait pas un centime, et d'ailleurs ces changements d'horaires sont entrés dans les mœurs, puisque les voyages aériens nous ont habitués à changer quatre, cinq, six fois d'horaire en une même journée ?

Autre mesure à prendre, et qui ne coûterait pas d'argent : la coordination de la propagande. Grâce à vous — je vous en rends hommage — un effort considérable de propagande a pu être fait en faveur des régions touristiques de France. Vous avez accepté de subventionner tout particulièrement une propagande de très haute qualité, dont vos hauts fonctionnaires jugent d'ailleurs la qualité. Mais il nous manque une propagande à l'échelle nationale. Lorsqu'un touriste américain ou français se rend dans un pays voisin de ma région, il peut obtenir un passeport qui lui permet de visiter tous les musées d'Italie après avoir acquitté une somme de l'ordre de 120 francs à l'office touristique italien en France. Pour parvenir à coordonner tous les musées de la Côte d'Azur, il m'a fallu plusieurs semaines et même plusieurs mois de discussion.

Et pourtant si l'on émettait à Paris un passeport permettant de visiter les pays de Loire, la cathédrale d'Albi, les splendeurs de toutes les cathédrales de France et les monuments de la Côte d'Azur, qui ne sont pas négligeables, il n'en coûterait rien à la nation et le paiement de ce passeport en devises fortes par les touristes qui viennent chez nous serait une source de revenus. Ce n'est donc pas une question de crédits qui se pose.

Il y a aussi un autre aspect qui n'exige pas de crédits, c'est l'incitation administrative à la création d'hôtels.

Je suis payé pour savoir qu'il n'est pas commode, en France, de créer un hôtel parce que, à tout instant, pour obtenir les dérogations qui sont nécessaires à l'exploitation hôtelière moderne, nous nous heurtons à des règlements d'urbanisme dépassés, à des difficultés administratives sans fin. Alors que nous savons parfaitement qu'à notre époque les hôtels doivent être construits avec quatre façades, nous continuons à imposer des règlements d'urbanisme qui réduisent les constructions hôtelières. Pour la ville de Nice, nous avons imaginé un plan d'urbanisme à une très vaste échelle. Nous avons obtenu quelques accords encourageants. Mais nous n'en sommes pas encore aux résultats escomptés.

Vous me dites, monsieur le ministre, qu'il ne faut pas voir l'avenir sous des perspectives trop sombres. Je suis parmi les rares hommes politiques qui admettent qu'ils peuvent se tromper et, croyez-moi, je préfère me tromper par excès de pessimisme plutôt que par excès d'optimisme.

Quant à l'augmentation du nombre des touristes — vous avez raison — nous avons tout lieu de nous en féliciter. Hélas ! vous savez aussi bien que moi que l'augmentation de la fréquentation touristique de la France est inférieure à l'augmentation annuelle du nombre de touristes dans le monde qui, vous le savez, est de l'ordre de 12,5 à 18 p. 100, selon les années.

Enfin, vous m'avez parlé des comités interministériels. Je vous en remercie et je me félicite de leur existence. Mais je voudrais qu'en dehors des réunions de techniciens, vous puissiez, de temps en temps, appeler à participer à ces comités des hommes qui sont près des réalités quotidiennes, et je ne parle pas seulement des maires des grandes stations que nous sommes, mais également des hôteliers, des restaurateurs, de tous ceux qui, quotidiennement, ont à résoudre des problèmes pratiques.

Je représente une région qui, contrairement à ce que vous croyez, n'a pas de besoins exceptionnels en périodes de pointe ; en effet, pour la Côte d'Azur, la période de pointe s'étale sur toute l'année ; les besoins y sont exceptionnels 300 jours par an sur 365. En accentuant l'effort, que nous avons accompli ces dernières années, pour l'accueil des congrès, colloques, conventions internationales, nous remplissons un devoir non pas à l'égard du tourisme azuréen, mais à l'égard du tourisme français. Et si nous demandons de faire en sorte qu'un membre d'un congrès international n'ait pas à attendre trois-quarts d'heure ou une heure au téléphone pour obtenir la communication avec son pays d'origine, croyez bien qu'il s'agit non d'un équipement exceptionnel, mais d'un équipement strictement nécessaire. Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, de bien vouloir vous préoccuper des problèmes spécifiques à notre région, en dehors des problèmes généraux du tourisme en France.

Je peux dire que la réponse que vous m'avez donnée était celle d'un homme qui connaît ces problèmes, qui a le désir de nous aider. Alors, monsieur le secrétaire d'Etat, permettez-moi de vous remercier, en vous demandant tout de même de prendre en considération ces quelques observations.

M. le président. Les trois questions suivantes de MM. Hauret, Ducray et Icart à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, relatives aux travailleurs immigrés ont été jointes par décision de la conférence des présidents (1).

La parole est à M. Hauret, auteur de la première question.

M. Robert Hauret. Monsieur le ministre, je me réjouis tout d'abord de voir, aujourd'hui, une question d'actualité posée par M. Claudius-Petit, et trois questions orales sans débat sur le même sujet, celui de l'immigration.

Qu'il me soit d'abord permis de présenter une remarque. J'ai déposé ma question orale sur les travailleurs étrangers en janvier 1970. Il a donc fallu attendre dix-huit mois avant qu'elle ne soit inscrite à l'ordre du jour, alors que son objet précis et concret appelait une réponse rapide. C'est dire combien il importe de reconsidérer la procédure des questions orales.

Du reste, ce n'est pas la première fois que j'évoque dans cette enceinte le problème de l'immigration des travailleurs étrangers. Déjà, en mai 1966, j'avais demandé, à cette même tribune, à la faveur d'une question orale sans débat, quelles étaient les intentions du ministre intéressé — M. Jeanneney, à l'époque — sur les problèmes de l'immigration. M. Jeanneney m'avait alors laissé entendre qu'un effort considérable était accompli dans ce domaine. Des résultats intéressants ont été obtenus, que vous rappellerez sans doute, monsieur le secrétaire d'Etat.

D'autre part, en qualité de rapporteur du budget de la coopération, j'ai pu me rendre compte sur place, au moment où s'est produit l'accident tragique évoqué dans ma question orale, de l'émotion que cet accident avait soulevée en Afrique, notamment au Mali, et de l'intérêt que les Africains, d'une façon générale, portaient à un accueil décent de leurs compatriotes, dont notre pays a grand besoin, ainsi que l'a très justement fait observer M. Claudius-Petit.

Il est de fait que notre économie a besoin des travailleurs immigrants. Vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, avez indiqué qu'il y avait en France 2 millions de travailleurs sur 3 millions d'immigrants. Devant une proportion aussi impressionnante, vous conviendrez qu'il est absolument nécessaire d'élaborer sans tarder une politique de l'immigration, si vous ne voulez pas qu'au cours des prochaines années notre pays compte 4 ou 5 millions d'immigrants qui, une fois entrés en France, s'installeront n'importe où et n'importe comment, et dont les enfants deviendront Français sans que la politique du Gouvernement en la matière ait été concertée.

Il importe, monsieur le secrétaire d'Etat, que votre réponse donne tous apaisements à ceux qui se préoccupent de ce problème. Car les travailleurs étrangers qui viennent de préférence travailler en France doivent être décentement hébergés.

J'attends donc cette réponse avec une vive impatience, en souhaitant qu'elle soit précise et nette, en particulier sur les cas que j'ai évoqués. La procédure de jonction des questions orales, appliquée aujourd'hui, peut avoir un effet bénéfique. Puisse-t-elle vous permettre aujourd'hui de définir une politique complète de l'immigration.

M. le président. La parole est à M. Ducray.

M. Gérard Ducray. Actuellement, se développent en France certains relents de racisme dont force est bien de constater qu'ils sont dirigés principalement contre les citoyens algériens.

(1) Ces questions sont ainsi rédigées :

« M. Hauret rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population l'émotion soulevée en France par l'accident qui, ayant provoqué la mort de cinq travailleurs africains, a, de manière dramatique, posé devant l'opinion publique le problème des conditions inhumaines de logement que subissent certains travailleurs. Il attire son attention sur le fait qu'il existe bien d'autres cas d'exploitation honteuse des travailleurs africains. Il lui demande : 1° quelles dispositions il entend prendre pour assurer le logement dans des conditions décentes de ces travailleurs dont notre pays a besoin et qui, souvent, viennent de pays liés à la France par des accords de coopération ; 2° quel est le montant des crédits publics utilisés au cours des dernières années pour l'hébergement des travailleurs étrangers et, à cet égard, quelle est l'action du service social d'aide aux émigrants ; 3° où en est la procédure pénale engagée contre les responsables des cinq morts d'Aubervilliers.

« M. Ducray demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'il peut lui indiquer combien de travailleurs algériens se trouvent actuellement sur le territoire français et quelles mesures sont prises pour contrôler l'immigration algérienne.

« M. Icart attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur l'intérêt qu'il y aurait à rechercher une application plus stricte des dispositions de l'article L 161 du code de sécurité sociale, afin que tous les travailleurs algériens qui viennent s'employer dans notre pays soient soumis à un véritable contrôle médical avant toute embauche, de telle sorte que soient évités certains abus qui contribuent à alourdir les charges de la sécurité sociale et de l'aide sociale. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de soumettre tous les travailleurs étrangers, quelle que soit leur nationalité, à un strict contrôle médical avant l'embauche. »

Cette situation s'explique peut-être par certaines déconvenues en matière politique, qu'on voudrait faire supporter aux Algériens qui viennent travailler en France. Pourtant, ainsi que l'a rappelé si justement M. Claudius-Petit, la main-d'œuvre algérienne contribue à l'effort d'industrialisation de notre pays ; à ce titre elle est indispensable à notre économie.

Pour répondre nettement, pour ne pas dire définitivement, à tous ceux qui trop facilement prétendent que ce sont les Algériens qui grèvent le budget de la sécurité sociale, qu'ils arrivent par dizaines, voire centaines de milliers chaque année en France, je vous ai demandé, monsieur le ministre, quel est le nombre d'Algériens travaillant actuellement en France et combien de ces Algériens pénètrent chaque année sur notre territoire, en fonction de l'accord franco-algérien conclu à cet effet.

M. le président. La parole est à M. Icart.

M. Fernand Icart. Monsieur le ministre, il y a un peu plus d'un an, j'avais attiré votre attention sur le même problème, sous la forme d'une question écrite. Votre réponse ne m'avait pas entièrement satisfait. Elle se bornait à rappeler les termes de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 relatif à l'emploi, la circulation et le séjour en France des ressortissants algériens. Elle faisait apparaître que c'est dans leur pays que les travailleurs algériens doivent subir un examen médical effectué par la mission médicale française fonctionnant auprès de l'office algérien de la main-d'œuvre.

Je veux bien admettre la réalité de ce contrôle, mais je suis alors conduit à penser qu'il n'est ni suffisamment strict, ni suffisamment efficace, et c'est pourquoi je vous ai posé la présente question orale.

En effet, il apparaît à l'examen des chiffres dont je dispose que la main-d'œuvre algérienne entraîne des dépenses de santé, en particulier d'hospitalisation, beaucoup plus importantes que les dépenses moyennes enregistrées pour la plupart des autres colonies étrangères établies en France, compte tenu de leur importance numérique respective, bien entendu.

La différence est si importante qu'on peut se demander si de nombreux ressortissants algériens, ceux qui sont atteints de maladies de longue durée en particulier, n'entrent pas en France déjà malades, dans le seul but de se faire soigner à nos frais. Certains spécialistes en sont persuadés.

Or ces dépenses sont à la charge, soit de la sécurité sociale, soit de l'aide sociale, parfois des deux à la fois et par conséquent trop souvent à la charge des budgets locaux, comme c'est hélas ! le cas dans le département des Alpes-Maritimes où les hôpitaux sont déjà surchargés par ces malades.

Je voudrais qu'il n'y ait aucun malentendu sur l'objet de ma question. Je ne proteste pas contre le fait qu'on prenne en charge les soins donnés aux travailleurs algériens qui sont tombés malades ou ont été victimes d'un accident du travail en France. Je crois au contraire — et là je rejoins MM. Claudius-Petit, Hauret et Ducray — que nous devons faire tout notre devoir envers ces travailleurs qui, en tant que tels, ont droit à notre respect et à notre estime et qui apportent, rappelons-le, une contribution indéniable à notre économie en accomplissant généralement des tâches ingrates, mais indispensables. En revanche, je m'élève contre les abus qui obligent les contribuables français à prendre en charge des personnes déjà malades avant qu'elles ne quittent l'Algérie.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.

M. Joseph Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population. Bien que ces trois questions orales ne portent pas sur les mêmes sujets et ne soient pas exactement inspirées par les mêmes motivations, je crois qu'il a été bon de les grouper, car cela va me permettre de répondre globalement et par là-même de traiter un certain nombre de problèmes très importants que M. Claudius-Petit a déjà évoqués dans sa question d'actualité.

M. Hauret, quoique votre question ait été posée voilà déjà dix-huit mois — et ce n'est certes pas moi qui ai refusé de venir vous répondre plus tôt — elle n'en garde pas moins toute son actualité puisque le problème que vous avez soulevé à l'occasion du tragique accident d'Aubervilliers reste au premier plan de nos préoccupations.

À la suite de cet accident, une enquête a été ouverte par le parquet le 6 février 1970. Cette enquête et l'instruction qui l'a suivie ont fait conclure à un accident, si bien qu'il n'y a pas eu de poursuites pénales. Le foyer a néanmoins été supprimé. Il a été fermé le 28 août 1970, dès que le relogement des occupants a été possible.

Il reste que la question de M. Hauret soulève le problème de l'effort qui doit être poursuivi pour assurer aux travailleurs immigrés un logement décent, lutter contre les taudis, l'habitat insalubre et les « garnis » clandestins. À cet égard, je puis affirmer que les résultats de l'action entreprise, action qui a été au cours des dernières années renforcée, commencent à être parfaitement mesurables.

Les crédits consacrés par le seul fonds d'action sociale au logement des travailleurs isolés, ont accusé en 1970 par rapport à 1969, une augmentation de près de 80 p. 100. Le fonds a été ainsi en mesure de financer, outre de nombreux foyers construits par diverses associations, un important programme entrepris par la Sonacotra auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, ainsi que des acquisitions foncières et des opérations de modernisation et de réparation de foyers anciens.

Le nombre des lits nouveaux financés par le fonds d'action sociale est passé de 10.317 en 1969 à 15.535 en 1970, ce qui représente une augmentation de plus de 50 p. 100.

En ce qui concerne plus spécialement les travailleurs africains — puisque c'étaient des travailleurs africains qui étaient logés dans le garni d'Aubervilliers — le nombre de lits qu'ils occupaient au 31 décembre 1970 représentait 15,93 p. 100 de l'ensemble des lits disponibles, ce qui est considérable par rapport au nombre total des travailleurs africains parmi l'ensemble des immigrés.

Entre l'année 1969 et l'année 1971, soit pendant les deux ans d'exercice du présent gouvernement, les moyens financiers consacrés par les pouvoirs publics au logement des travailleurs migrants isolés ont doublé.

Un arrêté du 23 octobre 1970 a institué un groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre. Cette mesure a marqué une étape importante, après que le vote par le Parlement de la loi du 10 juillet 1970 eut donné au Gouvernement des moyens juridiques particulièrement efficaces pour mener à bien cette lutte.

Grâce à la mise en service de foyers et de logements nouveaux, les opérations de résorption d'habitats insalubres et de relogement consécutif ont pu s'intensifier.

Pour Paris et les sept départements de la région parisienne, 133 opérations de résorption ont pu être menées en 1970 contre 53 en 1969 et 1.346 familles ont été relogées contre 564 en 1969. Je passe sur d'autres chiffres qui prouveraient un effort équivalent dans différents autres domaines.

En 1971, les crédits ouverts en subventions et en prêts pour la résorption de l'habitat insalubre, la construction de foyers, de cités de transit et de logements définitifs réservés aux travailleurs migrants approchent de six cents millions de francs, au double titre du ministère du travail, de l'emploi et de la population et du ministère de l'équipement et du logement.

Nous ne saurions nous contenter de ces résultats et de ces projets. Parallèlement, nous devons améliorer l'organisation de l'immigration pour qu'elle soit de plus en plus consciente et concertée avec les pays qui nous envoient ces travailleurs. Les accords passés avec divers pays, depuis des années, font que le nombre des travailleurs entrés spontanément et dont la situation a été régularisée par la suite tend à diminuer au profit des introductions effectuées par l'office national d'immigration. Notre récent accord avec le gouvernement portugais va dans le même sens et vous en mesurerez facilement l'importance étant donné que c'est du Portugal que nous venait le flot le plus important de l'immigration inorganisée.

Réglementer l'immigration et restituer à l'office national d'immigration le rôle actif qui lui a été assigné dès sa création en 1945, c'est travailler à la solution des problèmes qui nous occupent puisque le contrat d'introduction signé par l'employeur lui fait une obligation d'assurer le logement du travailleur introduit.

Enfin, à côté des obligations qui incombent aux pouvoirs publics et aux employeurs, il en est d'autres qui appartiennent à la population tout entière. Notre pays ne peut se reposer sur une réputation d'hospitalité que les faits démentiraient. M. Claudius-Petit soulignait tout à l'heure avec raison que trop souvent l'acquisition de terrains appropriés à la construction de foyers se trouve entravée par des réticences locales.

En conclusion sur ce point, c'est à l'ensemble de nos compatriotes qu'il faut faire mieux comprendre la solidarité qui existe entre eux et les travailleurs étrangers, singulièrement dans ce domaine du logement puisque, pour une grande part, les travailleurs étrangers sont précisément employés dans l'industrie du bâtiment et contribuent par leur travail à l'amélioration et au développement de l'habitat dans notre pays.

J'en viens à la question de M. Ducray.

Le nombre des travailleurs salariés algériens résidant en France au début de l'année 1971 peut être évalué à environ 400.000.

Le contrôle de l'immigration algérienne est assuré grâce à différentes dispositions de l'accord du 27 décembre 1968 conclu entre la France et le gouvernement algérien pour normaliser les mouvements migratoires entre ces deux pays.

L'entrée des travailleurs salariés algériens est limitée à un contingent annuel de 35.000 fixé pour une période de trois ans. Ces travailleurs sont admis en France sous le couvert d'une carte délivrée par l'office national algérien de la main-d'œuvre après une visite médicale d'aptitude effectuée par des médecins français — je reviendrai tout à l'heure sur ce point en répondant à M. Icart — qui exercent leur activité auprès de cet office. Seuls

les travailleurs dotés de cette carte peuvent accéder au marché national de l'emploi : dès lors qu'ils ont trouvé un employeur et sur la base d'une déclaration d'engagement de celui-ci, ils sont tenus de solliciter, auprès des services relevant du ministère de l'intérieur, un certificat de résidence d'une durée de validité de cinq ans qui porte la mention « travailleur salarié ».

L'article 64 du livre II du code du travail, dont la rédaction a été modifiée par la loi toute récente du 31 décembre 1970, permet désormais aux inspecteurs du travail d'effectuer des contrôles au sein des entreprises afin de s'assurer que la main-d'œuvre occupée est dotée du document prévu par l'accord. Cette disposition a pour objet d'éviter que les employeurs n'occupent des pseudo-touristes entrés en France sous le couvert d'un passeport, pratique qui s'était assez largement développée à la suite de la conclusion de l'accord sur la main-d'œuvre de 1968.

J'en arrive enfin à la question très générale de M. Icart qui ne portait pas seulement sur les travailleurs algériens, mais sur tous les travailleurs étrangers.

Quelles sont les dispositions actuellement en vigueur en ce qui concerne le contrôle médical ?

Après ce que je viens de dire à M. Ducray, je confirme que les travailleurs étrangers ne peuvent, d'une manière générale, accéder au marché national de l'emploi s'ils n'ont pas subi, au préalable, une visite de contrôle médical destinée à s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs de maladies préjudiciables à la collectivité d'accueil.

Toutefois, les modalités de ce contrôle diffèrent en fonction du statut qui leur est applicable.

Les étrangers qui sont tenus de posséder une carte de travail pour exercer une activité professionnelle salariée en France, en application de l'ordonnance du 2 novembre 1945, sont soumis à un contrôle effectué par les services médicaux de l'office national d'immigration, soit dans leur pays d'origine, en cas d'introduction, soit en France, lorsqu'ils sollicitent leur mise en situation régulière après y être venus par leurs propres moyens, c'est-à-dire quand l'immigration ne s'effectue pas par le canal de l'office national.

En ce qui concerne les travailleurs salariés algériens, j'ai déjà, en répondant à M. Ducray, indiqué dans quelles conditions ils sont admis en France.

A vrai dire — et la fin de ma réponse le précisait — l'accord conclu le 27 décembre 1968 entre le gouvernement français et le gouvernement algérien, et qui prévoit un contrôle médical par des médecins français qui exercent leur activité auprès de l'office national algérien de la main-d'œuvre, a pu être tourné, au cours des mois qui ont suivi son application, et plus particulièrement au cours de l'année dernière. En effet, les citoyens algériens venaient en France munis de passeports et pouvaient se faire embaucher par des employeurs français parce que la législation sur la carte de travail comportait des exceptions en faveur de certains étrangers originaires des anciens départements du Maghreb, compte tenu de leur statut antérieur particulier.

La loi du 31 décembre 1970, dont j'ai déjà parlé, permet désormais d'obliger tout Algérien à posséder un titre de travail pour qu'il soit susceptible d'être recruté par un employeur français. Il ne s'agit là que de l'application de l'accord signé par le gouvernement algérien le 27 décembre 1968. Ces dispositions nouvelles permettront d'éviter un certain nombre de recrutements et d'admissions sur le marché français de l'emploi, qui contournent les dispositions qui ont été acceptées par le gouvernement algérien du fait dudit accord.

Si certains cas ont pu être portés à la connaissance de M. Icart, il ne pouvait s'agir, me semble-t-il, que de cas échappant à l'application même de l'accord et qui, désormais, grâce à la nouvelle législation, ne doivent pas pouvoir se reproduire.

Quant aux travailleurs des Etats africains francophones, autrefois dans la mouvance française, ils bénéficient d'un régime spécial, étant donné qu'ils sont dispensés de posséder un titre de travail et de séjour.

En fait, il existe deux situations :

D'une part, les ressortissants des pays ayant passé une convention de circulation avec la France — Côte-d'Ivoire, Dahomey, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Haute-Volta — s'ils désirent venir en France en qualité de travailleurs, doivent produire, lors du passage de la frontière, outre les divers documents exigibles, un certificat de contrôle médical délivré par un médecin agréé par les autorités consulaires françaises.

D'autre part, ceux d'entre eux qui sont venus en France comme touristes, ainsi que les ressortissants des pays non signataires d'accords de circulation — Républiques du Cameroun, du Congo « ex-Brazzaville », de la Guinée et du Tchad, Républiques centrafricaine, gabonaise et malgache — ne sont soumis à aucune visite médicale préalable. Toutefois, leurs employeurs s'exposent à l'action récursoire prévue par l'article 161 du code de la

sécurité sociale, s'ils n'ont pas demandé à l'office national d'immigration de leur faire subir un contrôle médical à l'issue duquel, s'il est favorable, leur est délivrée une attestation.

Les dispositions de l'article 161 du code de la sécurité sociale ont pour objet d'éviter que les employeurs n'occupent des travailleurs étrangers avant qu'ils aient subi la visite médicale prévue par les textes ou accords dont relèvent ces travailleurs, en mettant à la charge de l'employeur les dépenses supportées par la sécurité sociale en cas de maladie ou d'accidents de travail des intéressés. L'application de cette disposition relève du ministre de la santé publique et de la population qui a été saisi de la question posée par M. Icart à ce sujet.

M. Claudius-Petit a exprimé tout à l'heure le souhait qu'un grand débat puisse un jour s'instaurer devant le Parlement sur tous les problèmes, nombreux et vastes, que pose la présence sur notre territoire de trois millions de ressortissants étrangers. Il est bien évident qu'il n'est pas possible, au cours de la séance d'aujourd'hui de les aborder tous ; du moins ai-je, je pense, apporté à l'Assemblée la preuve qu'ils sont suivis avec la plus grande attention par le gouvernement français.

Ainsi que je l'ai dit lors d'un débat antérieur, d'autres dispositions sont encore nécessaires pour constituer ce qu'on pourrait appeler un statut des travailleurs immigrés, notamment dans le domaine des droits syndicaux. Je puis assurer les parlementaires qui ont manifesté leur intérêt pour ces problèmes que le Gouvernement prendra prochainement des initiatives en ce sens.

Toutefois, je le répète, toutes les solutions ne peuvent pas dépendre des seuls pouvoirs publics. C'est à la population française tout entière qu'il appartient de marquer sa solidarité avec ceux qui se rendent chez nous à la recherche d'un emploi que ne peut pas leur procurer leur pays, qui viennent chez nous chercher les moyens de procurer à une famille lointaine une subsistance nécessaire et qui le font en s'infligeant des sacrifices extrêmement rigoureux. Ils méritent notre hospitalité et notre aide, puisque, comme cela a été fort bien dit, ils contribuent à notre développement économique et, par là même, à l'amélioration d'une prospérité générale dont ils ont, certes, une part, mais dont nous ne devons pas oublier qu'ils contribuent à la créer au bénéfice de tous ceux qui vivent sur notre territoire. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. Robert Hauret. Monsieur le ministre, je tiens à vous remercier pour la réponse très satisfaisante que vous avez faite, en particulier à ma question. Les chiffres que vous avez communiqués à l'Assemblée montrent, en effet, que le Gouvernement est conscient de l'importance de ce problème, que les crédits n'ont pas été ménagés.

Ma question visait essentiellement le problème du logement des travailleurs immigrés, en particulier des travailleurs africains. Vous y avez répondu.

Il me semble cependant que l'action menée par les pouvoirs publics pourrait être plus approfondie et plus efficace.

Les logements insalubres sont très nombreux dans la banlieue parisienne et il est anormal que, sous le seul prétexte de respecter la propriété, on aboutisse à des pratiques absolument scandaleuses, qui finissent par créer dans l'opinion publique un profond malaise.

Comme l'ont fait remarquer mes collègues, le problème des travailleurs immigrés est un problème qu'on cache. On laisse se créer en France un sous-prolétariat et l'opinion publique doit prendre conscience que nous avons sur notre sol plusieurs millions de travailleurs immigrés qui constituent une main-d'œuvre de qualité nécessaire à l'expansion de notre pays.

Dans le cas des travailleurs originaires des pays d'Afrique noire, avec lesquels la France a signé des accords de coopération, le scandale est encore plus grand.

Comme vous l'avez indiqué, monsieur le ministre, ces accords — et, en particulier, le dernier en date conclu avec le Dahomey en février 1971 — stipulent que l'immigrant doit être soumis à une visite médicale approfondie et que le certificat médical doit être vérifié par le consul de France chargé de délivrer le certificat de contrôle. Mais il est bien certain que ce travailleur africain, même s'il est parti dans une condition physique satisfaisante, voit sa santé se dégrader très vite si, outre le climat dont il souffre, il occupe un infâme taudis — tel celui d'Aubervilliers que j'ai cité — où quinze personnes sont entassées.

J'approuve la proposition de M. Claudius-Petit : un débat sur l'immigration, une large information sur les problèmes qu'elle pose et les moyens mis en œuvre contribuerait heureusement à éclairer l'opinion publique. Vous vous honoreriez grandement, monsieur le ministre, en inscrivant cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Dans la procédure pénale engagée à la suite de la mort dramatique de cinq travailleurs d'Aubervilliers, la justice a conclu à l'accident. Il n'en reste pas moins qu'un contrôle systéma-

tique des locaux d'hébergement des immigrés, l'application stricte des règles minimales de sécurité entraîneraient la fermeture des taudis et permettraient d'éviter des accidents tragiques.

M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. Le meilleur moyen est de construire.

M. Robert Hauret. Certes, monsieur le ministre. Soyez assuré que l'Assemblée vous suivra quand vous lui proposerez de voter des crédits à cet effet.

M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. C'est ce que nous essayons de faire.

M. Robert Hauret. Mais, en attendant, il est inadmissible de laisser un nombre considérable de travailleurs vivre dans des conditions effroyables et risquer tous les hivers des accidents. J'insiste donc pour que vos services imposent et fasse respecter des conditions minimales d'hygiène et de sécurité. D'avance, je vous en remercie. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Ducray.

M. Gérard Ducray. Monsieur le ministre, je vous remercie des chiffres que vous avez cités en ce qui concerne les travailleurs algériens. Il est clair maintenant que, sur trois millions de travailleurs étrangers en France, 400.000 seulement sont algériens.

M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. Il s'agit des salariés.

M. Gérard Ducray. Bien entendu, et non pas des familles.

Je voudrais d'abord dissiper un malentendu : ma question n'est pas motivée par une xénophobie qui me ferait refuser tout recours à l'immigration ; je sais bien que les travailleurs étrangers sont indispensables à notre économie et que, d'ailleurs, ils accomplissent des tâches que les travailleurs français répugnent de plus en plus à accepter.

Ma question n'est pas non plus motivée, je tiens à le souligner, par un quelconque sentiment anti-algérien. Tout au contraire, je l'ai posée dans le souci de rechercher les moyens permettant d'éviter que ne se développent des manifestations de racisme anti-arabe comme celles qu'on a pu déplorer ici et là depuis quelques mois.

Cette question, j'aurais d'ailleurs pu la poser pour l'ensemble de l'immigration étrangère ; si j'en ai limité l'énoncé à la seule immigration algérienne, c'est parce que la colonie algérienne établie en France est particulièrement importante et parce que les circonstances historiques et politiques font que c'est à l'encontre de cette immigration algérienne que se manifestent le plus souvent les réactions de « refus » que l'on peut constater.

Monsieur le ministre, à partir du moment où nous acceptons une immigration qui, je le répète, est indispensable à notre économie, à partir du moment aussi où cette immigration prend des proportions importantes, nous devons tout mettre en œuvre pour qu'elle soit acceptée par la population française, sans heurts et sans violences.

Cela implique d'abord qu'elle soit contrôlée et organisée : rien n'est plus mauvais, à tous égards, qu'une immigration clandestine ou non contrôlée, d'abord parce qu'elle pose un problème sanitaire. Je ne m'étendrai pas sur ce point, puisque c'est l'objet précis de la question posée par mon collègue Fernand Icart ; mais j'insiste sur le fait que l'entrée en France d'immigrants algériens ou autres n'ayant pas subi un contrôle médical suffisamment strict est de nature à entretenir un malaise dans la population française qui peut, dès lors, soupçonner tout travailleur étranger qui tombe malade d'être venu en France pour se faire soigner aux frais des contribuables.

L'immigration clandestine est aussi le meilleur moyen de fabriquer des « marginaux » qui ont les plus grandes difficultés à s'insérer dans la communauté où ils vivent, ou plutôt à côté de laquelle ils vivent. Il se développe ainsi une « misère spécifique » qui peut être source de perturbations graves pour cette communauté.

Et puis, il y a le problème des « structures d'accueil » : même contrôlée officiellement, l'immigration étrangère pose à notre pays des problèmes qui n'ont été, jusqu'ici, ni résolus, ni même peut-être affrontés dans toute leur ampleur.

Problèmes de formation et d'information, certes, et même problèmes d'alphabétisation dans certains cas. Problèmes aussi de l'accueil, dans des structures scolaires adaptées, des enfants des immigrants, car c'est souvent à travers eux que se réalisera progressivement l'insertion dans la société.

Et surtout, problèmes de logement. Nous connaissons les conditions déplorables d'hébergement qui sont celles d'un très grand nombre d'immigrants, même ceux qui sont arrivés par les filières officielles, entassés dans de prétendus « foyers » — je ne parle pas de ceux de la Sonacotra — qui sont plutôt des clapiers, ou dans les baraquements précaires des bidonvilles.

Dans de telles conditions, comment espérer une intégration progressive et harmonieuse de ces immigrants ? Comment s'étonner qu'il y ait une réaction de répugnance et de rejet de la part de la population française qui se sent vaguement menacée par le développement de cette misère ?

De telles situations posent des problèmes difficiles, douloureux et quasi insolubles aux communes qui hébergent sur leur territoire un nombre important de travailleurs immigrés. Faute de moyens, elles ne peuvent construire les foyers d'hébergement et les logements familiaux qui seraient nécessaires. Elles assistent donc, impuissantes, au développement anarchique des formes d'habitat les plus insalubres et, parallèlement, au développement des réactions racistes au sein de la population française, avec les risques de violence que cela comporte.

Je ne nie pas qu'un effort ait été fait au cours des toutes dernières années. Mais il reste tragiquement insuffisant face à l'ampleur d'un problème qui se pose avec toujours plus d'acuité. Si nous n'y prenons garde, nous allons laisser se perpétuer et se développer, en marge de la communauté nationale, un sous-prolétariat étranger, muré dans son sous-développement et dans son isolement, source d'inadaptations, de rancœurs, voire de délinquance.

M. Eugène Claudius-Petit. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Icart.

M. Fernand Icart. Monsieur le ministre, ce que j'ai mis en cause, en réalité, dans ma question orale, c'est le principe même du contrôle sanitaire effectué dans le pays d'origine.

Si je doute de l'efficacité de ce contrôle, c'est que je dispose de statistiques portant sur l'année 1970 qu'à mon avis vous ne possédez pas, à moins que vous ne les ayez trouvées — ce que je ne crois pas — dans mon rapport sur la sécurité sociale, fait au nom de la commission des finances. Ces statistiques ne concernent que le département des Alpes-Maritimes, mais elles peuvent servir à appréhender le problème dans l'ensemble de la France.

En 1970, dans le département des Alpes-Maritimes, le montant global des frais de séjour en établissement hospitalier, pour l'ensemble des malades étrangers, s'est élevé à 25 millions de francs et la dépense pour les seuls Algériens a été de six millions.

Si l'on divise ce montant global par le nombre total des résidents étrangers dans le département, on arrive au chiffre de 251 francs qui représente donc le montant moyen des frais d'hospitalisation par résident étranger établi dans ce département. De même, il apparaît que la durée moyenne d'hospitalisation est de 2,7 jours.

Si l'on établit des comparaisons en fonction des nationalités, on peut faire les constatations suivantes : les colonies espagnole, italienne, yougoslave, belge, etc., présentent des chiffres moyens d'hospitalisation par tête qui sont toujours inférieurs au chiffre moyen toutes nationalités confondues. Je tiens à souligner que c'est également le cas pour les Portugais, avec un chiffre moyen de dépense de 211 francs, toujours à comparer aux 251 francs, et deux jours en moyenne hospitalisation.

La colonie algérienne présente un chiffre de 517 francs de dépense par tête et six jours d'hospitalisation en moyenne, soit plus du double de la moyenne toutes nationalités confondues.

On pourrait penser que c'est la conséquence de la nature très pénible et parfois dangereuse des travaux effectués par les Algériens et des conditions de vie qui leur sont faites — encore que la situation des Portugais à cet égard ne soit pas très différente — que c'est aussi la conséquence d'une relative vulnérabilité à la maladie. Mais les colonies tunisienne et marocaine ont des chiffres qui sont respectivement de 354 francs et 376 francs de dépense par tête. Ces chiffres sont nettement supérieurs à la moyenne générale, certes, mais tout de même très inférieurs au chiffre moyen de la colonie algérienne.

Pourtant, Tunisiens et Marocains sont employés aux mêmes tâches que les Algériens, ont les mêmes conditions de vie, et leur vulnérabilité relative à la maladie doit être sensiblement la même que celle des Algériens.

Il y a donc une autre explication. Et, pour moi, il ne fait pas de doute qu'on la trouve dans le système actuel du contrôle médical effectué dans le pays d'origine. Alors, en extrapolant quelque peu, on est en droit de se demander si le contrôle sanitaire assure une défense suffisante contre les épidémies qui sévissent de-ci de-là à travers le monde.

Pour être complet, j'indique qu'à côté des Algériens existe une autre catégorie de ressortissants étrangers, dont les frais d'hospitalisation sont encore plus élevés par rapport à la moyenne générale. Ce sont les Africains, heureusement encore peu nombreux, qui atteignent le chiffre moyen de 988 francs de dépense et quatorze jours d'hospitalisation par tête. Peut-être sont-ils plus vulnérables ? Je le crois. Mais n'est-il pas étrange de constater que, comme les ressortissants algériens, les Africains peuvent subir l'examen médical dans leur pays d'origine ?

Monsieur le ministre, si j'ai commencé par poser le problème des travailleurs algériens, c'est d'abord parce que ceux-ci sont très nombreux et que les conséquences financières des abus et du laisser-aller sont certainement considérables et, je le sais, inchiffrables en l'état actuel de l'organisation des statistiques

de la sécurité sociale — ce que je déplore en tant que rapporteur du budget de la sécurité sociale ; c'est ensuite parce que l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 que vous avez évoqué dans votre réponse doit faire l'objet d'un réexamen dès la fin de cette année.

Il est donc temps que le Gouvernement dresse le constat des inconvénients majeurs de certaines des dispositions arrêtées et procède à un ajustement de ces accords.

S'il doit exister une forme particulière de coopération dans le domaine sanitaire — il est possible que le Gouvernement l'envisage et que le Parlement s'y rallie — mieux vaut le dire, monsieur le ministre, et en évaluer le coût, afin que les données du problème soient bien claires dans l'esprit de chacun.

Enfin — et ce sera ma conclusion — il conviendrait que le problème de l'immigration fasse l'objet d'un examen très approfondi, afin d'anticiper quelque peu sur certaines conséquences prévisibles de notre politique en ce domaine, conséquences qui ont été évoquées par les orateurs qui m'ont précédé.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.

M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. Je compléterai brièvement mon exposé précédent, en réponse à M. Icart.

Il faut bien comprendre qu'un réel effort pour organiser l'immigration en France n'est accompli que depuis un petit nombre d'années. Auparavant, la nécessité ne s'en était pas fait sentir, parce qu'avec les pays du Maghreb et nos anciennes colonies d'Afrique noire les conditions régissant la circulation des personnes étaient telles qu'aucun contrôle n'était possible, en raison du statut des ressortissants de ces territoires.

Ce n'est que très progressivement que des contrôles ont pu être établis, qui souvent se sont heurtés, dans leur principe, au statut que conservaient les ressortissants de nos anciennes possessions d'outre-mer.

A la suite de l'accord franco-algérien de 1968, nous avons dû constater la présence en France d'une très nombreuse colonie algérienne qui était entrée librement, sans aucun contrôle médical.

Quand vous remarquez, monsieur Icart, que certains Algériens d'origine résidant en France ne présentent pas un état sanitaire tel qu'il laisse supposer qu'au moment de leur entrée sur notre territoire les intéressés aient été reconnus indemnes de toute infirmité ou de toute maladie, il peut très bien s'agir des membres de cette colonie entrés librement en France, puisque l'immigration n'est soumise à un contrôle médical que depuis une date très récente.

Je vous ai indiqué, par ailleurs, qu'indiscutablement l'accord de 1968 avait été tourné par plusieurs dizaines de milliers de ressortissants algériens, venus en France avec un simple passeport et ayant réussi néanmoins à se faire embaucher.

La loi de 1970 permettra de lutter contre de telles pratiques qui sont indiscutablement contraires à l'esprit et à la lettre de l'accord franco-algérien.

Quant au fait que le contrôle médical dans le pays d'origine serait condamnable ou insuffisant, ce que vous avez dit vous-même, monsieur Icart, des conditions dans lesquelles s'opère ce contrôle au Maroc et en Tunisie, suffirait à démentir une affirmation aussi excessive. Car c'est bien le contrôle médical organisé par l'O.N.I. au Maroc et en Tunisie qui garantit l'état sanitaire des ressortissants de ces pays, et vous avez reconnu, d'après les statistiques dont vous disposez, qu'il est généralement meilleur que celui des ressortissants algériens.

Par conséquent, de statistiques qui recouvrent des situations très différentes, il ne faut pas tirer des conclusions trop catégoriques. Ce dont je puis vous assurer, c'est que, à l'occasion des nouvelles négociations qui s'engageront avec le gouvernement algérien à l'expiration en fin d'année de l'accord de 1968, ce problème sera l'objet d'une attention très soutenue car il n'est dans l'intérêt de personne, et surtout pas des travailleurs immigrés, de laisser venir en France, comme travailleurs appelés à exercer des métiers souvent rudes, des personnes dont l'état de santé ne serait pas satisfaisant, étant donné que la différence de climat peut constituer parfois une circonstance aggravante dans le cas de maladies non décelées.

M. Fernand Icart. Je demande la parole.

M. le président. Monsieur Icart, le règlement m'interdit de vous accorder la parole. Je vous autorise toutefois exceptionnellement à ajouter quelques mots.

M. Fernand Icart. A ma connaissance, les travailleurs tunisiens et marocains ne figurent pas sur la liste du décret du 29 avril 1968 fixant les conditions d'application de l'article L. 161 du code de sécurité sociale. On y trouve la République démocratique algérienne, le Cameroun, la République Centrafricaine, etc., mais la Tunisie et le Maroc n'y figurent pas.

M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. Les travailleurs tunisiens et marocains relèvent du régime social général dès lors qu'ils possèdent une carte de travail.

FONDS SOCIAL EUROPEEN

M. le président. La parole est à M. Cousté pour exposer sommairement à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sa question relative au Fonds social européen (1).

M. Pierre-Bernard Cousté. Le fonds social européen a été créé par le traité de Rome mais, depuis des années, la France n'a cessé de réclamer la réforme de cette institution communautaire, comme l'a fait le Gouvernement dans son memorandum décrivant la politique industrielle.

M. le Président de la République lui-même, à la conférence de La Haye, avait marqué la nécessité de cette réforme en vue d'accomplir une nouvelle étape communautaire.

A vrai dire, cette situation résultait du fait que le fonds social européen accordait pratiquement toujours des aides *a posteriori*, et selon des critères qui jouaient quasi automatiquement, sous forme de remboursements et toujours pour des opérations déjà réalisées dans les Etats de la Communauté.

En outre, les Etats recherchent constamment une sorte de juste retour à leur contribution. C'est ainsi que nous n'avons pas une politique active de l'emploi dans la Communauté et qu'en outre le fonds social européen n'intervenait qu'en faveur de travailleurs déjà en chômage. C'est donc dire que tout cela paraissait assez peu réaliste et peu conforme aux problèmes que posent la restructuration industrielle de la Communauté et les mutations qui touchent non seulement les ouvriers, mais les employés, les ingénieurs et les cadres.

Je félicite le Gouvernement que l'initiative ait été prise et acceptée au niveau communautaire de réformer le fonds social européen. Je suis sûr que cette réforme portera ses fruits, mais elle ne le peut, et c'est tout le sens de ma question, que si la concertation avec les partenaires sociaux a toute son ampleur, non seulement dans le cadre du comité du Fonds social, mais également, me semble-t-il, dans le cadre du comité permanent de l'emploi que très précisément le conseil des ministres de la Communauté a créé au mois de décembre dernier et qui, je le crois, s'est réuni encore hier.

C'est donc non seulement une question de fond que j'ai posée au Gouvernement, mais aussi — monsieur le président, vous vous en réjouirez — une question d'actualité. C'est pourquoi j'aimerais que l'Assemblée puisse écouter la réponse du ministre sur ce point.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.

M. Joseph Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population. La question de M. Cousté est, en effet, d'une grande actualité, puisque le conseil des ministres des affaires sociales siégeait hier même à Luxembourg sous ma présidence pour parachever la réforme du fonds social européen.

M. Cousté a très bien décrit les insuffisances du fonds social européen tel qu'il avait fonctionné antérieurement, et les raisons pour lesquelles la France a souhaité sa réforme comme elle l'avait fait savoir en présentant son memorandum sur la politique industrielle, et surtout comme le président de la République l'avait rappelé dans la proposition qu'il avait fait adopter par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à La Haye.

La principale difficulté de cette réforme concernait les domaines d'intervention du fonds. A cet égard, certaines divergences de vue existaient entre les Etats membres. Il s'agissait notamment de savoir si le fonds interviendrait pour redresser les déséquilibres d'emplois qui seraient provoqués par des mesures particulières d'ordre économique arrêtées par le conseil, ou bien s'il interviendrait pour soutenir des actions sociales engagées par chacun des Etats en fonction de sa propre politique sociale et de sa situation économique particulière.

Lors du conseil des ministres des affaires sociales qui s'est tenu au mois de mai 1970 à Bruxelles, j'avais proposé une formule de compromis qui a permis de dégager une orientation commune et d'adopter les principes généraux à partir desquels le conseil des ministres des affaires sociales a mis au point la réforme, adoptée dans son principe le 1^{er} février 1971, et dont les modalités d'application ont été examinées hier au cours du conseil des ministres.

(1) Cette question est ainsi rédigée :

* M. Cousté demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, à la suite des informations qui ont été publiées sur la réforme du Fonds social européen, décidée lors des dernières réunions du Conseil des ministres de la Communauté européenne s'il peut lui faire connaître : 1^o dans quelle mesure la réforme du fonds social européen, décidée lors des dernières réunions du Conseil des ministres de la Communauté européenne, répond à l'objectif d'approfondissement de cette communauté visé par le Président de la République française, lorsqu'il avait proposé la réforme à la conférence de La Haye ; 2^o selon quelles modalités les représentants des partenaires sociaux seront associés à l'administration du Fonds ?

Le schéma suggéré repose sur la distinction entre deux types d'intervention du fonds : les premières traduisant une conception dynamique selon laquelle le fonds pourrait intervenir pour redresser la situation de l'emploi lorsque celle-ci pourrait être mise en cause par des mesures particulières arrêtées par le conseil dans le cadre des politiques communautaires.

J'évoque, par exemple, une mesure tarifaire qui pourrait mettre en difficulté certaines industries de la Communauté et qui appellerait des mesures préventives et réparatrices pour éviter toute conséquence préjudiciable aux travailleurs dans le domaine de l'emploi. Le fonds pourrait aussi intervenir pour entreprendre une action commune particulière tendant à mieux assurer l'équilibre de l'emploi au sein de la Communauté.

C'est ainsi qu'il existe certaines zones de la Communauté, notamment dans le Sud de l'Italie, où une main-d'œuvre ne peut pas trouver à s'employer en totalité sur place et souhaiterait pouvoir venir travailler dans certains autres pays où existe une situation de suremploi. Une action commune destinée à faciliter un tel déplacement de main-d'œuvre qui est souhaité par les intéressés pourrait très bien s'inscrire dans le cadre de ces actions dynamiques que désormais le fonds pourra accomplir.

Les secondes actions, elles, viseraient à corriger les situations existantes qui procèdent indirectement du fonctionnement du Marché commun et qui peuvent entraver le développement harmonieux de la Communauté.

Ces mesures, pour importantes qu'elles soient, n'auraient pas cependant, à elles seules, été de nature à engager profondément la construction de la Communauté si elles ne s'étaient accompagnées d'une volonté commune d'associer plus complètement et plus directement les partenaires sociaux aux actions qui relèvent plus spécifiquement du fonds social européen et à une discussion des problèmes de l'emploi dans la Communauté.

C'est ainsi que cette association a été organisée et développée dans deux cadres. D'abord, dans le cadre du comité du fonds social qui existe d'ores et déjà et qui permettra une concertation approfondie des partenaires sociaux sur les nouvelles conditions de fonctionnement de ce fonds.

D'autre part, cette association sera réalisée d'une manière encore plus complète dans le cadre de ce comité permanent de l'emploi dont vous avez parlé, qui a été installé par mes soins le 18 mars 1971 et dont une réunion a eu lieu encore le 27 mai. Ce comité est composé de représentants des gouvernements, de la commission, des organisations d'employeurs et de salariés. Formé au niveau communautaire, il doit permettre aux représentants des gouvernements et à la commission d'une part, et aux partenaires sociaux d'autre part, d'entretenir de façon permanente le dialogue, la concertation et la consultation qui faciliteront la coordination de la politique de l'emploi des Etats membres et de les harmoniser avec les objectifs communautaires.

C'est ainsi que lors de la deuxième session qui s'est tenue à Bruxelles le 27 mai 1971, le comité permanent de l'emploi a vu s'instaurer la première discussion sur les nombreux problèmes concrets que pose la politique de l'emploi au niveau européen, ainsi que sur la réforme du fonds social européen.

Enfin, hier, jeudi 24 juin, le conseil des ministres des affaires sociales a pu adopter définitivement les principaux articles du règlement d'application de la réforme du fonds social européen.

L'accord politique et technique sur les principes de fonctionnement du nouveau fonds et sur le régime des aides qu'il dispensera est ainsi scellé. Le conseil des ministres doit adopter l'ensemble des textes avant l'automne. Dès lors la réforme pourra entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1972, marquant une nouvelle étape sur la voie de la mise en œuvre de la politique sociale à l'échelle européenne.

Grâce à cette politique sociale européenne s'affirmera la finalité d'une véritable politique de progrès économique dans la Communauté, et celle-ci deviendra une réalité vivante pour le monde du travail.

M. le président. La parole est à M. Cousté.

M. Pierre-Bernard Cousté. Monsieur le ministre, votre réponse est particulièrement intéressante. Elle est marquée par un nouveau succès de la politique communautaire qui devrait faire de la politique sociale, et plus précisément de la politique de l'emploi, une véritable politique prévisionnelle et active.

Tel est l'esprit de la demande que le gouvernement français avait formulée et que vous avez fait triompher, ce dont il faut se féliciter et vous féliciter. Finalement, il ne s'agit pas de créer des institutions communautaires simplement pour régler des problèmes du passé. Il s'agit, comme vous l'avez très bien indiqué, monsieur le ministre, de donner une vision commune des Etats de la communauté en vue de préparer les mutations et de les rendre supportables pour les hommes.

C'est ainsi, me semble-t-il, que l'orientation que vous donnez, c'est-à-dire l'établissement à partir du 1^{er} janvier 1972 d'une véritable politique commune de l'emploi, doit être saluée avec l'importance que nous tous attribuons pour les hommes à une politique prévisionnelle et à une politique d'aides. Cela est d'autant plus important qu'en raison de son élargissement prévisible la Communauté devra accueillir des pays dont les structures industrielles sont en mutation et qui, de ce fait, connaissent un certain chômage. Il est clair que les 800.000 chômeurs anglais seraient heureux de bénéficier dès à présent de la prévision, de l'action et des aides de la politique communautaire.

La situation sociale a marqué un progrès grâce à votre action ; mais il convient également de trouver une solution à un autre problème, qui apparaît peut-être très mineur mais qui est important ; je veux parler de l'immigration, qui a été évoquée tout à l'heure.

A cet égard, ne se pose pas seulement le problème de la mobilité de cette main-d'œuvre à l'intérieur de la Communauté. En effet, très nombreux sont les travailleurs qui viennent de pays extérieurs à la Communauté — Grèce, Turquie, Portugal — et qui doivent aussi recevoir un « accueil communautaire », c'est-à-dire en quelque sorte, un statut.

Je suis sûr, monsieur le ministre, que dans vos prochaines tentatives au niveau européen, vous serez encore animé de ce souci de la prévision et du bien-être des hommes. D'avance, nous vous en remercions. (Applaudissements.)

REVENDEICATIONS DES COMMERÇANTS ET ARTISANS

M. le président. Nous en venons maintenant à quatre questions à M^e le ministre du développement industriel et scientifique.

La parole est à M. Lamps pour exposer sommairement sa question relative aux revendications des commerçants et artisans (1).

M. René Lamps. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, depuis le débat qui avait eu lieu l'an passé à la même époque, aucun des grands problèmes qui concernent les artisans et les commerçants n'a reçu une solution satisfaisante.

Cependant, au terme du V^e Plan, le programme que le pouvoir s'était fixé a été réalisé, en ce qui concerne tant l'élimination d'un grand nombre de commerçants et d'artisans que le développement accéléré des magasins à grande surface de vente.

De 1965 à 1971, le nombre des supermarchés est passé de 481 à 1833 ; au cours des deux dernières années, c'est au rythme de un par jour qu'ils ont été créés. Quant aux hypermarchés, ils sont au nombre de 115 aujourd'hui, la part de ce commerce est passée de 3,7 p. 100 à 17 p. 100, pour les seules ventes au détail de produits alimentaires.

La suppression de la double patente, la généralisation de la T. V. A. au stade du commerce de détail et de l'artisanat, avec son système de déduction physique et financière, les difficultés de comptabilité qu'elle a entraînées pour les petits commerçants tout en les contraignant à restreindre leurs marges bénéficiaires, ont constitué de véritables machines infernales pour accélérer l'élimination de ces entreprises.

Les artisans eux-mêmes ne sont pas épargnés, contrairement à l'opinion souvent répandue qu'ils ne seraient pas, au même titre que les commerçants indépendants, victimes de la concentration monopoliste.

En quinze ans, dans des branches économiques comme le textile et le cuir, le nombre des artisans a diminué de plus de 50 p. 100. Au cours des années de réalisation du VI^e Plan, le pouvoir se propose de renforcer sa politique d'élimination de nombreuses entreprises artisanales employant moins de cinq salariés et sa politique de concentration commerciale.

Un profond mécontentement existe donc chez les commerçants et les artisans, mécontentement qui trouve sa source dans une fiscalité injuste, dans le développement des grandes surfaces et dans l'insuffisance du régime de protection sociale.

C'est pourquoi je demande au Gouvernement « quelles mesures précises et positives il entend prendre pour donner satisfaction aux revendications essentielles des petits commerçants et artisans ». (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie et à l'artisanat.

M. Gabriel Kaspereit, secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie et à l'artisanat. Monsieur le président, mesdames, messieurs, M. Lamps a posé une question orale qui est d'un intérêt très large puisqu'elle concerne 800.000 artisans de ce pays, leurs collaborateurs et leurs familles.

L'interrogation portait également sur les commerçants, mais il est évident que le ministre du développement industriel et scientifique et, *a fortiori*, le secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie et à l'artisanat ne peuvent que rester dans le domaine de leurs attributions. Or, le commerce entre dans celles de M. Bailly, secrétaire d'Etat au commerce. Aussi bien les réponses que je vous donnerai, précises et positives, ainsi que vous le demandez, concerneront principalement les artisans bien que certaines d'entre elles, notamment dans les domaines de la fiscalité et de la protection sociale, intéressent également les commerçants.

Mais avant de vous donner les indications pratiques que vous avez souhaité obtenir, vous comprendrez que je les éclaire d'une rapide présentation de la situation et que je définisse les tendances de la politique gouvernementale en la matière.

Une constatation initiale est que l'artisanat qui relève d'une tradition très ancienne, s'est trouvé vieilli au cours des ans, faute que l'on ait compris, en temps utile, les adaptations nécessaires en fonction de l'avènement de l'ère industrielle, et, d'une façon plus générale, de l'évolution de l'économie contemporaine.

La seconde constatation à laquelle aboutissent tous les pays développés est qu'il y a une place constante pour l'artisanat, qu'il s'agisse de la fabrication, de la transformation, des réparations ou des services et que peut-être, à certains égards, il n'y a pas assez d'artisans, contrairement à ce que tout le monde croit.

Il convenait donc que l'artisanat reprenne une place plus conforme à ses possibilités aux yeux du public, mais aussi vis-à-vis des autres responsables de l'économie et de tous ceux qui travaillent collectivement au développement de la nation. Il y a donc là tout un problème d'adaptation dont je vais résumer succinctement les principaux points forts.

Les entreprises du secteur des métiers, qui sont petites, assumaient des charges sociales et fiscales souvent insupportables. Les hommes qui les conduisaient, bien que nourris des traditions professionnelles et morales les plus respectables, souffraient souvent d'une préparation professionnelle insuffisante tant au stade de l'adolescence qu'à celui des adultes avec tout ce que l'on sait maintenant sur l'impérieuse nécessité de la formation permanente. Mais, à côté de cette aptitude professionnelle, on sait également que l'artisan doit acquérir des connaissances complexes et complètes dans le domaine de la gestion, car il est vrai que 50 p. 100 des artisans qui s'installent renoncent à leur entreprise au cours des deux premières années et que la raison en réside généralement dans l'insuffisance de leurs connaissances de gestion.

D'autres problèmes se posent encore qui dépendent de l'évolution générale : je fais allusion aux graves problèmes des artisans en secteur rural, au nombre de 400.000, victimes des mutations agricoles et des transferts de population. Je fais également allusion au remodelage des villes et à la création des quartiers ou des cités nouvelles. Je veux citer encore — car le problème est tout de même lié — le phénomène irréversible des nouveaux circuits de distribution commerciale. Enfin pour être complet, je noterai l'obligation de moderniser les entreprises et les équipements. Tel est le contexte dans lequel s'inscrivent les décisions à prendre.

Vous me demandez, monsieur le député, de vous les faire connaître. Vous comprendrez que je cite d'abord celles qui ont été prises récemment car une mesure — et je précise qu'il ne s'est jamais agi de mesures de protectionnisme, mais de mesures d'incitation — une mesure, dis-je, c'est comme un enfant : lorsqu'il vient au monde, tout reste à faire.

Je vais maintenant, si vous le voulez bien, employer un langage presque télégraphique pour énumérer dans un temps raisonnable l'essentiel de ce que les pouvoirs publics ont décidé de faire depuis deux ans en faveur du secteur des métiers.

Dans le domaine des décisions politiques, une direction de l'artisanat a été créée en juin 1969. Le même mois, un secrétaire d'Etat, ici présent, a été spécialement chargé de l'artisanat.

En 1970, deux élèves sortant de l'école nationale d'administration ont été affectés à cette direction de l'artisanat, ce qui représente la novation que vous supposez dans les esprits.

A l'occasion du renouvellement des Coder, la représentation des chambres de métiers a été systématiquement assurée ou élargie.

Au mois de mai 1970, un conseil interministériel se réunissant sous la présidence du Président de la République et, pour la première fois dans ce pays, traitait à ce niveau des problèmes de l'artisanat à partir d'un plan d'action que j'avais mis sur pied et qui comportait huit cadres de mesures, toutes acceptées et actuellement en vigueur.

Par circulaire du 23 juillet 1970, M. le Premier ministre demandait à chaque préfet de désigner un de ses hauts fonctionnaires pour être responsable des problèmes locaux de l'artisanat.

(1) Cette question est ainsi rédigée :

« M. Lamps demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique quelles mesures précises et positives il entend prendre pour donner satisfaction aux revendications essentielles des petits commerçants et artisans. »

Dans le domaine de la protection sociale, je ne rappellerai pas les conditions dans lesquelles vous et moi d'ailleurs avons voté la loi de 1966, ni les modifications apportées par le Parlement sur la proposition du Gouvernement en 1970.

Vous connaissez en outre l'existence du groupe de travail, appelé « commission Barjot », qui a porté sa réflexion sur les problèmes de l'assurance vieillesse.

Vous savez que mon collègue M. Boulin réfléchit aux problèmes de la protection sociale des non-salariés dans les perspectives d'ailleurs tracées tout récemment par le VI^e Plan et qui tendent à une réflexion générale sur les régimes sociaux, de façon que les travailleurs non salariés obtiennent des avantages identiques à ceux qui sont inscrits dans d'autres régimes et une solidarité nationale pour tous. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'est prononcé notamment de façon claire sur les problèmes de calendrier.

Dans le domaine de la fiscalité, tout le monde connaît maintenant les décisions prises dans le cadre de la loi de finances pour 1971, en ce qui concerne le rapprochement de la fiscalité des non-salariés de celle des salariés. On connaît aussi les abattements intervenus sur la patente en faveur des entreprises employant moins de trois salariés.

Je précise, en outre, que les problèmes du forfait sont désormais traités, sur instruction du ministre de l'économie et des finances, dans un esprit entièrement nouveau : depuis cette année en effet, et suivant ma suggestion, les directeurs départementaux consultent systématiquement les organisations professionnelles et institutionnelles sur le mode de calcul des forfaits par branches professionnelles.

Des instructions ont, en outre, été données dans le sens d'un forfait adapté au cas des artisans récemment installés, et je ne rappelle que pour mémoire l'instauration du « réel simplifié » comme on l'appelle. Enfin, il ne faut pas oublier la suppression de la taxe complémentaire.

Mais au-delà de ces problèmes intéressant la fiscalité et la protection sociale, d'autres que j'évoquais tout à l'heure se posaient. Je dirai un mot de la connaissance du secteur des métiers.

Mon budget pour 1971 prévoit la reconduction de la vaste enquête entreprise en 1968 pour la connaissance du secteur des métiers, ce qui était indispensable en raison de son évolution actuelle.

J'ai pu financer cette année l'implantation de plusieurs services économiques régionaux auprès des conférences régionales de métiers. J'ai dégagé des crédits pour un certain nombre d'enquêtes par branches professionnelles et je viens de décider la création d'un groupe de travail concernant les métiers d'art qui sont appelés à un développement économique que peu de gens supposent.

Mais j'ai également pris, en 1970, une série de décisions tendant à la connaissance des artisans eux-mêmes et de leur qualification. L'idée était contenue — vous le savez — dans le décret de base de l'artisanat, qui est du 1^{er} mars 1962, mais tout restait à faire en ce qui concerne la qualification des artisans.

J'ai donc pris les dispositions réglementaires pour que les titres d'« artisan » et de « maître-artisan en son métier » fussent délivrés. Cela a impliqué la mise en place de commissions départementales de qualification auprès des chambres de métiers, une modification générale des tarifs du répertoire des métiers, la création d'une marque distinctive.

Je rappelle qu'un certain nombre d'avantages sont liés aux titres de qualification : outre qu'ils sont une publicité permanente pour ceux qui les possèdent, ils donnent des facilités dans le domaine du crédit, ils supposent une aptitude particulière à devenir maître d'apprentissage, ils permettent, tout en restant dans le secteur des métiers, d'employer jusqu'à dix salariés.

Je serai très bref en ce qui concerne l'enseignement technique, l'apprentissage, la formation professionnelle, la formation permanente et tous les problèmes qui leurs sont liés.

Hier encore, votre Assemblée discutait en seconde lecture les projets du Gouvernement ; vous en connaissez donc pleinement la portée.

Je me contenterai d'indiquer, pour éclairer l'Assemblée, que les crédits affectés par l'Etat à ce domaine, qu'il s'agisse de ceux de mon département ministériel, de ceux de l'éducation nationale, de ceux du fonds de formation professionnelle et de promotion sociale, ont subi, en 1971, une hausse considérable et que dans le même temps j'ai eu la possibilité de diversifier les actions de façon que les crédits ne soient pas uniquement affectés à des centres importants, très nécessaires, certes, mais onéreux. Les moyens de formation sont désormais très différenciés et je fais un effort très particulier pour systématiser l'enseignement audio-visuel.

Dans le domaine de la gestion, le plan d'action a prévu la mise en activité, d'ici à 1976, de 1.000 assistants techniques des métiers, moniteurs de gestion et animateurs économiques. Ce plan est financé et sera réalisé selon le rythme voulu. Dans les zones de rénovation rurale qui couvrent, vous le savez, un grand nombre de départements français, des adjoints au commissaire, spécialisés dans l'artisanat, ont été nommés et resteront en fonction jusqu'en 1975. Je ne puis développer ici le bilan de leurs actions dans le domaine de la gestion mais je témoigne qu'il est considérable.

Je viens également de désigner un adjoint au commissaire à l'industrialisation de la Lorraine.

J'indiquerai en outre, que, sur mon budget de 1971, mais plus encore je l'espère en 1972, je favoriserai la création de centres de gestion, de préférence au niveau régional. Il s'agit là, en effet, d'un instrument extrêmement efficace de formation économique.

Enfin, dans un domaine qui touche aussi à la gestion, je dois rappeler à l'Assemblée que, par décret du 4 août 1970, douze branches professionnelles ont la possibilité d'augmenter de cinq salariés la taille de leurs entreprises, sans quitter le secteur des métiers.

Je passe sur la campagne systématique que je mène en faveur de tout ce qui est initiative groupée, qu'il s'agisse de coopératives d'achats, de groupements d'intérêt économique, de commercialisation, et je précise que, pour la première fois cette année, j'ai pu subventionner systématiquement les expositions artisanales.

Je voudrais dire un mot des problèmes de mobilité géographique : 50 p. 100 des artisans de ce pays exercent leur profession en secteur rural, ce qui représente 400.000 chefs d'entreprise.

J'ai dit les difficultés qu'ils rencontrent, la nécessité de leur recyclage, de leur déplacement éventuel, des investissements nécessaires. J'ai rappelé également la nécessité de réinsérer l'artisanat de façon rationnelle dans le secteur urbain en liaison avec les chambres de métiers.

J'ai fait l'impossible pour que des groupes d'artisans ou des zones artisanales soient implantés systématiquement dans les quartiers rénovés ou dans les villes nouvelles. Je l'ai fait en pensant aux nécessités de la clientèle privée, mais aussi en fonction des besoins de l'industrie dont l'artisanat est complémentaire lorsqu'il n'est pas concurrentiel.

J'ai entrepris la réalisation, avec l'appui technique de l'assemblée permanente des chambres de métiers, d'un guide des zones artisanales qui sera terminé en 1972 et dont la publication rendra les plus grands services à tous ceux qui ont des responsabilités dans l'économie française.

Je voudrais dire également un mot du crédit puisqu'il est nécessaire de favoriser la modernisation des locaux et des équipements. Le crédit artisanal est normalement assuré de deux façons : le crédit populaire pour lequel j'ai pu faire augmenter de 15 p. 100, en 1971, les avances du F. D. E. S. Je sais que c'est insuffisant mais j'espère qu'en 1972 un effort supplémentaire pourra être consenti.

Il est important de savoir également que les conditions d'attribution ont été modifiées de façon que certains prêts soient déplaçonnés, de façon aussi que soient favorisés les jeunes artisans, les artisans possédant un titre de qualification et ceux qui participent à des opérations groupées.

Dans le domaine du crédit agricole, vous savez que les artisans ne pouvaient bénéficier de cette source de fonds que dans des conditions restrictives liées à la définition de l'artisan rural. Désormais tous les artisans installés dans les communes de moins de 5.000 habitants ou travaillant en liaison avec l'agriculture, pourront bénéficier de prêts du Crédit agricole. La décision officielle sera incessamment notifiée aux établissements qui fonctionnent déjà dans certains départements selon les nouvelles normes d'attribution.

J'aurais pu, si le temps m'en avait été donné, fournir des indications sur les sociétés de caution mutuelle ou sur diverses autres formes de crédit que nous cherchons à favoriser. Je rappellerai seulement, avant de conclure, que, pour faire droit à la très légitime revendication des artisans, le plan d'action de 1970 prévoyait la présentation au Parlement d'un projet de loi relatif au travail clandestin.

J'ai donc, avec le concours des différents départements ministériels intéressés, mis sur pied ce projet de loi qui a fait l'objet d'un examen sévère au Conseil économique et social. Le Gouvernement a voulu tenir compte des observations du Conseil, qu'il estimait justifiées, si bien que le texte a été modifié. Je voulais donner au Parlement l'assurance qu'il n'est pas oublié.

J'en ai terminé, mesdames, messieurs. J'aurais pu évidemment parler de nombreuses autres mesures qui intéressent l'artisanat, de la déspecialisation des baux commerciaux, des travaux des commissions départementales d'urbanisme commercial et de tant d'autres sujets.

Mais je crois avoir bien répondu à M. Lamps, en indiquant des mesures « précises et positives » selon ses propres termes — j'en ai compté près de quarante, pour deux ans d'action.

Il y a là un bilan dont le Gouvernement n'a pas à rougir et je suis certain que M. Lamps en conviendra. Au demeurant, la politique de l'artisanat se fait tous les jours et, à l'occasion de la présentation devant vous de mon budget pour 1972, je vous en donnerai de nouveaux témoignages.

M. le président. La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. Monsieur le secrétaire d'Etat, après vous avoir entendu, je ne puis que m'associer à ceux de mes collègues qui, au début de cette séance, regrettaient que le Gouvernement, en dépit de ses promesses, n'ait pas ouvert un grand débat sur l'ensemble des problèmes intéressant les commerçants et les artisans : nous aurions ainsi évité un dialogue partiel sur ces problèmes qui relèvent de trois départements ministériels au moins.

Etant vous-même intéressé, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez donc présenté, pour ce qui vous concerne, un ensemble de mesures relatives aux artisans. Je vous remercie du tableau que vous avez dressé, encore qu'on comprenne mal, après votre exposé, que le mécontentement soit actuellement le plus vif précisément chez les artisans.

Je reviens aux problèmes généraux, à savoir la fiscalité, les grandes surfaces et le régime de protection sociale.

Le Gouvernement se rend compte du mécontentement mais il se propose seulement de l'atténuer en cherchant à faire cautionner par les intéressés eux-mêmes le principe de leur disparition.

C'est particulièrement vrai pour la fiscalité, où le Gouvernement tend à pratiquer une politique de division entre les salariés, d'une part, les artisans et les commerçants, d'autre part, pour mieux aggraver la charge fiscale qui pèse sur les uns et les autres.

En réalité, l'application du principe « à salaire égal connu, impôt égal », n'est pas de nature à apporter une solution durable aux graves difficultés que le Gouvernement crée aux commerçants indépendants et aux artisans.

En fait, il s'agit, en conservant le barème de l'impôt sur le revenu tel qu'il existe actuellement, de maintenir et de renforcer la pression fiscale pesant sur les salariés et les travailleurs indépendants.

Nous estimons que, dans l'immédiat, il conviendrait de porter à 7.500 francs par part le plafond de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Il est bien connu que les bénéficiaires industriels et commerciaux sont inégalement imposés suivant les catégories d'entreprises. La tendance du Gouvernement à faire surimposer les entreprises soumises au régime du forfait s'est poursuivie au cours de l'année écoulée.

Nous souhaitons que les forfaits soient effectivement établis en tenant compte des réalités de l'entreprise, notamment de l'amenuisement des marges, dû à la concurrence, et de l'accroissement continu des charges.

Vous avez indiqué, monsieur le secrétaire d'Etat, que les catégories professionnelles seraient désormais consultées. Il serait, en outre, équitable de faire droit à la revendication des artisans et commerçants désireux d'être associés à l'établissement des monographies professionnelles dans des commissions paritaires « ministère de l'économie et des finances - organisations professionnelles ». Vous avez fait un pas dans cette voie mais il importe d'aller plus loin. Ces monographies feraient ensuite l'objet d'une publication officielle.

En ce qui concerne la T. V. A., l'instauration du taux réduit pour les produits alimentaires ne constituerait qu'une mesure partielle et insuffisante. Il faudrait aboutir rapidement à l'exonération totale pour les produits de première nécessité et à une réduction importante pour les produits de grande consommation.

Ces mesures fiscales favoriseraient à la fois un accroissement du revenu direct des artisans et des commerçants et une amélioration générale du pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités qui est une des conditions fondamentales d'un développement équilibré des activités commerciales et industrielles.

Or, c'est vers une politique totalement différente que s'oriente le VI^e Plan en laissant en place toutes les dispositions d'une fiscalité antidémocratique qui permet aux grandes sociétés disposant de quatre grandes surfaces de vente d'en ouvrir une cinquième gratuitement.

Les dispositions adoptées en décembre dernier concernant la patente n'ont pas réellement allégé le poids d'une fiscalité locale souvent intolérable pour nombre de petites entreprises. Les déductions adoptées par ailleurs, en l'absence de mesures allégeant les charges pesant sur les collectivités locales, ont conduit à réduire les charges des magasins à grande surface de vente et à accroître l'imposition des petites entreprises.

Telle qu'elle ressort du rapport sur le VI^e Plan, il ne semble pas que la réforme des finances locales, et particulièrement de

la patente, à laquelle le Gouvernement entend procéder, tende à mettre fin à la surimposition que subissent les artisans et les commerçants.

Il est donc clair que le pouvoir prévoit, au cours des prochaines années, la poursuite de l'implantation des grandes surfaces à un rythme soutenu. Sans doute les résultats de ces derniers mois n'ont-ils pas répondu tout à fait aux espérances des promoteurs eux-mêmes.

Il faut surtout chercher les raisons de ce ralentissement, d'ailleurs tout relatif, dans la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et dans la concurrence à laquelle se livrent les grandes surfaces entre elles.

Mais parler de la fin de la période d'expansion sauvage constitue avant tout un prétexte dilatoire pour apaiser les craintes des commerçants indépendants et leur faire accepter une libéralisation des règles d'ouverture des grandes surfaces, demandée d'ailleurs par la commission du VI^e Plan.

Le Gouvernement se propose de procéder à une refonte profonde de la législation sur les fonds de commerce, notamment par la création des concessions immobilières, pour accélérer le départ des commerçants. De même, l'orientation choisie pour l'urbanisme commercial tend avant tout à permettre l'implantation des grandes surfaces dans de meilleures conditions que précédemment.

Le groupe communiste, pour sa part, a déposé une proposition de loi n° 1295 dont nous attendons depuis près d'un an que le rapporteur — membre de la majorité — veuille bien déposer son rapport. Cette proposition contient les principales mesures qui permettraient d'assurer le développement du commerce indépendant et de l'artisanat, tout en réglementant les magasins à grande surface de vente.

La commission départementale d'urbanisme commercial devrait être composée de représentants de tous les syndicats de commerçants indépendants et d'artisans sédentaires et non sédentaires, de représentants des conseils municipaux des communes intéressées et de représentants du conseil général.

La commission étudierait chaque dossier et donnerait son avis au conseil général qui déciderait d'octroyer ou de refuser l'autorisation d'implanter des magasins d'une surface de vente supérieure à 400 mètres carrés.

Le commerce indépendant et l'artisanat ne peuvent trouver auprès des banques les moyens de s'adapter aux mutations économiques en cours.

Pendant le VI^e Plan, le Gouvernement, à l'aide de mesures concernant le crédit, veut poursuivre sa double politique d'élimination et d'intégration du commerce indépendant et de l'artisanat. Il est indiqué que les crédits seront distribués sur une base étroitement sélective.

C'est assez dire, compte tenu des choix plus généraux tenant au développement prioritaire de quelques entreprises de dimension internationale, que les crédits seront refusés à de nombreuses petites entreprises commerciales et artisanales désireuses de se moderniser.

Le pouvoir voudrait faire admettre aux intéressés que la responsabilité de leurs difficultés incombe à la loi du marché et à la concurrence authentique et loyale qui y régnerait.

Nous demandons que les artisans et les petits commerçants qui veulent moderniser leurs ateliers et leurs magasins bénéficient de prêts à long terme de quinze à vingt ans et à taux d'intérêt de 3 p. 100. Les recettes dégagées par la suppression des avantages fiscaux consentis aux magasins à grande surface de vente permettraient de procéder à cette modernisation.

En dépit des déclarations du Gouvernement pour tenter de limiter les effets du mécontentement, la retraite vieillesse et l'assurance maladie continuent de poser des problèmes particulièrement préoccupants aux artisans et aux commerçants.

Pour d'autres, ces questions peuvent constituer un moyen de dévoyer le mécontentement des intéressés vers des actions aventuristes, en se gardant bien de dénoncer les véritables responsabilités qui se situent, non au niveau des caisses mais à l'échelle des monopoles et du Gouvernement qui les sert.

Nous ne croyons pas que le projet du Gouvernement concernant l'aide temporaire au profit de certains commerçants âgés soit de nature à apporter une véritable solution à leurs problèmes.

Le financement d'une telle aide frapperait uniformément tous les membres de la profession commerciale au nom de la solidarité professionnelle. Ainsi les petits commerçants se verraient appelés à financer le départ des commerçants âgés au même titre que les grandes surfaces. Comme ils sont pénalisés par ailleurs, ils seront, en fait, les premières victimes d'un tel système.

Il n'y a donc pas là de quoi apaiser le légitime mécontentement des commerçants.

Lorsqu'on parle de réformer l'assurance maladie et la retraite vieillesse en faisant appel à la solidarité nationale, nous avons de légitimes raisons de craindre que les salariés ne doivent en supporter les conséquences.

Le groupe communiste a énoncé depuis longtemps les principes d'une véritable solidarité. Le financement de l'assurance maladie devrait être réalisé de manière tripartite par les intéressés eux-mêmes, l'Etat et les grandes sociétés.

Nous demandons que les prestations servies aux assurés bénéficiaires de l'allocation supplémentaire de solidarité soient prises en charge par le budget du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale.

Quant à la contribution sociale de solidarité mise à la charge des sociétés, visée dans la loi du 3 janvier 1970, elle devrait être établie, selon un taux progressif, sur le montant sans plafonnement du chiffre d'affaires.

L'adoption de ces mesures permettrait, dans l'immédiat, d'assurer le remboursement à 60 p. 100 des dépenses usuelles pour les enfants et les personnes âgées et, progressivement, de faire bénéficier les commerçants d'avantages analogues à ceux des salariés.

Nous considérons que la contribution des commerçants et artisans est indispensable au développement de l'économie nationale et qu'elle doit être encouragée. Leur avenir doit être garanti.

Ce n'est qu'en réalisant leur union autour de la classe ouvrière que les travailleurs indépendants pourront obtenir la satisfaction de leurs justes revendications. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

RETRAIT DE LA QUESTION DE M. BOULLOCHE

M. le président. L'ordre du jour appellerait la question n° 18415 de M. Boullouche à M. le ministre du développement industriel et scientifique, mais l'auteur de la question m'a fait connaître qu'il la retirait.

Acte est donné de ce retrait.

APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER

M. le président. La parole est à M. Rolland pour exposer sommairement à M. le ministre du développement industriel et scientifique sa question relative à l'approvisionnement pétrolier (1).

M. Hector Rolland. Monsieur le secrétaire d'Etat, j'interviens pour vous faire part des inquiétudes des consommateurs devant la crise pétrolière franco-algérienne dont le dénouement n'apparaît pas encore proche.

En raison des liens qui ont existé entre l'Algérie et la France, une part notable de notre approvisionnement pétrolier, de l'ordre de 30 p. 100, était originaire d'Algérie.

La perte de ces ressources ne risque-t-elle pas de compromettre nos approvisionnements ? On peut craindre des difficultés sérieuses de ravitaillement pendant l'hiver 1971-1972.

J'aimerais, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous nous apportiez toutes les précisions souhaitables sur les dispositions envisagées pour garantir ces approvisionnements au cas où la crise pétrolière entre la France et l'Algérie ne recevrait pas de solution rapide. Je serais également rassuré si vous pouviez me préciser quelles ripostes peuvent être envisagées au cas où un autre important fournisseur de la France déciderait, par solidarité avec l'Algérie, de ne plus vendre de pétrole à notre pays.

Croyez bien, monsieur le ministre, que les Français, sont soucieux de voir assuré dans les meilleures conditions l'approvisionnement de leur pays en pétrole et qu'ils seront reconnaissants au Gouvernement de mettre tout en œuvre pour éviter que les conséquences de la situation pétrolière et la regrettable détérioration des rapports franco-algériens ne viennent troubler leurs conditions quotidiennes de vie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique.

M. Bernard Lafay, secrétaire d'Etat auprès du développement industriel et scientifique. Pour répondre aussi complètement que possible à la question posée par M. Rolland en ce qui concerne l'approvisionnement pétrolier de la France, je crois préférable de prendre pour base de comparaison la moyenne annuelle en 1970 des livraisons des principaux pays fournisseurs. En pourcentage des besoins français, les chiffres constatés

(1) Cette question est ainsi rédigée :

« M. Rolland expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que, d'après certaines informations parues dans la presse, la part du pétrole algérien dans l'approvisionnement de la France a beaucoup diminué depuis l'évolution récente des rapports franco-algériens. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelle a été l'origine géographique, pour les mois d'avril 1970 et 1971, du brut livré aux raffineries françaises et si on peut d'ores et déjà envisager l'approvisionnement de ces raffineries durant les mois à venir. »

ont été les suivants : Golfe persique, 32,30 p. 100 ; Algérie, 26,40 p. 100 ; Libye, 16,50 p. 100 ; Méditerranée orientale, 11,16 p. 100 ; Nigéria, 5,26 p. 100.

Le reste, soit moins de 9 p. 100, se répartit entre : le Gabon, le Congo, l'U. R. S. S., la métropole et divers autres pays.

Par rapport à cette base, il est indiscutable que les importations, en provenance d'Algérie, marquent, pour 1971, une baisse très nette. En mars, la part de l'Algérie a été seulement de 11,88 p. 100. Ce déclin a été encore plus sensible pour le mois d'avril, puisque le pourcentage a été de 7 p. 100, et pour le mois de mai où les importations en provenance d'Algérie ont été à peu près nulles.

Naturellement, cette diminution rapide a été compensée par des importations plus importantes en provenance du Golfe persique, de la Méditerranée orientale, de Libye, du Gabon, du Congo et du Nigeria.

Il faut noter que cette modification importante et rapide des sources de notre approvisionnement pétrolier s'est effectuée sans la moindre rupture pour les utilisateurs. Ce fait démontre que les mesures prises de longue date par le Gouvernement en ce qui concerne la diversification des importations, le niveau et la surveillance permanente des stocks qu'il n'ont pas, en la circonstance, été entamés, sont toujours parfaitement adaptées. L'approvisionnement de nos raffineries ne pose donc aucun problème.

M. le président. La parole est à M. Rolland.

M. Hector Rolland. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie de la réponse que vous avez bien voulu me donner.

Les indications qui viennent d'être fournies montrent bien que la France a été en mesure de faire face à une interruption imprévue de son approvisionnement en provenance de l'Algérie.

Les négociations actuellement en cours, et qui semblent avoir trouvé un aboutissement satisfaisant, entre la société algérienne et la Compagnie française des pétroles contribuent encore, monsieur le secrétaire d'Etat, à rendre plus intéressantes les explications que vous m'avez données.

Mais je voudrais, par-delà le problème précis de la sécurité de notre approvisionnement pour les mois qui viennent, attirer l'attention du Gouvernement sur un problème plus général. En effet, la question de l'approvisionnement de la France en pétrole comporte deux aspects.

Le premier est d'ordre quantitatif. Il est évident que la sécurité de notre approvisionnement impose de diversifier au maximum l'origine géographique des bruts consommés en France. A cet égard, l'action menée par la société nationale E. R. A. P. doit être poursuivie et encouragée, ce qui suppose qu'on lui en donne les moyens financiers, notamment grâce au fonds de soutien aux hydrocarbures.

Il faut poser comme donnée absolument contraignante le fait que nous serons obligés de couvrir par des importations toujours croissantes nos besoins en pétrole.

Le second aspect est d'ordre qualitatif. En effet, afin d'assurer l'équilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements, il est du plus haut intérêt, pour la France, d'importer des bruts en provenance des pays auxquels, par un courant inverse, la France livre des marchandises et des produits industriels.

A cet égard, la politique qui consiste à favoriser les accords de coopération entre la société nationale E. R. A. P. et les sociétés nationales des pays producteurs, doit retenir l'intérêt des pouvoirs publics puisque peuvent être ainsi amorcés ou développés des courants d'échanges qui ne sont pas à sens unique.

Sur un autre plan, on peut se demander si la politique énergétique poursuivie au cours des années passées n'a pas été construite sur des bases fausses. L'utilisation du pétrole, en particulier, pour alimenter les centrales électriques, se justifiait en raison du bas prix de celui-ci. Mais a-t-on tenu compte du risque politique que constitue le fait de dépendre aussi totalement de l'extérieur pour toutes les activités du pays ?

Des ressources nationale comme le charbon, l'énergie hydraulique, l'atome, ont été supplantées provisoirement par le pétrole lorsque celui-ci paraissait meilleur marché. Il faut maintenant les exploiter activement afin de donner à notre pays une véritable indépendance pour ses approvisionnements en énergie.

C'est ce que je me permets de vous demander, monsieur le secrétaire d'Etat.

CENTRE RÉGIONAL E. D. F. DU MASSIF CENTRAL

M. le président. La parole est à M. Stehlin pour exposer sommairement à M. le ministre du développement industriel et

scientifique la question de M. Michel Durafour, relative au centre régional du Massif Central d'Electricité de France (1).

M. Paul Stehlin. Monsieur le secrétaire d'Etat, M. Michel Durafour, empêché, m'a prié de développer devant vous quelques considérations sur la question orale qu'il a posée.

J'observe d'abord que s'il m'était possible de demander un scrutin, mais telle n'est pas mon intention et, d'ailleurs aucun vote, en l'occurrence, ne peut intervenir, je tiendrais le sort du Gouvernement entre mes mains. (*Sourires.*)

La question de mon collègue concerne la décision prise par la direction de la production et du transport d'Electricité de France de supprimer purement et simplement, à compter du 31 décembre 1971, le centre régional de transport et de télécommunications du Massif Central.

Lors d'une réunion de travail, à Saint-Etienne, au mois de décembre 1966, M. Georges Pompidou, alors Premier ministre, s'était efforcé de définir la vocation spécifique de Saint-Etienne dans ce qui était alors la métropole Lyon - Saint-Etienne, devenue la métropole Lyon - Saint-Etienne - Grenoble.

Après avoir souligné, comme c'était naturel, les fonctions industrielles de Saint-Etienne, M. le Premier ministre avait jugé utile d'insister sur quelques aspects du développement de Saint-Etienne : l'implantation de l'université, le désenclavement, l'accroissement du secteur tertiaire, jugé insuffisant.

Il est donc étonnant qu'Electricité de France ait supprimé purement et simplement le centre régional de transport et de télécommunications du Massif Central. Cette décision a eu pour conséquence de faire disparaître 130 emplois de qualité. On est en droit de se demander si cette mesure respecte bien les engagements pris par le Gouvernement.

D'autre part, cette suppression paraît d'autant plus regrettable qu'elle fait suite à de nombreuses autres dont les conséquences ont été la disparition de plus de 500 emplois, qui se répartissent ainsi :

La fusion des deux centres de Saint-Etienne et de Roanne avec restructuration interne des subdivisions ou districts s'est traduite par une perte de 250 emplois ; la disparition de l'atelier mécanographique régional a entraîné celle de 33 emplois ; 30 emplois ont été supprimés au service « encaisseurs » ; l'usine de production de gaz d'Etivallière est en cours d'extinction, ce qui entraînera la suppression de 40 emplois.

Je l'ai déjà dit, la suppression du centre régional de transports et télécommunications du Massif Central donnera lieu, à la fin de cette année, à la disparition de 130 à 140 emplois.

La mise en place, à court terme, d'un service inter-centres de comptabilité en liaison avec l'ordinateur régional qui sera installé à Lyon entraînera la disparition de 40 emplois au centre de distribution de Saint-Etienne.

Nous arrivons ainsi à une suppression totale de 533 emplois, ce qui représente une diminution de 25 p. 100 du nombre des emplois d'E. D. F. dans le département de la Loire, dont 280 pour la seule ville de Saint-Etienne.

Voilà pourquoi, si les décisions prises sont maintenues, il est souhaitable de prévoir l'implantation d'une activité E. D. F. spécifique à Saint-Etienne, comme cela avait été prévu en 1966. Ainsi seraient mis en place des emplois du secteur tertiaire et affirmée la vocation de Saint-Etienne au niveau de la recherche scientifique.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique.

M. Bernard Lafay, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique. Cette question se réfère à un problème que le ministre du développement industriel et scientifique a déjà évoqué avec M. Durafour, notamment dans la lettre qu'il lui a écrite le 5 avril 1971 sur le même sujet.

Dans un souci de rationalisation technique, Electricité de France a constitué des centres interrégionaux de mouvements d'énergie. L'entreprise nationale s'est attachée à réduire, dans

(1) Cette question est ainsi rédigée :

« M. Michel Durafour demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique dans quelles conditions est intervenue la décision prise par la direction de la production et du transport d'Electricité de France de supprimer purement et simplement, à compter du 31 décembre 1971, le C. R. T. - Massif central. Cette décision entraîne la suppression de cent trente emplois à Saint-Etienne qui connaît déjà, à l'heure actuelle, des déficiences très graves dues, pour une très large part, à l'infériorité du secteur tertiaire. Il estime pour le moins surprenant qu'une entreprise nationale prenne, de son propre chef, des décisions allant à l'encontre des directives gouvernementales tendant au développement du secteur tertiaire dans la région stéphanoise. Il est vain de classer Saint-Etienne en métropole régionale en association étroite avec Lyon et Grenoble si les entreprises publiques prennent des décisions tendant à une hémorragie du secteur tertiaire en faveur de Lyon déjà bien mieux équipé. »

toute la mesure du possible, les conséquences pouvant en résulter pour les services actuellement implantés dans la région stéphanoise. Seuls les services de direction de l'actuel centre régional de transport et de télécommunications « Massif Central » seront, à partir du 1^{er} janvier 1972, transférés à Lyon.

Au demeurant, les 110 emplois concernés, ne seront pas supprimés. Dès à présent, les mutations des agents de ces services ont déjà été entreprises, elles se poursuivront très progressivement au cours des deux années 1971 et 1972. Nous sommes assurés que, si besoin est, Electricité de France organisera un transport quotidien vers leur lieu de travail à Lyon des agents qui continueraient à résider à Saint-Etienne.

Je crois utile de rappeler que les autres services ne sont pas concernés. Il s'agit du centre de distribution de Saint-Etienne, avec 1.000 emplois, et du groupe de production hydraulique de Loire, avec 53 emplois.

Enfin, un sous-groupe du service de mouvements d'énergie reste à Saint-Etienne. Cette unité compte actuellement 61 agents et son effectif doit s'accroître d'une vingtaine d'emplois au cours des prochaines années.

Il apparaît ainsi que la mesure prise par Electricité de France en matière de réorganisation de ses services, en raison de son caractère limité, de l'étalement dans le temps de sa réalisation et des dispositions particulières prévues en faveur du personnel, ne doit pas provoquer un affaiblissement notable des activités du secteur tertiaire dans l'agglomération stéphanoise.

Je voudrais dire enfin à M. Michel Durafour et à M. Stehlin combien le Gouvernement est conscient des difficultés que connaît actuellement Saint-Etienne. Il sait combien la ville a été touchée par la régression de la production charbonnière.

Mais je crois qu'il faut rendre témoignage des efforts que le Gouvernement a déployés pour développer dans la ville et dans ses environs immédiats l'implantation d'industries nouvelles et pour créer, par là même, des emplois en nombre supérieur à ceux que la conjoncture économique a contraint de supprimer.

Je peux assurer M. Michel Durafour et M. Stehlin que le Gouvernement poursuivra ses efforts en intensifiant la concertation avec les représentants des collectivités locales, avec les entreprises touchées par la récession et avec le personnel de celles-ci pour rechercher d'un commun accord les moyens d'une politique de conversion industrielle et d'apport du tertiaire encore plus efficace.

M. le président. La parole est à M. Stehlin.

M. Paul Stehlin. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie de la réponse que vous venez de me faire. J'en prends acte et, bien entendu, je la communiquerai à mon collègue M. Michel Durafour.

Ne vous serait-il pas possible, cependant, de donner certaines autres indications, en réponse aux préoccupations qui ont été exprimées par M. Michel Durafour ?

Vous avez déclaré qu'il y avait une compensation, et même au-delà, puisque de nouveaux emplois étaient créés. Mais je vous l'ai dit, il s'agit de suppressions d'emplois d'une certaine qualité. et cela doit être également pris en considération.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions orales sans débat.

— 5 —

DEMANDE DE VOTE SANS DEBAT DE DEUX PROJETS DE LOI

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des affaires étrangères demande le vote sans débat de deux projets de loi :

— autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki le 11 septembre 1970 ;

— autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970.

En application de l'article 104 du règlement, ces demandes ont été affichées et notifiées. Elles seront communiquées à la conférence des présidents au cours de sa première réunion suivant la distribution des rapports de la commission.

— 6 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR PRIORITAIRE

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, la lettre suivante :

« Paris, le 25 juin 1971.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement a décidé d'apporter à l'ordre du jour du lundi 28 juin les modifications suivantes :

« — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement ;

« — Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prescription en matière salariale ;

« — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au territoire des Terres australes et antarctiques françaises ;

« — Discussion, en troisième lecture, de la proposition de loi relative aux causes d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament ;

« — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au délai de conservation des archives des juges, des personnes ayant représenté ou assisté les parties, des huissiers de justice ainsi que des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens ;

« — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne ;

« — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs ;

« — Discussion, soit sur son rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième lecture, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction.

« Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

« Signé : JACQUES CHIRAC. »

L'ordre du jour prioritaire est ainsi modifié.

— 7 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Tisserand un rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction. (N° 1882.)

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1916 et distribué.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Lundi 28 juin 1971, à quinze heures, première séance publique :

Discussion des conclusions du rapport n° 1881 de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi n° 1841 relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement (M. Gissinger, rapporteur.)

Discussion du projet de loi n° 1727, adopté par le Sénat relatif à la prescription en matière salariale. (Rapport n° 1878 de M. Ducray, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi n° 1869 relatif au territoire des terres australes et antarctiques françaises. (Rapport n° 1880 de M. Fontaine, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion, en troisième lecture, de la proposition de loi n° 1724, relative aux clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament. (Rapport n° 1861 de M. Delachenal, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi n° 1725, relative au délai de conservation des archives des juges, des personnes ayant représenté ou assisté les parties,

des huissiers de justice ainsi que des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens. (Rapport n° 1844 de M. Baudouin, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi n° 1825 tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne. (Rapport n° 1854 de M. Bousseau, au nom de la commission de la production et des échanges.)

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi n° 1824 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs. (Rapport n° 1853 de M. Dupont-Fauville, au nom de la commission de la production et des échanges.)

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième lecture, du projet de loi n° 1882 relatif à diverses opérations de construction.

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique : suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures vingt-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCHI.

Commission mixte paritaire.

Bureau de commission.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A DIVERSES OPERATIONS DE CONSTRUCTION

Dans sa séance du 25 juin 1971, la commission mixte paritaire a nommé :

Président M. Raymond Bonnefous.
Vice-président M. Foyer.

Rapporteurs :

A l'Assemblée nationale M. Tisserand.
Au Sénat M. Molle.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Prix agricoles.

19066. — 25 juin 1971. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'étendue des dégâts déjà causés aux récoltes par les intempéries du mois de juin. Il lui demande s'il entend en tenir compte dans la fixation des prix agricoles de 1971, notamment en ce qui concerne d'éventuelles reprises.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

Maladies de longue durée.

19047. — 25 juin 1971. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le problème des méthodes actuellement employées pour déterminer, dans le cadre des maladies longues et coûteuses, l'exonération totale

du ticket modérateur du régime général de la sécurité sociale. L'intervention du coût dans le calcul amène parfois les médecins et malades à augmenter les prescriptions pour obtenir l'exonération et va donc à l'encontre du but recherché. Il lui demande s'il ne serait pas préférable d'étudier une nouvelle méthode basée sur la constatation de l'affection et ensuite sur la détermination de la thérapeutique; l'emploi de cette thérapeutique déclenchant pour ces traitements le remboursement total de l'acte médical et des soins et prescriptions ordonnés. De cette façon, le remboursement serait limité à l'affection elle-même et le critère de coût n'amènerait plus aux abus actuellement constatés.

Fonctionnaires.

19048. — 25 juin 1971. — M. Fontaine demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui indiquer les différentes modifications apportées au régime des rémunérations des fonctionnaires de l'Etat, en service dans les départements d'outre-mer résultant des dispositions nouvelles du décret n° 71-485 du 22 juin 1971 complété par l'arrêté ministériel pris à la même date. A titre d'exemple et pour comparaison, il souhaiterait connaître dans les deux régimes, l'ancien et le nouveau, les éléments et le mode de calcul de la rémunération d'un fonctionnaire à l'indice 325 (brut) ayant à charge trois enfants, dont la femme ne travaille pas.

Mines et carrières.

19049. — 25 juin 1971. — M. Grussenmeyer rappelle à M. le ministre du développement industriel et scientifique que l'article 37 de la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 portant modification de diverses dispositions du code minier prévoit que des décrets en Conseil d'Etat détermineront les dates d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi et les modalités d'application de ses dispositions. Un an et demi s'étant écoulé depuis la promulgation de ce texte, il lui demande quand paraîtront les décrets en cause.

Obligation alimentaire.

19050. — 25 juin 1971. — Mme de Hautecloucq rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'article 156-II, 2°, sont déductibles du revenu global les pensions alimentaires répondant aux conditions fixées par les articles 205 à 211 du code civil, c'est-à-dire l'obligation alimentaire réciproque en cas de besoin entre ascendants et descendants. Un contribuable peut ainsi déduire l'aide alimentaire qu'il apporte à sa mère ne disposant que de faibles ressources. Cette déduction est fixée à 6,84 F par jour pour la nourriture et à 50 F par mois pour le logement, soit 3.100 F pour l'année entière. Il semble que ce montant n'ait pas été modifié depuis plusieurs années. Elle lui expose qu'un contribuable ayant demandé à cet égard un abattement de 400 F mensuel, cette somme représentant l'aide qu'il apporte à sa mère, cet abattement lui fut refusé. Un arrêté du Conseil d'Etat (29 mai 1970, REQ n° 78043) précise pourtant que la pension déduite à ce titre peut valablement excéder le chiffre de 3.100 F précité dès lors qu'elle est proportionnelle aux besoins de celui qui la réclame et à la fortune de celui qui la doit. Elle lui demande de quelle manière l'administration fiscale applique en pratique cette disposition. Elle souhaiterait savoir également s'il n'envisage pas de relever la somme fixée pour la déduction des pensions alimentaires afin que celles-ci correspondent mieux au coût de la vie.

Défense nationale (personnel).

19051. — 25 juin 1971. — M. de la Malène appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les demandes d'intégration dans le corps des secrétaires administratifs présentées par les vérificateurs de taxes de son département ministériel. Ces demandes résultent de l'impossibilité de revaloriser les indices des intéressés. Ces vérificateurs de taxes ont formulé en 1970 une demande de détachement dans le corps de secrétaires administratifs. Un projet de décret prévoyant l'intégration exceptionnelle de vérificateurs de taxes dans le corps des secrétaires administratifs a, semble-t-il été écarté par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat à la fonction publique, compte tenu des articles 19 et 20 du statut général des fonctionnaires. Par contre, ces deux administrations auraient donné leur accord pour le détachement global des vérificateurs de taxes dans le corps des secrétaires administratifs, puisqu'il s'agit de détachements internes avec procédure simplifiée. Il semble que ce détachement global serait refusé par les services du ministère d'Etat chargé de la défense nationale en application de l'article 7 du décret n° 64-455 du 22 mai 1964 fixant la proportion des vérificateurs de taxes en position de détachement ou en disponibilité au dixième de l'effectif. L'effectif budgétaire étant de 27, il y a actuellement 22 vérificateurs en fonction dont 3 détachés. Dans ces conditions, aucun nouveau détachement

ne serait donc possible. Une réponse faite à une question parlementaire indique que le détachement de vérificateurs de taxes dans le corps de secrétaires administratifs « va être poursuivi et que pour éviter toute difficulté contentieuse (au regard des dispositions de l'article 7 précité) ce détachement se fera en plusieurs étapes aussi rapprochées que possible l'une de l'autre ». Il semble que les difficultés contentieuses en cause doivent être les mêmes aussi bien pour deux ou trois détachés que pour 22. Il lui demande en conséquence s'il envisage un détachement global et non pas fractionné, compte tenu du fait que les vérificateurs concernés sont particulièrement intéressés par ce changement de corps qui leur permettrait de suivre la revalorisation envisagée des indices de la catégorie B.

Départements d'outre-mer (Guyane).

19052. — 25 juin 1971. — M. Rivierez demande à M. le ministre des affaires culturelles s'il peut lui faire connaître le montant des crédits mis à la disposition du département de la Guyane pendant les années d'exécution du V° Plan et les crédits destinés à ce département au cours de l'année 1971.

Vin.

19053. — 25 juin 1971. — M. Berthouin expose à M. le ministre de l'agriculture que les caves coopératives peuvent recevoir de leurs sociétaires, soit des raisins destinés à la vinification et à la vente, soit des vins en vue de l'assemblage ou de la champagnisation pour la vente en gros ou en détail. L'article 1^{er} du décret n° 59-802 du 4 juillet 1959 prescrit : « La campagne viticole s'étend du 1^{er} septembre d'une année au 31 août de l'année suivante. » En vue d'assurer un équilibre global du marché, un certain nombre de règles fixent par décret l'organisation de cette campagne. Cependant la commercialisation des vins A. O. C., fait l'objet de règlements particuliers arrêtés à chaque début de campagne, et notamment de mesures éventuelles de blocage (décret du 24 mai 1964). Ainsi, pour la récolte 1970, certains vins bénéficiaient d'une appellation d'origine contrôlée étaient bloqués dans les chais des producteurs jusqu'au 15 décembre. Donc, les producteurs adhérant à une coopérative d'assemblage et de vente, mais vinifiant chez eux, et qui ne possèdent pas de cuverie ou de récipients suffisants pour loger la totalité de leur récolte, se trouvent théoriquement dans l'impossibilité de faire des apports à leur coopérative. Des transferts de blocage peuvent être autorisés en vue de permettre l'élevage ou la champagnisation des vins A. O. C. L'enlèvement de ces vins en transfert est alors subordonné à l'autorisation écrite du conseiller technique de l'I. N. A. O. qu'ils soient destinés à des négociants élaborateurs ou à une cave coopérative d'assemblage et de vente et dans la limite du rendement de base. Or, les producteurs de l'appellation d'origine contrôlée Montlouis (Indre-et-Loire) ont été mis en difficulté pour loger leurs vins de la récolte 1970 par suite du blocage existant entre leur chai personnel de vinification et les installations de cuverie de leur cave coopérative restées en grande partie vides. Il lui demande, en ce qui concerne les récoltes à venir, quelles mesures il compte prendre pour assouplir la règle du blocage, afin de permettre aux sociétaires de rentrer à leur cave coopérative, dès la période des vendanges, dans la limite du volume maximum de la cuverie disponible et dans la limite du rendement à l'hectare, pour chaque producteur, tous les vins qu'ils ne sont pas en mesure de loger personnellement dans les conditions de bonne conservation, compte tenu des motifs ci-dessus exposés et des raisons qui font de la cave coopérative le prolongement matériel et légal du chai de chaque viticulteur adhérent.

Travaux publics.

19054. — 25 juin 1971. — M. Lafon appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les difficultés croissantes auxquelles sont confrontées les entreprises qui emploient plus de 8.000 salariés représentant plus de 19 p. 100 de l'emploi industriel, difficultés dont témoigne le grand nombre de faillites d'entreprises de tous corps d'état et de toute importance. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer : 1° la continuité des programmes de travaux et celle de leur financement ; 2° leur règlement dans les délais compatibles avec la gestion convenable des trésoreries et, dans le cas contraire, le versement automatique des intérêts moratoires de retard à des taux aussi voisins que possible de ceux qui sont pratiqués sur le marché ; 3° le développement des marchés de longue durée et particulièrement des marchés uniques au lieu et place des marchés à tranches prévisionnelles ; 4° l'assainissement de la concurrence par l'utilisation des procédures remplaçant l'adjudication, par le contrôle des prix anormalement bas, par la diminution fondée sur des critères objectifs, du nombre des entreprises appelées à soumissionner ; 5° la « vérité sur les prix » de travaux.

O. R. T. F.

19055. — 25 juin 1971. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les dispositions de l'article 15 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, modifié notamment par le décret n° 70-1270 du 23 décembre 1970, qui prévoient que « sont exemptés de la redevance annuelle pour droit d'usage des récepteurs de radio-diffusion... les postes détenus par les personnes âgées de soixante-cinq ans... à condition qu'elles vivent seules, ou avec leur conjoint, ou avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée ». Il lui signale qu'une personne réunissant les conditions pour bénéficier de cette disposition a versé le montant de la redevance dès réception de l'avis de l'office, mais, ayant appris qu'elle pouvait bénéficier de l'exonération, a sollicité la restitution de la somme versée indument. Le centre national de redevances de Rennes a rejeté cette demande au motif que « toute redevance échue avant réception de la demande d'exemption doit être intégralement acquittée, les demandes d'exemption ne pouvant, en aucun cas, avoir d'effet rétroactif ». Il lui demande s'il peut lui préciser le fondement de ce raisonnement d'apparence juridique et à défaut par décret, de prévoir le dépôt préalable d'une demande et de prescrire le remboursement des redevances versées indument par les personnes âgées qui réunissaient à la date d'entrée en vigueur du décret du 23 décembre 1970 les conditions posées par ce texte pour bénéficier de l'exemption de redevance.

Prisonniers de guerre.

19056. — 25 juin 1971. — **M. Tony Larue** indique à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'au cours de son congrès départemental du 24 avril dernier, l'association départementale des combattants prisonniers de guerre de la Seine-Maritime a adopté une motion qui demande : 1° la liquidation définitive du contentieux évoqué au Parlement à chaque discussion budgétaire ; 2° l'obtention pour les A. C. P. G. de la retraite professionnelle à soixante ans, avec les mêmes avantages qu'à soixante-cinq ans, du fait de la mortalité et de la sénescence prématurée constatée par la commission de la pathologie de la captivité, des difficultés de l'emploi et de la durée de l'épreuve subie au service du pays ; 3° la reconnaissance du titre d'ancien combattant attesté par l'attribution de la carte à tous les anciens prisonniers de guerre du seul fait de leur captivité, considérant que leur détention a été la prolongation du combat ; 4° l'attribution de la carte du combattant à tous les combattants d'Afrique du Nord et qu'en attendant d'avoir la carte du combattant et dès à présent le diplôme de reconnaissance de la nation leur ouvre droit à la retraite mutualiste du combattant ; 5° que la retraite du combattant soit au même taux que celle accordée aux combattants de 1914-1918 ; 6° que le 18 mai soit férié et chômé. Il lui demande quelle suite il compte réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

Armement.

19057. — 25 juin 1971. — **M. Longueue** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** sur le caractère incomplet de sa réponse à la question écrite n° 18394 relative à l'inobservation de l'article 6 du décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement. Il lui rappelle les termes de cet article : « Il (le comité) fait chaque année un rapport d'ensemble qui est publié au *Journal officiel* », et lui demande de nouveau pour quelles raisons ce texte, extrêmement clair et précis, n'a pas été appliqué. Il lui demande également s'il ne lui paraît pas nécessaire, plutôt que de donner l'exemple de la violation d'une règle qui s'impose à lui, d'accorder le droit avec le fait en abrogeant ou en modifiant l'article 6 du décret précité, si son application se révèle trop difficile.

Vins.

19058. — 25 juin 1971. — **M. Francis Vals** signale à **M. le ministre de l'agriculture** qu'il désirerait connaître : 1° les prévisions de récolte de vin faites par les services agricoles, et ce par département, au mois d'août 1970 ; 2° la déclaration officielle de récolte de ces mêmes départements au mois de décembre de la même année.

Rentes viagères.

19059. — 25 juin 1971. — **M. Gaudin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des rentiers viagers. Ces personnes qui ont fait un effort de prévoyance en aliénant leur capital pour obtenir une rente vieillesse sont victimes de la hausse continue des prix. C'est ainsi par exemple

que pour la seule année en cours, l'augmentation des prix dont le gouvernement a affirmé qu'elle se limiterait à 3,9 p. 100 atteint déjà le rythme de 5 à 6 p. 100. Il lui demande s'il compte indexer les rentes viagères sur l'évolution des prix, ainsi que le demandent les intéressés, pour éviter qu'ils ne subissent une baisse dans leur niveau de vie.

Colonies de vacances.

19060. — 25 juin 1971. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés que rencontrent un bon nombre de centres de vacances pour satisfaire aux exigences des commissions de sécurité dans les délais qui leur sont impartis. Des milliers d'enfants risquent d'être privés de vacances cet été si certains assouplissements ne sont pas introduits dans la mise en œuvre de la réglementation, et si l'on n'accorde pas aux centres de vacances des délais plus longs, soit en leur délivrant une autorisation provisoire, soit en faisant jouer la procédure de l'injonction préfectorale. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour permettre aux centres de vacances de surmonter ces difficultés, étant fait observer, d'autre part, que ces mesures ne régleront pas pour autant le problème du financement des aménagements.

Colonies de vacances.

19061. — 25 juin 1971. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** sur les difficultés que rencontrent un bon nombre de centres de vacances pour satisfaire aux exigences des commissions de sécurité, dans les délais qui leur sont impartis. Des milliers d'enfants risquent d'être privés de vacances cet été si certains assouplissements ne sont pas introduits dans la mise en œuvre de la réglementation et si l'on n'accorde pas aux centres de vacances des délais plus longs, soit en leur délivrant une autorisation provisoire, soit en faisant jouer la procédure de l'injonction préfectorale. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour permettre aux centres de vacances de surmonter ces difficultés, étant fait observer, d'autre part, que ces mesures ne régleront pas pour autant le problème du financement des aménagements.

Trésor (personnel).

19062. — 25 juin 1971. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans le cadre de l'action pour les quarante heures entreprise par tous les syndicats des services extérieurs du Trésor, les personnels de ces services ont arrêté leur travail à dix-huit heures tous les jours pendant plus de deux mois. Cet arrêt de travail a été sanctionné non seulement par des retenues du trentième du traitement, en application de l'article 4 de la loi 61-825, mais aussi par le refus des congés sollicités par les agents suivant ce mouvement. Il lui demande sur quel texte se fonde cette décision de suppression des congés, assimilée à une sanction, et quelles mesures il compte prendre pour éviter — si tel est le cas — qu'une circulaire ne porte atteinte aux garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires par l'article 34 de la Constitution.

Orientation scolaire et professionnelle.

19063. — 25 juin 1971. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, pour donner leur pleine efficacité aux textes sur l'enseignement technologique et professionnel, sur la formation professionnelle permanente et sur l'apprentissage, il convient d'assurer la meilleure information possible des parents et des élèves. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les centres d'orientation scolaire, d'une part, et l'O. N. I. S. E. P., d'autre part, puissent jouer pleinement leur rôle pour assurer le succès des réformes contenues dans ces textes.

Etudiants.

19064. — 25 juin 1971. — **M. Paquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le cas d'une jeune étudiante de dix-neuf ans qui, dans une ville de faculté, paie un loyer mensuel de 280 francs pour un logement de type I bis. Il lui précise que l'intéressée ne bénéficie d'aucune aide d'une collectivité quelconque et se trouve donc, de ce fait, à la charge complète de sa famille. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative et, en accord avec les ministres intéressés, pour que les étudiants qui se trouvent dans un tel cas puissent obtenir, notamment en ce qui concerne le logement, des avantages semblables à ceux qui sont reconnus aux jeunes travailleurs.

Prisonniers de guerre.

19065. — 25 juin 1971. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le Premier ministre que des travaux sérieux semblent prouver chez les victimes des régimes concentrationnaires, et spécialement chez les anciens prisonniers de guerre, une sénescence prématurée, ou sénescence accélérée, se définissant par des conditions étiologiques nettement identifiées, liées aux conditions d'un mode de vie qui constituait une agression sévère de l'organisme. Son évolution est latente, progressive et irréservable ; et les effets aggravés de l'usure du temps qui en résultent atteignent plus particulièrement les systèmes respiratoires et nerveux et le psychisme. C'est pour ces raisons qu'en Belgique, depuis le 1^{er} juillet 1970, les anciens prisonniers de guerre peuvent, s'ils le désirent, bénéficier de la retraite anticipée. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder le droit, pour les anciens prisonniers de guerre, de bénéficier, s'ils le désirent, de la retraite professionnelle au taux plein, à partir de soixante ans ; cependant que des ajustements apportés au code des pensions des victimes de la guerre permettraient de prendre en considération les principales affections à évolution lente.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES*Télécommunications (par satellites).*

18153. — M. Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères : 1° quels sont les résultats des sessions des conférences préparatoires chargées d'élaborer le statut définitif du système mondial de télécommunications par satellites ; 2° pour quelle période est maintenant prévue l'adoption sans doute définitive de ce statut et si les projets actuellement soumis tant par la France que par les pays européens vont dans le sens d'un développement des activités spatiales nationales et européennes ; 3° si la charte aura bien un caractère véritablement international en ce qui concerne aussi bien les organismes de décision que de gestion. (Question du 25 mai 1971.)

Réponse. — Les négociations qui étaient engagées depuis le début de 1969 se sont achevées lors de la 3^e session de la conférence pléniptotaire qui s'est tenue à Washington du 14 avril au 21 mai 1971. Mais il s'agissait moins d'« élaborer le statut définitif du système mondial des télécommunications par satellites » que de mettre au point le régime, réglé à titre provisoire par les accords de 1964, du seul réseau international de télécommunications par satellites actuellement existant, celui de l'organisation Intelsat. En fait, la dernière session de la conférence n'a abouti, pour l'essentiel, qu'à consacrer les résultats de la session précédente qui, organisée du 16 février au 20 mars 1970, avait été marquée par l'adoption d'un compromis : les Etats-Unis avaient alors accepté de voir limitée à un plafond de 40 p. 100 leur pondération de vote, fixée en proportion de l'utilisation, au sein de l'organisme chargé de l'administration courante du système, le conseil des gouverneurs ; ils avaient également admis le principe de l'internationalisation à terme (6 ans après l'entrée en vigueur de l'accord) de la gestion, actuellement assurée par une société privée américaine, la Communications Satellite Corporation. Toutefois, le Gouvernement avait jugé que les avant-projets d'accords n'étaient pas satisfaisants en raison, d'une part, de l'insuffisance des pouvoirs de l'assemblée des parties, ou doivent siéger les représentants des Etats et, d'autre part, du droit de regard institué au bénéfice d'Intelsat sur les projets spatiaux de ses membres. Dans ces conditions, la délégation française à cette session avait reçu pour instruction de veiller, dans toute la mesure du possible, à ce que les nouveaux textes préservent la liberté d'action, dans le domaine spatial, de la France et des autres pays concernés. Faute d'avoir obtenu un résultat entièrement satisfaisant, la délégation française s'est abstenue dans le scrutin final, toutes les autres (représentant 73 pays) s'étant prononcées en faveur du projet, à l'exception de celles de Madagascar, du Mexique et de Monaco. La question est maintenant posée de savoir si la France doit ou non adhérer à la nouvelle convention dont il est prévu qu'elle sera ouverte à la signature le 20 août prochain, elle entrera en vigueur dans un délai allant de huit à dix-huit mois après cette date. Des consultations sont actuellement en cours entre les ministres intéressés ; dans le cas d'une décision positive du Gouvernement, le Parlement sera saisi du projet de convention aux fins d'autorisation de ratification.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.*

14749. — M. Sanglier rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la loi n° 55-1476 du 12 novembre 1955 a institué un secours annuel, d'un montant égal à celui de la pension de veuve de guerre, au profit des compagnes des militaires, marins ou civils morts pour la France des suites de blessures ou de maladies imputables au service, à la déportation ou à la captivité. Ce secours, dont l'attribution est subordonnée à des conditions minimales de ressources et de durée de vie commune, répondait au souci de ne pas laisser sans subsides une compagne que la victime de guerre aurait pu épouser si les circonstances ne l'en avaient pas empêchée. Dans le même esprit, il aurait été équitable d'admettre ces personnes au bénéfice du régime d'assurance maladie institué par la loi modifiée n° 50-879 du 29 juillet 1950 qui a doté d'une couverture sociale les victimes de guerre, ou leurs ayants cause qui sont présumées être privées de tout droit à la sécurité sociale du fait d'un événement de guerre. Cette extension aux compagnes de « morts pour la France » du champ d'application des dispositions législatives susvisées n'a pas encore été réalisée, mais l'âge auquel sont parvenues, dans leur majorité, les intéressées, la rend maintenant urgente, d'autant qu'il s'agit de personnes dont les revenus sont des plus modestes, puisqu'ils leur ouvrent droit au secours prévu par la loi du 12 novembre 1955. Il souhaiterait savoir s'il envisage de saisir prochainement le Parlement d'un projet de loi qui tendrait à rendre effective l'extension préconisée. (Question du 30 octobre 1970.)

Réponse. — En application de la loi n° 55-1476 du 12 novembre 1955, l'ouverture du droit au secours annuel d'un montant égal à la pension de veuve de guerre institué en faveur des compagnes de militaires, marins ou civils « morts pour la France » des suites de blessures ou de maladies imputables au service, à la déportation ou à la captivité, est subordonnée notamment à la condition que les intéressées établissent que leur vie commune durait depuis trois ans au moins lorsque leur compagnon a été mobilisé ou arrêté, et que leur union a bien été rompue par le décès ou la disparition de celui-ci. Cette condition posée par le législateur témoigne clairement des intentions de ce dernier : il n'a en effet attaché exceptionnellement des conséquences juridiques à l'union libre qu'en raison des circonstances nées de la guerre qui n'ont, le plus souvent, permis aux hommes mobilisés de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'avenir de leur compagne ou pour régulariser leur union, comme la plupart le souhaitent. Au regard du régime général de la sécurité sociale, les compagnes n'ont pas droit, en cette qualité, à l'affiliation du chef du militaire décédé. *A fortiori*, ne pourrait-il être envisagé d'affilier à la sécurité sociale les compagnes des victimes de guerre au titre du régime exceptionnel créé par la loi du 29 juillet 1950 en faveur de ces victimes et de leurs ayants cause légaux.

Prisonniers de guerre.

16882. — M. Royer demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il envisage d'examiner dans un sens favorable les souhaits formulés et renouvelés avec insistance par les anciens prisonniers de la guerre 1939-1945. Il lui rappelle qu'il s'agit : 1° de l'octroi pour ceux qui le désirent de la retraite professionnelle à taux plein dès l'âge de soixante ans, compte tenu de l'épreuve constituée par les années de captivité ; 2° de la parité de la retraite du combattant avec les anciens de la guerre 1914-1918 ; 3° de la délivrance à tous les anciens prisonniers de la carte du combattant — sous réserve que leur tenue ait été digne — et de la réattribution de ce titre à ceux qui se le sont vu retirer en raison de l'annulation du texte qui le leur accordait précédemment. (Question du 6 mars 1971.)

Réponse. — 1° Le décret du 23 avril 1965 a créé en faveur des déportés et internés résistants et politiques une présomption d'aptitude physique à poursuivre leur activité professionnelle, leur permettant d'obtenir, sur simple demande, leur pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale au taux plein dès l'âge de soixante ans. Cette mesure a été prise pour tenir compte des souffrances inhumaines endurées par les intéressés du fait du régime nazi. L'extension d'une telle mesure, de caractère très exceptionnel, à d'autres catégories de victimes de guerre, notamment aux anciens prisonniers de guerre, retient tout l'intérêt du ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cependant l'adoption de la mesure souhaitée pose une question délicate qui ne peut être détachée du problème d'ensemble de l'abaissement de l'âge normal de la retraite et dont la solution est essentiellement fonction de l'évolution de la situation démographique et économique du pays. Ce problème fait l'objet d'études très poussées de la part des différents ministères intéressés et ce n'est que dans ce contexte que pourrait se placer l'examen de ce vœu. En ce qui le concerne,

le ministre des anciens combattants serait favorable à toute mesure d'assouplissement du régime actuel, notamment en ce qui concerne les conditions de la reconnaissance de l'inaptitude de ces victimes de guerre à poursuivre leur activité professionnelle. Il n'en demeure pas moins que les salariés appartenant au régime général ou au régime agricole, ainsi que les travailleurs indépendants, âgés d'au moins soixante ans, peuvent prétendre, dès cet âge, à percevoir leur pension vieillesse à condition d'être reconnus médicalement inaptes au travail par le médecin conseil de la caisse régionale (branche vieillesse) compétente pour liquider leurs droits. Cette pension est obtenue au taux de 40 p. 100 du salaire de base pour les salariés, sur la base des droits acquis pour les non-salariés. Les anciens prisonniers de guerre qui se trouvent atteints d'une diminution de leurs forces physiques ou de leurs facultés intellectuelles telle qu'ils ne peuvent plus exercer d'activité professionnelle peuvent donc, le cas échéant, se prévaloir des dispositions générales précitées (article L. 332 du code de la sécurité sociale pour les salariés du régime général; article L. 653 du même code pour les travailleurs indépendants; décret n° 51-727 du 6 juin 1951, modifié par le décret n° 65-911 du 25 octobre 1965 pour les salariés agricoles). Quoi qu'il en soit, il est intéressant de signaler la position actuelle du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale au sujet de la reconnaissance de l'inaptitude au travail: « Les caisses régionales ne manquent pas de prendre en considération les circonstances de guerre qui ont contribué à une usure physique prématurée de l'organisme. Il est signalé, en outre, qu'un projet de réforme est actuellement en cours d'élaboration en vue d'assouplir les critères de reconnaissance de l'inaptitude au travail. »

2° L'existence des deux taux différents de la retraite du combattant trouve une justification dans le fait que les anciens combattants de la guerre 1914-1918 (dont la moyenne d'âge approche soixante-quinze ans) n'ont généralement pas été en mesure de se constituer une retraite complète; celle du combattant qui leur est versée au taux indexé comme les pensions d'invalidité, leur assure un avantage complémentaire. Des considérations analogues ont conduit le Gouvernement à accorder ce même taux aux anciens combattants des opérations postérieures à 1914-1918 lorsqu'ils disposent de ressources modestes ou sont atteints d'une invalidité de guerre d'au moins 50 p. 100. Il n'est cependant pas exclu que, dans l'avenir, une conjoncture budgétaire meilleure ne permette de majorer le montant de la retraite au taux forfaitaire. Lors des débats budgétaires, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre a informé l'Assemblée nationale qu'il n'était pas exclu que l'égalisation des taux de la retraite du combattant ne soit envisagée dans un prochain budget.

3° Aux termes de l'article 4, paragraphe 1°-2°, de l'arrêté interministériel du 4 mai 1948, la qualité de combattant a été reconnue à tous les prisonniers de guerre. Or, par décision du 13 mai 1949, le Conseil d'Etat statuant au contentieux: « Considérant que le législateur en employant le mot « combattant » a entendu réserver, en principe, le bénéfice de la carte qu'il institue à ceux qui avaient participé activement à la lutte contre l'ennemi; que, dès lors, s'il appartenait au Gouvernement en vertu de la délégation que lui confèrait l'article 101 de prendre par voie de règlement d'administration publique toutes mesures utiles en vue d'adapter les modalités d'attribution de la carte aux formes particulièrement complexes qu'ont revêtues les hostilités au cours de la guerre 1939-1945, il ne pouvait sans aller à l'encontre des termes mêmes dudit article, prescrire par voie de disposition générale et absolue, l'attribution de la carte à des personnes n'ayant, à aucun moment, participé effectivement sous une forme quelconque, à la lutte contre l'ennemi », a annulé lesdites dispositions. C'est pourquoi celles-ci ont été remplacées par l'article R. 224-C-I, paragraphes 4° et 5°, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui stipule que sont considérés comme combattants, les militaires: « paragraphe 4°: qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi, sous réserve d'avoir appartenu, au moment de leur capture, sans condition de durée de séjour, à une unité combattante pendant la période où celle-ci avait cette qualité; paragraphe 5°: qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi où ils ont été détenus pendant quatre vingt-dix jours au moins, sous réserve d'avoir appartenu antérieurement à leur capture, ou postérieurement à leur détention, sans condition de durée de séjour, à une unité combattante, pendant la période où celle-ci avait cette qualité ».

Déportés et internés.

17319. — M. Pierre Villon demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre combien de cartes de déportés ont été attribuées en application de l'article R. 288 du code (camps et prisons ne figurant pas sur la liste visée à l'article A. 160), en précisant les attributions par qualification « résistante » ou « politique » et les lieux de détention. (Question du 27 mars 1971.)

Réponse. — Les documents statistiques dont dispose le ministère des anciens combattants et victimes de guerre concernant les cartes délivrées aux anciens déportés ne permettent pas de fournir les précisions demandées par l'honorable parlementaire. En effet, les renseignements chiffrés fournis par le fichier mécanographique des déportés et internés, résistants et politiques, tenu par l'Institut national de la statistique et des études économiques, au fur et à mesure de la délivrance de ces cartes, ne comportent pas de subdivision précisant le nombre de celles attribuées à des déportés n'ayant pas été détenus dans les camps et prisons figurant sur la liste prévue à l'article A. 160 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Par ailleurs, le classement par ordre alphabétique des dossiers de ces déportés conservés dans les archives du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ne permet pas non plus de fournir le renseignement demandé.

Prisonniers de guerre.

17709. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation des anciens prisonniers de guerre 1939-1945 dont les vœux, maintes fois renouvelés, portent sur: 1° l'octroi, dès l'âge de soixante ans, à ceux qui le désirent, de la retraite professionnelle; 2° la parité de la retraite avec les anciens combattants de la Grande guerre; 3° l'attribution généralisée de la carte du combattant aux anciens prisonniers n'ayant aucun fait de collaboration avec l'ennemi à se reprocher. Il lui demande quelle suite il entend réserver à ces vœux. (Question du 15 avril 1971.)

Réponse. — 1° Le décret du 23 avril 1965 a créé en faveur des déportés et internés résistants et politiques une présomption d'inaptitude physique à poursuivre leur activité professionnelle, leur permettant d'obtenir, sur simple demande, leur pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale au taux plein dès l'âge de soixante ans. Cette mesure a été prise pour tenir compte des souffrances inhumaines endurées par les intéressés du fait du régime nazi. L'extension d'une telle mesure, de caractère très exceptionnel, à d'autres catégories de victimes de guerre, notamment aux anciens prisonniers de guerre, retient tout l'intérêt du ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cependant l'adoption de la mesure souhaitée pose une question délicate qui ne peut être détachée du problème d'ensemble de l'abaissement de l'âge normal de la retraite et dont la solution est essentiellement fonction de l'évolution de la situation démographique et économique du pays. Ce problème fait l'objet d'études très poussées de la part des différents ministères intéressés et ce n'est que dans ce contexte que pourrait se placer l'examen de ce vœu. En ce qui le concerne, le ministre des anciens combattants serait favorable à toute mesure d'assouplissement du régime actuel, notamment en ce qui concerne les conditions de la reconnaissance de l'inaptitude de ces victimes de guerre à poursuivre leur activité professionnelle. Il n'en demeure pas moins que les salariés appartenant au régime général ou au régime agricole, ainsi que les travailleurs indépendants, âgés d'au moins soixante ans, peuvent prétendre, dès cet âge, à percevoir leur pension vieillesse à condition d'être reconnus médicalement inaptes au travail par le médecin-conseil de la caisse régionale (branche vieillesse) compétente pour liquider leurs droits. Cette pension est obtenue au taux de 40 p. 100 du salaire de base pour les salariés, sur la base des droits acquis pour les non-salariés. Les anciens prisonniers de guerre qui se trouvent atteints d'une diminution de leurs forces physiques ou de leurs facultés intellectuelles telle qu'ils ne peuvent plus exercer d'activité professionnelle peuvent donc, le cas échéant, se prévaloir des dispositions générales précitées (art. L. 332 du code de la sécurité sociale pour les salariés du régime général; art. L. 653 du même code pour les travailleurs indépendants; décret n° 51-727 du 6 juin 1951, modifié par le décret n° 65-911 du 25 octobre 1965 pour les salariés agricoles). Quoi qu'il en soit, il est intéressant de signaler la position actuelle du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale au sujet de la reconnaissance de l'inaptitude au travail: « Les caisses régionales ne manquent pas de prendre en considération les circonstances de guerre qui ont contribué à une usure physique prématurée de l'organisme. Il est signalé, en outre, qu'un projet de réforme est actuellement en cours d'élaboration en vue d'assouplir les critères de reconnaissance de l'inaptitude au travail. »

2° L'existence des deux taux différents de la retraite du combattant trouve une justification dans le fait que les anciens combattants de la guerre 1914-1918 (dont la moyenne d'âge approche 75 ans) n'ont généralement pas été en mesure de se constituer une retraite complète; celle du combattant qui leur est versée au taux indexé comme les pensions d'invalidité, leur assure un avantage complémentaire. Des considérations analogues ont conduit le Gouvernement à accorder ce même taux aux anciens combattants des opérations postérieures à 1914-1918 lorsqu'ils disposent de ressources modestes ou sont atteints d'une invalidité de guerre d'au moins 50 p. 100. Il n'est cependant pas exclu que, dans l'avenir, une conjoncture budgétaire meilleure ne permette de majorer le montant de la retraite au taux forfaitaire.

Lors des débats budgétaires, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre a informé l'Assemblée nationale qu'il n'était pas exclu que l'égalisation des taux de la retraite du combattant ne soit envisagée dans un prochain budget. 3° Aux termes de l'article 4 (paragraphe 1^{er}-2^o) de l'arrêté interministériel du 4 mai 1948, la qualité de combattant a été reconnue à tous les prisonniers de guerre. Or, par décision du 13 mai 1949, le Conseil d'Etat statuant au contentieux : « Considérant que le législateur en employant le mot « combattant » a entendu réserver, en principe, le bénéfice de la carte qu'il institue à ceux qui avaient participé activement à la lutte contre l'ennemi ; que dès lors, s'il appartenait au Gouvernement en vertu de la délégation que lui conférait l'article 101 de prendre par voie de règlement d'administration publique toutes mesures utiles en vue d'adapter les modalités d'attribution de la carte aux formes particulièrement complexes qu'ont revêtues les hostilités au cours de la guerre 1939-1945, il ne pouvait sans aller à l'encontre des termes mêmes dudit article, prescrire par voie de disposition générale et absolue, l'attribution de la carte à des personnes n'ayant, à aucun moment, participé effectivement sous une forme quelconque, à la lutte contre l'ennemi », a annulé lesdites dispositions. C'est pourquoi celles-ci ont été remplacées par l'article R. 224-C-1, paragraphes 4^o et 5^o du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui stipule que sont considérés comme combattants, les militaires : « paragraphe 4^o : Qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi, sous réserve d'avoir appartenu, au moment de leur capture, sans conditions de durée de séjour, à une unité combattante pendant la période où celle-ci avait cette qualité ; paragraphe 5^o : Qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi où ils ont été détenus pendant quatre-vingt-dix jours au moins, sous réserve d'avoir appartenu antérieurement à leur capture, ou postérieurement à leur détention, sans conditions de durée de séjour, à une unité combattante, pendant la période où celle-ci avait cette qualité. »

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

18089. — M. Bernard Marie attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur les veuves de pensionnés de la guerre 1914-1918 dont le taux d'invalidité atteignait un minimum de 50 p. 100. En effet, les veuves de cette catégorie de combattants ne peuvent prétendre, lorsque les conditions d'âge sont remplies par elles, à la pension de veuve de guerre que s'il est médicalement prouvé que leur époux est effectivement décédé de la maladie ou des suites des blessures ayant fait l'objet d'une pension. D'autre part, cette preuve n'est pas exigée si l'époux est titulaire d'une pension au taux de 60 p. 100, quelle que soit la maladie ayant entraîné le décès. En raison du faible nombre d'anciens combattants de 1914-1918 titulaires d'une pension au taux d'invalidité de 50 p. 100, il lui demande si on ne pourrait pas envisager de les assimiler aux veuves de guerre dont l'époux était titulaire d'une pension au taux de 60 p. 100. (Question du 4 mai 1971.)

Réponse. — Le principe même d'une pension de réversion aux veuves des invalides pensionnés dont le décès n'est pas imputable au service répond au souci de tenir compte des répercussions qu'a pu avoir sur la vie familiale des invalides de guerre le handicap résultant de leurs infirmités. Le législateur a apprécié, dès la mise en œuvre de la législation applicable aux victimes de guerre, que le degré d'invalidité dont il convient de tenir compte à cet égard devait atteindre au minimum 60 p. 100, ce taux étant le seuil au-dessous duquel les textes antérieurs à la loi du 31 mars 1919 ne prévoyaient aucune indemnisation. Rien ne justifierait que ce taux soit à l'heure actuelle ramené à un niveau inférieur.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

18434. — M. de Gastines appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur les dispositions de l'article L. 43 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, lequel dispose qu'ont droit à une pension les veuves de militaires et marins morts en jouissance d'une pension correspondant à une invalidité égale ou supérieure à 60 p. 100 ou en possession de droits à cette pension. L'article 34 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 étend ces dispositions aux ayants cause des victimes civiles lorsque l'invalidité est décédée en jouissance d'une pension de 85 p. 100 au moins ou en possession de droits à une telle pension. Ces dispositions traduisent un manque d'équité flagrant ; c'est pourquoi il lui demande s'il envisage une modification des textes en cause en vue de faire cesser l'injustice qui frappe les veuves des victimes civiles de guerre. (Question du 19 mai 1971.)

Réponse. — La seule différence au regard du droit à pension entre les veuves de victimes civiles et les veuves de militaires concerne le droit à pension de réversion pour les veuves d'invalides titulaires à leur décès d'une pension d'un taux compris entre 60 et 80 p. 100 inclus. Les veuves des militaires remplissant cette condition sont susceptibles de bénéficier d'une pension alors que les veuves des victimes civiles sont écartées de ce droit (à moins qu'elles n'apportent la preuve de l'imputabilité du décès de leur époux à l'affection pensionnée). Il faut considérer que la pension de veuve constitue la réparation d'un dommage subi par la veuve du fait du décès de son mari causé soit par le service soit par un événement de guerre. Il est donc logique que la condition fondamentale de son droit à pension soit l'existence d'un lien de causalité direct et certain entre le décès et la blessure ou la maladie ayant ouvert droit à pension. S'il a été fait exception pour les militaires, c'est en considération et en reconnaissance des services rendus à la nation, au cours desquels les infirmités ont été contractées ou aggravées. Cette notion n'est évidemment pas applicable aux victimes civiles. L'article 34 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 étend aux ayants cause de victimes civiles le bénéfice des dispositions de la loi du 3 février 1953 d'après lesquelles la pension de veuve est attribuée au taux normal aux ayants cause de militaires lorsque l'invalidité est décédée en jouissance d'une pension de 85 p. 100 au moins ou en possession de droits à une telle pension. Ce faisant, le législateur a donc établi l'égalité de traitement entre ayants cause des invalides les plus atteints, que ceux-ci aient été pensionnés à titre militaire ou à titre civil ; cela n'infirme en rien les principes exposés ci-dessus, les dispositions prévues par la loi du 3 février 1953 reposant sur la présomption que le décès du titulaire de la pension ouvrant droit à pension de veuve est dû, au moins pour la plus grande part, aux infirmités pensionnées. Dans ces conditions, il ne paraît pas justifié d'envisager la modification du régime en vigueur.

DEFENSE NATIONALE

Crimes de guerre.

18225. — M. Virgile Barel rappelle à M. le Premier ministre sa question écrite n° 12.606 (Journal officiel du 4 juin 1970) et la réponse de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale parue au Journal officiel du 4 décembre 1970 concernant la recherche du tortionnaire nazi de Jean Moulin, Max Barel et d'autres patriotes. Il porte à sa connaissance que, d'après de récents renseignements, le dossier du bourreau Klaus Barbie se trouverait sous le numéro 7 JS 61-65 entre les mains du procureur d'Augsbourg en Bavière et il lui demande si des démarches ont été faites pour consulter ce dossier et, dans la négative, s'il n'estime pas nécessaire dans ce but d'intervenir auprès du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. (Question du 11 mai 1971 transmise pour attributions à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.)

Réponse. — Les autorités judiciaires de la République fédérale d'Allemagne sont effectivement saisies du cas du criminel de guerre Klaus Barbie et toutes facilités leur ont été procurées par la justice militaire pour rassembler les charges existant contre ce condamné dans la procédure suivie par contumace en France. Il apparaît toutefois, qu'une démarche auprès des autorités allemandes ne pourra être entreprise utilement avant l'entrée en vigueur de l'accord franco-allemand sur la poursuite en Allemagne des criminels de guerre, signé à Bonn le 2 février 1971, et actuellement soumis en République fédérale à la procédure de ratification.

EDUCATION NATIONALE

Scolarité obligatoire.

7145. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des parents ayant sollicité l'entrée dans un collège technique pour leurs enfants (ayant plus de quatorze ans et moins de quinze ans) se voient refuser cette entrée faute de place. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de donner à ces jeunes une dérogation scolaire pour un apprentissage avec engagement de suivre les cours de perfectionnement. Sinon, ces enfants seront obligés de retourner dans les écoles primaires qui sont dans beaucoup d'endroits déjà surchargés. (Question du 30 août 1969.)

Réponse. — Les dérogations à l'obligation scolaire ont été prévues par l'ordonnance du 27 septembre 1967 dont le titre II modifie les dispositions du code du travail relatives à l'emploi des jeunes, ceci au bénéfice des enfants ayant atteint quatorze ans avant la rentrée scolaire de 1968. Cette mesure prorogée par la loi de finances de 1969 en faveur des adolescents qui ont atteint quatorze ans avant la rentrée scolaire 1970, a eu pour conséquence d'ins-

taurer une période transitoire pendant laquelle, sans porter atteinte au principe de la prolongation de la scolarité obligatoire posé par l'ordonnance du 6 janvier 1959, ont pu être mises en place progressivement les structures d'accueil nécessaires pour permettre à tous les enfants de recevoir la formation générale et professionnelle indispensable pour assurer leur avenir. Non seulement les sections de préparation au certificat d'aptitude professionnelle sont maintenues dans les collèges d'enseignement technique, mais encore des classes préprofessionnelles ont été ouvertes dans ces mêmes établissements pour permettre aux jeunes ayant rencontré des difficultés scolaires au cours du premier cycle de l'enseignement du second degré, de rattraper le niveau nécessaire pour aborder avec quelque chance de succès la préparation au certificat d'aptitude professionnelle. En outre, la formation de base prévue par le décret du 6 janvier 1959 modifié, portant réforme de l'enseignement, est aussi en cours de développement dans les collèges d'enseignement technique. Assurée en une année scolaire, cette formation, sanctionnée par le certificat d'éducation professionnelle délivré sans examen, confère aux élèves la qualité d'ouvrier spécialisé. Elle s'adresse à des jeunes de quinze à seize ans, qui n'ont pas les aptitudes suffisantes pour poursuivre une scolarité de type traditionnel, mais qui pourront néanmoins, une fois entrés dans la vie active, envisager des possibilités de perfectionnement et de promotion par la voie des stages organisés en application des dispositions de la loi du 3 décembre 1966 et de la loi du 31 décembre 1968. Un effort budgétaire important a été consenti pour augmenter les capacités d'accueil des collèges d'enseignement technique, qui recrutent donc désormais à quatre niveaux : classes préprofessionnelles : élèves issus des classes de fin d'études primaires ou de cinquième de transition ; sections de formation de base sanctionnée par le certificat d'éducation professionnelle : élèves de quinze à seize ans ou plus, issus des classes de fin d'études, des quatrièmes ou des troisièmes pratiques ; sections de préparation en trois ans au certificat d'aptitude professionnelle : élèves issus des classes de fin d'études primaires, de quatrième pratique, éventuellement de cinquième de transition ; sections de préparation en deux ans au brevet d'études professionnelles : élèves issus des classes de troisième. Pour l'année scolaire 1971-1972, des dérogations à l'obligation scolaire seront encore accordées aux enfants de quinze ans. Les sections d'éducation professionnelle continueront également à fonctionner. La réforme de l'apprentissage permettra en outre d'adapter ce mode de formation à l'organisation nouvelle de nos enseignements.

Enseignement supérieur.

8973. — Mme Aymé de la Chevrolière appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du personnel d'administration universitaire. Elle lui demande s'il envisage de lever les interdictions d'ouverture de concours d'avancement et de recrutement qui frappent toutes les catégories de ces personnels et empêchent de pourvoir les postes créés par les lois de finances rectificatives pour 1969. Cette interdiction rend inopérant l'effort de création de postes ainsi effectué. Elle souhaiterait également que soient maintenus dans la fonction publique et dans l'administration universitaire toutes les activités et tous les personnels d'administration et de gestion de tous les secteurs de l'éducation nationale par titularisation des contractuels, des documentalistes, des programmeurs, des analystes et des autres personnels de traitement de l'information. Les mêmes mesures devraient également être prises en ce qui concerne les auxiliaires et vacataires employés sur le budget particulier des U. E. R. et des grands établissements d'enseignement. Elle lui demande également s'il n'envisage pas une amélioration du fonctionnement des commissions administratives paritaires et la remise en vigueur de comités techniques paritaires. La transformation en postes d'administration universitaire des emplois de personnels clandestins, contractuels et auxiliaires, permettrait de clarifier une situation regrettable. Les attachés principaux devraient pouvoir bénéficier des reclassements indiciaires et des suppressions de classes décidés par le conseil supérieur de la fonction publique de juillet 1968. L'amélioration des conditions d'avancement de débouchés, de l'indice terminal, de l'échelonnement de la deuxième classe des conseillers administratifs ainsi que le reclassement à indice égal des candidats antérieurement fonctionnaires reçus à un concours de catégorie A apparaissent également hautement souhaitables. Enfin, la création d'un véritable institut d'études administratives de l'éducation nationale ouvrirait de meilleures conditions pour la préparation de concours internes, cette création devrait s'accompagner de stages de formation et de recyclage, en particulier vers les fonctions de l'informatique et des relations publiques. (Question du 9 décembre 1969.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est invitée à se reporter à la réponse faite à sa question écrite n° 12053, parue au *Journal officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale, n° 47) du 6 juin 1970.

Enseignement supérieur.

15632. — M. de Montesquiou, se référant à la réponse donnée par M. le ministre de l'éducation nationale à la question écrite n° 9780 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 14 mars 1970, p. 598), lui expose qu'à ce jour, la faculté des lettres de Nanterre n'a encore communiqué aucun des résultats de l'activité universitaire concernant l'année 1968. Quant à la faculté des lettres de Paris, elle n'a fait connaître ni le nombre ni la ventilation des licences d'enseignement délivrées en 1968. En ce qui concerne 1969 aucune statistique d'ensemble n'a pu être établie, certains établissements d'enseignement supérieur n'ayant pas encore répondu à l'enquête prescrite — ce qui est, notamment, le cas de la faculté des lettres de Paris. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cet état de choses et s'il n'estime pas que les universités doivent être tenues de publier les résultats complets des examens dans les quinze jours suivant chaque session, ainsi que cela est la règle en ce qui concerne les sessions du baccalauréat. (Question du 16 décembre 1970.)

Réponse. — Les anciennes facultés des lettres de Paris et de Nanterre n'ont effectivement pas été en mesure de communiquer en temps voulu les résultats de l'activité universitaire de l'année 1968, la scolarité et les examens n'ayant pas été organisés cette année-là dans des conditions normales. Les présidents des universités qui ont succédé à l'ancienne faculté des lettres de Paris ont été invités à prendre toutes mesures utiles pour fournir aux services centraux du ministère de l'éducation nationale, dans les délais les plus brefs, les statistiques concernant les années universitaires 1968-1969, pour que des retards administratifs ne portent pas préjudice aux étudiants. En ce qui concerne l'ancienne faculté de Nanterre, les informations qui manquaient sont parvenues aux services intéressés. Pour l'avenir, les universités, qui jouissent de l'autonomie qui leur a été accordée par la loi d'orientation, doivent, sous leur propre responsabilité, fournir aux recteurs tous les renseignements statistiques concernant leurs universités (article 26 du décret n° 69-612 du 14 juin 1969). La direction chargée de la prévision s'est vu confier, par le décret du 30 novembre 1970, le soin de veiller à la bonne collecte des informations. Les recteurs devront être en mesure de communiquer les effectifs des étudiants inscrits dans les universités à la rentrée 1971 dans les quinze jours qui suivront la date de clôture des inscriptions (arrêté du 13 mai 1971).

Enseignants.

17721. — M. Denvers attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les incidences des mesures prises concernant la carte scolaire sur les professeurs d'enseignement général de collèges en exercice dans les C. E. S. du Nord. Des décisions de suppression de postes leur ont été notifiées à la mi-février qui devraient, si tant est qu'elles soient suivies d'effets, amener un certain nombre d'entre eux à quitter l'établissement dans lequel ils ont fait l'objet d'une nomination régulière. Il remarque que la population scolaire de ces établissements va croissant et qu'il ne s'agit, en fait, que de transfert de postes d'une catégorie d'enseignants à une autre. Il lui demande : 1° quelle est sa position en la matière et s'il estime légitime qu'en dehors de toute consultation ou simple information des délégués élus du personnel, de toute réunion du groupe de travail chargé d'examiner les incidences des mesures de carte scolaire sur le personnel, de toute réunion de la commission académique de la carte scolaire, de telles mesures, susceptibles de léser gravement les intérêts des P. E. G. C. et de leurs élèves, puissent être décidées ; 2° si la mise en place de comités techniques paritaires, tels qu'ils sont institués par le décret n° 59-307 du 14 février 1959 ne lui semble pas de nature à diminuer l'acuité de ces problèmes et s'il est dans les intentions des autorités compétentes de créer, ainsi qu'en fait obligation le statut général des fonctionnaires, de tels comités et dans quel délai ; 3° dans la négative, quelle serait la position du P. E. G. C. qui, conformément aux directives reçues de son syndicat, aurait refusé d'abandonner le poste sur lequel il a été régulièrement nommé. (Question du 15 avril 1971.)

Réponse. — 1° Les suppressions d'emplois de professeurs d'enseignement général de collège, évoquées ci-dessus, sont la conséquence de la transformation de collèges d'enseignement général en collèges d'enseignement secondaire. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la réforme de l'enseignement, qui vise à améliorer l'orientation des élèves en leur donnant un enseignement conforme à leurs aptitudes. Elles sont soumises, pour avis, à la commission académique de la carte scolaire, où siègent des représentants du personnel. D'autre part, le cas des enseignants touchés par les répercussions des mesures de carte scolaire est soumis, dans chaque département, à un groupe de travail dont les travaux sont portés à la connaissance de la commission administrative paritaire acadé-

mique. Les représentants du personnel sont donc consultés à tous les niveaux et à toutes les phases de la procédure ; 2° la mise en place de comités techniques paritaires est à l'étude. Ces comités étant appelés à donner un avis sur l'organisation et le fonctionnement des collèges d'enseignement secondaire, collèges d'enseignement général, lycées et collèges d'enseignement technique, il est nécessaire que toutes les catégories de personnel en fonction dans ces établissements y soient représentées. Or, un certain nombre de corps enseignants n'ont pu encore être dotés du statut particulier prévu par l'ordonnance 59-244 du 4 février 1959. Les comités techniques paritaires pourront être créés dès que ces difficultés d'ordre juridique auront été résolues ; 3° un fonctionnaire peut être muté dans l'intérêt du service : tel est le cas lorsqu'un collège d'enseignement général est transformé en collège d'enseignement secondaire. Le professeur d'enseignement général de collège muté par arrêté rectoral, à la suite de la suppression de son poste, est donc tenu de rejoindre sa nouvelle affectation. En fait, les services rectoraux veillent à étaler dans le temps les répercussions des mesures de carte scolaire afin de donner aux personnels intéressés la possibilité de participer au mouvement dans de bonnes conditions. Ainsi, dans l'académie de Lille, les titulaires qui n'ont pu obtenir une affectation satisfaisante ont été maintenus sur place pour l'année scolaire 1971-1972.

Orientation scolaire.

17937. — M. Rabourdin rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le nouveau projet de statut des personnels des centres d'orientation scolaire et professionnelle est en préparation depuis deux ans. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui retardent sa publication, la date effective de sa parution et celle de sa mise en application ; 2° quel est le plan prévu pour équiper rapidement et convenablement les centres d'orientation scolaire et professionnelle (Question du 27 avril 1971).

Réponse. — 1° Le projet de statut subit actuellement les derniers examens nécessaires à sa mise en forme définitive. Il convient de souligner que les emplois correspondant aux nouveaux corps d'inspecteurs et de directeurs et conseillers d'information et d'orientation ont été créés au budget de 1971 à compter du 1^{er} janvier par transformation des postes actuellement pourvus. 2° La réforme des services d'information et d'orientation prévoit la création d'un centre d'orientation par district. L'importance des centres variera en fonction de celle de la population qu'ils seront appelés à desservir. Afin d'éviter que certains d'entre eux atteignent des dimensions incompatibles avec leur mission d'accueil et d'aide personnalisée, il conviendra d'en implanter un supplémentaire dans les districts les plus peuplés. Les centres publics actuellement existants sont au nombre de 235. Leur développement, avec les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, est en cours de définition.

Promotion sociale.

18347. — M. Tisserand demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles raisons s'opposent au paiement aux professeurs des sections de promotion sociale exerçant dans l'académie de Besançon, des cours donnés par eux depuis le 1^{er} janvier 1971 alors que déjà les cours du premier trimestre n'ont été payés qu'à la suite d'une menace de grève des intéressés. Il paraît anormal que le budget ayant été voté et aucun dépassement du nombre des heures autorisées pour ces cours n'existant, les professeurs ne soient pas rémunérés régulièrement. Il souhaite connaître les mesures qui seront prises pour régulariser dans les plus brefs délais cette situation. (Question du 14 mai 1971).

Réponse. — Il faut observer que la rémunération des professeurs dispensant des cours dans un centre de formation professionnelle et de promotion sociale géré par un établissement public d'enseignement n'est pas un traitement ou une indemnité accessoire à un traitement assurée sur un chapitre de rémunération du personnel alimenté lors du vote du budget. Cette rémunération est imputée sur une subvention allouée globalement pour le fonctionnement du centre sur des crédits en provenance du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale. La procédure de répartition des crédits de ce fonds aux différents ministères intéressés exige quelques délais après le vote du budget. Ainsi en 1971 l'arrêté de répartition des crédits du ministre de l'économie et des finances a été signé le 10 mars et l'arrêté interne au ministère de l'éducation nationale est daté du 22 avril. Dès que les crédits sont disponibles, une avance correspondant environ aux deux tiers de la subvention annuelle prévue est adressée aux centres. L'avance 1971 est actuellement en cours de délégation pour les actions de l'académie de Besançon comme pour celles des autres académies. Le solde de la subvention est versé dans le courant de l'année budgétaire après étude des réalisa-

tions pédagogiques et du compte de gestion de l'établissement. Les inconvénients que présente cette procédure, tant pour les professeurs que pour le bon fonctionnement général des cours, n'ont pas échappé aux instances interministérielles. La circulaire du Premier ministre en date du 18 mars 1970, relative aux centres de formation professionnelle et de promotion sociale conventionnés en application des dispositions de la loi du 3 décembre 1966, prévoit que dans le dernier trimestre d'une année budgétaire une avance du tiers de la subvention de l'année budgétaire à venir peut être allouée à ces centres. Ces dispositions, qui permettent d'assurer un paiement plus régulier des professeurs, seront appliquées aux cours de promotion sociale au fur et à mesure de l'intervention des conventions dont ils doivent tous faire l'objet.

Orientation scolaire (directeurs de centres).

18451. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation nationale pour quelles raisons les directeurs et directrices des centres d'orientation scolaire et professionnelle ne sont pas membres de droit des caisses des écoles, comme c'est le cas pour les inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, et s'il ne paraît pas opportun de remédier à cette situation regrettable. (Question du 19 mai 1971).

Réponse. — L'activité des caisses des écoles est d'ordre social. Leur rôle est de faciliter et d'encourager la fréquentation de l'école publique par des récompenses aux élèves assidus et des secours à ceux qui en ont besoin. L'inspecteur départemental de l'éducation nationale peut intervenir utilement pour faire connaître la situation scolaire et familiale des élèves. Par contre, les caisses des écoles n'ont pas à traiter des questions relevant des attributions des personnels des centres d'orientation.

Bourses d'enseignement (D. O. M.).

18468. — M. Fontaine signale à M. le ministre de l'éducation nationale la modicité de l'enveloppe budgétaire accordée à la Réunion en matière de bourses nationales. Les statistiques des trois dernières années, si elles font ressortir une progression substantielle des crédits accordés dans ce domaine, laissent néanmoins apparaître l'inadaptation notoire entre les besoins et les ressources. En effet, la moyenne du nombre de parts accordées aux boursiers est de l'ordre de 2,5 par boursier, dans un département caractérisé par un paupérisme endémique. Il lui demande en conséquence s'il envisage d'harmoniser les enveloppes budgétaires avec les besoins réels, afin de permettre l'application intégrale des règles métropolitaines en matière d'attribution de bourses nationales. (Question du 25 mai 1971).

Réponse. — Les crédits destinés au paiement des bourses nationales d'études du second degré dans le département de la Réunion ont effectivement été augmentés de façon très substantielle au cours des trois dernières années scolaires. On constate que l'accroissement de la dotation budgétaire globale a été de 26, 5 p. 100 entre 1967-1968 et 1969-1970, tandis que l'augmentation des crédits mis à la disposition du département de la Réunion s'élève pour cette même période à 40 p. 100. Ainsi que dans les départements métropolitains, le nombre de parts de bourse accordé aux élèves qui fréquentent le second cycle du second degré et les collèges d'enseignement technique est plus élevé que celui dont bénéficient les élèves du premier cycle afin de tenir compte notamment du fait que les charges supportées par les familles sont plus lourdes pour les enfants poursuivant des études de ce niveau. En 1969-1970 le nombre moyen de parts de bourse accordé à la Réunion est de 11,72 parts dans le second cycle, 10,68 parts dans les collèges d'enseignement technique et 3,39 parts dans le premier cycle. Le nombre moyen de parts pour l'ensemble des boursiers est de 4,58 parts ce qui s'explique par la proportion importante des élèves boursiers du premier cycle. Le pourcentage d'élèves scolarisés bénéficiaires de bourses est de 48,18 p. 100 dans les établissements d'enseignement du second degré autres que les collèges d'enseignement technique et de 77,68 p. 100 dans ces derniers établissements. Pour cette même année, et pour l'ensemble des départements métropolitains, le nombre moyen de parts de bourse accordé est de 4,88 dans le second cycle, 4,27 dans les collèges d'enseignement technique et de 3,40 dans le premier cycle. Le nombre moyen de parts pour l'ensemble des boursiers est de 3,79 parts. Le pourcentage des élèves scolarisés bénéficiaires de bourses est de 40 p. 100 dans les établissements d'enseignement du second degré autres que les collèges d'enseignement technique et de 57,74 p. 100 dans ces derniers. La comparaison entre les taux de bourses accordés à la Réunion et dans la métropole permet de constater que les modalités de détermination des taux de bourses pratiquées à la Réunion sont plus favorables. C'est en effet pour tenir compte du faible revenu moyen d'une grande partie des familles que le département de la Réunion a été autorisé par mesure exceptionnelle à ne pas appliquer intégrale-

ment les nouvelles modalités de calcul du montant des bourses nationales mises en place à compter de l'année scolaire 1969-1970 dans tous les autres départements, cette dérogation permettant, en particulier, d'accorder une aide plus élevée aux familles des élèves internes et demi-pensionnaires. C'est compte tenu des besoins particuliers de la Réunion et de leur importance qu'a été consenti l'accroissement considérable de la dotation accordée à ce département pour le paiement de bourses d'études. Les diverses dispositions prises démontrent le souci de répondre à ces besoins dans la plus large mesure.

Médecine scolaire.

1855. — M. Spénale attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des infirmières scolaires et universitaires; alors que leurs collègues des autres secteurs de la fonction publique (administration pénitentiaire, établissements nationaux de bienfaisance, hôpitaux, dispensaires, armées) ont été reclassées à compter du 1^{er} juin 1968, les infirmières scolaires et universitaires n'ont bénéficié d'aucune mesure de reclassement. Ce personnel qui concourt à la sécurité de onze millions d'élèves et d'étudiants et, à la protection de leur santé porte des responsabilités et subit des sujétions particulières qui semblent totalement ignorées des pouvoirs publics. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier rapidement à la situation défavorisée d'une catégorie de personnel qui assume avec une particulière discrétion une tâche sociale indispensable. (Question du 26 mai 1971.)

Réponse. — Une mission d'information a été chargée d'une étude d'ensemble sur les carrières sociales au sein de la fonction publique. Parmi les problèmes étudiés, la situation des infirmières, et notamment des infirmières scolaires et universitaires, a été examinée. Les conclusions de cette mission sont actuellement à l'étude. Il est donc difficile, en l'état actuel des choses, de préjuger les mesures qui seront prises.

Constructions scolaires.

1857. — M. Poirier appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'inquiétude des parents d'élèves du secondaire à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne). Il lui expose que compte tenu de l'augmentation de la population, et notamment de la livraison en cours de 1.600 logements nouveaux construits par l'office public d'H. L. M. de la ville de Paris, le seul C. E. S. existant ne pouvant recevoir que 600 élèves, le surplus est actuellement hébergé dans un local d'enseignement primaire qui doit tout prochainement retrouver son utilisation première. De plus, l'absence d'établissements de second cycle et d'enseignement technique oblige les élèves qui sortent de troisième à fréquenter le lycée de Champigny difficile d'accès et parvenu à saturation, ou d'autres établissements encore plus éloignés dans lesquels l'admission est des plus aléatoires. Il lui demande de lui faire connaître les projets à court et long terme de ses services relativement: 1° à la construction maintes fois envisagée d'un deuxième C. E. S. à Villiers-sur-Marne, dont le terrain est acquis par la municipalité; 2° à la programmation d'un lycée de second cycle et d'un établissement d'enseignement commercial, l'un et l'autre susceptibles d'accueillir les élèves de Villiers-sur-Marne et des communes avoisinantes, notamment, le Plessis-Tréville, Chennevières et Champigny. (Question du 27 mai 1971.)

Réponse. — A la suite des travaux d'élaboration de la carte scolaire, fondés essentiellement sur les données de la situation démographique du département du Val-de-Marne d'une part, et sur le recensement des structures scolaires existantes d'autre part, le principe a été retenu de construire à Villiers-sur-Marne un collège d'enseignement secondaire de 1.200 places au lieudit Les Prunais et un collège d'enseignement technique polyvalent de 720 places, et de construire à Chennevières un lycée polyvalent de 1.432 places, avec collège d'enseignement technique polyvalent annexé de 576 places, au lieudit Fontaine des Bordes. Pour que ces opérations puissent être financées, il convient qu'elles soient retenues dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrites en rang utile parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de la région parisienne.

Education nationale (personnel).

1860. — M. de Broglie demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui préciser les perspectives de reclassement que peuvent espérer les quelques milliers d'instituteurs de l'enseignement public, relégués aujourd'hui en des situations incertaines, après avoir assumé dans les conditions les plus difficiles une part essentielle de l'effort de scolarisation en Algérie. (Question du 27 mai 1971.)

Réponse. — Le Gouvernement vient de décider d'ouvrir plus largement aux instituteurs les conditions d'accès à d'autres corps de fonctionnaires offrant des possibilités de carrière nettement plus favorables. C'est ainsi que de nouvelles sessions du brevet supérieur de capacité devront être organisées pendant une période de cinq ans, permettant aux intéressés de se présenter au certificat d'aptitude pédagogique des instituteurs. Il est également envisagé d'étendre le bénéfice de ces sessions aux titulaires du brevet d'études du premier cycle. Par ailleurs et pendant cette même période, des concours spéciaux d'accès aux corps des secrétaires d'administration et d'intendance universitaires leur seront ouverts. Il est prévu, enfin, de les autoriser à faire acte de candidature au concours interne d'attaché d'administration et d'intendance universitaires. Des préparations à ces examens et concours seront organisées à leur intention afin de leur permettre de s'y présenter dans les meilleures conditions.

Etablissements scolaires et universitaires (personnel).

18815. — M. Leroy-Beaulieu demande à M. le ministre de l'éducation nationale si un professeur d'enseignement général de collège nommé à un emploi de sous-directeur de collège d'enseignement secondaire dans un établissement ne comportant pas de logement affecté à cet emploi peut prétendre à l'indemnité spéciale attribuée aux professeurs d'enseignement général de collège et aux instituteurs en fonctions dans les collèges d'enseignement secondaire. Dans l'affirmative, ce droit reste-t-il acquis si son épouse jouit d'un logement de fonction par nécessité absolue de service dans le même établissement. (Question du 10 juin 1971.)

Réponse. — La circulaire n° 71-144 du 16 avril 1971 fixant les modalités d'attribution de l'indemnité spéciale de 1.800 francs par an instituée par le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 précise que « les professeurs d'enseignement général de collège en fonctions au 1^{er} octobre 1969 et nommés, antérieurement ou postérieurement à cette date, dans les emplois de directeur de collège d'enseignement général ou sous-directeur de collège d'enseignement secondaire peuvent prétendre au bénéfice de cette indemnité lorsqu'ils ne sont pas logés gratuitement dans leur établissement ». Dans le cas cité par l'honorable parlementaire, l'intéressé bénéficie précisément de la concession de logement attribuée auparavant à son épouse dans le même établissement et ne peut, en conséquence, percevoir cette indemnité.

Enseignants (enseignement technique).

18818. — M. Carpentier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation critique des professeurs techniques chefs de travaux des C.E.T. Depuis 1963, les professeurs techniques adjoints de C.E.T. ne se présentent plus au concours de recrutement de chefs de travaux de C.E.T., en raison du déclassement indiciaire dont souffre cette catégorie professionnelle par rapport au P.T.A. des lycées techniques. Le rôle des chefs de travaux des C.E.T. est pourtant essentiel à l'activité de ces établissements. Ils ont des responsabilités diverses aussi bien pédagogiques et techniques qu'administratives et financières. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le reclassement des P.T.A. chefs de travaux de C.E.T. (Question du 10 juin 1971.)

Réponse. — Le budget de 1971 prévoit l'attribution aux professeurs techniques chefs de travaux de collège d'enseignement technique (C.E.T.) d'une indemnité de sujétions spéciales dont le montant moyen correspond à 50 p. 100 des avantages attachés à la fonction de directeur de C.E.T. et comme eux indexée sur les traitements de la fonction publique. Le projet de décret traduisant cette mesure subit actuellement les derniers examens nécessaires à sa mise en forme définitive.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Urbanisme.

15954. — M. Fraudeau rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que devant les menaces d'urbanisation sauvage le long de la future autoroute A 10, les préfets de l'Essonne et des Yvelines ont pris la décision, à la demande du Gouvernement, de mettre en Z. A. D. provisoire plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Cette mesure, qui a posé des problèmes pour les transactions de terrains agricoles, était nécessaire pour éviter l'établissement des programmes de construction avant que ne soit établi définitivement le schéma d'aménagement et d'urbanisme de l'autoroute A 10. Ayant appris que d'importantes superficies de terrains ont été acquises par des promoteurs privés à proximité du premier diffuseur de l'autoroute A 10 à Dourdan-Saint-Arnoult, il lui demande: 1° les raisons pour lesquelles le droit de préemption sur des terrains

situés à un tel endroit n'a pas été exercé par l'autorité préfectorale ; 2° s'il est exact que des projets de construction qui, s'ils étaient autorisés, doubleraient, et même davantage, en une seule opération la population de la commune d'implantation, ont été soumis à l'autorité administrative ; 3° s'il est dans les intentions des pouvoirs publics de s'opposer à ces projets. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire relatives aux importantes acquisitions de terrains faites par des promoteurs à proximité du premier diffuseur de l'autoroute A 10 à Dourdan-Saint-Arnoult appellent la réponse suivante : la propriétaire d'un terrain de 142 hectares situé à l'intérieur du périmètre provisoire de la Z. A. D. de Rochefort-en-Yvelines, Longvilliers et Saint-Arnoult-en-Yvelines a déposé, conformément à la réglementation en vigueur, une déclaration d'intention d'alléner. Le prix déclaré par la vendeuse, comparé à l'estimation effectuée par le service des domaines, n'a pas été jugé spéculatif. En conséquence, le droit de préemption n'a pas été exercé. Il est exact que le conseil municipal de Saint-Arnoult-en-Yvelines a demandé la création d'une zone d'aménagement concerté en vue de la réalisation d'un programme de 600 logements sur les terrains en cause, qui, s'il était réalisé, ferait plus que doubler la population de la commune. Si, a priori, cette demande paraît compatible avec les dernières options d'urbanisme qui ont été dégagées pour le secteur en cause, aucune décision n'a pu encore être prise, compte tenu des impératifs de la protection de la nature et de l'agriculture.

Baux de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

17105. — Mme Vallant-Couturier appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la situation difficile des personnes occupant des logements non soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948. Le régime de droit commun locatif permet aux propriétaires des immeubles neufs de louer aux conditions qu'ils veulent et de donner, sans motif, congé à leurs locataires, suivant leur bon plaisir. Dans l'état actuel de la construction, avec la pénurie notoire de logements sociaux et plus généralement de logements à loyers abordables, la liberté des conventions entraîne constamment une inégalité en faveur des propriétaires d'ensembles immobiliers. Alors qu'il est envisagé dans le VI^e Plan des hausses de prix annuelles de l'ordre de 2,5 p. 100, des locataires d'immeubles neufs ont subi cette année des hausses de loyer de 12,5 p. 100 et de charges locatives de 40 p. 100 et plus. De telles augmentations sont injustifiées. La première condition à une véritable liberté de conventions serait l'existence d'un nombre de logements suffisant correspondant aux besoins respectifs des locataires. La seconde, réalisable sans retard, serait que les loyers soient déterminés sur des critères valables. Le groupe communiste a déposé le 27 octobre 1970 une proposition de loi n° 1421 dont l'article 3 indique « les prix des loyers, pour les locaux qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi du 1^{er} septembre 1948, sont calculés en fonction de la charge financière des investissements ou emprunts à laquelle s'ajoutent la provision pour réparation et entretien et les frais de gestion qui ne peuvent dépasser la douzaine du prix des loyers ». L'adoption d'une telle disposition empêcherait des hausses exorbitantes des loyers qui, pour de nombreuses catégories sociales, cadres, ouvriers ou retraités représentent plus de 40 p. 100 de leurs ressources. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse cette situation profondément injuste et s'il n'entend pas demander l'inscription de la proposition de loi n° 1421 à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale au cours de la prochaine session. (Question du 13 mars 1971.)

Réponse. — Le contrôle des loyers instauré en France depuis 1914, a découragé les détenteurs de capitaux privés à investir dans le logement si bien que la cadence annuelle de construction est passée de 173.000 logements en 1930 à 75.000 en 1935 pour tomber à 50.000 en 1939. De plus, la réglementation rigide des loyers et les mesures de blocage successives ont eu pour conséquence de mettre les propriétaires dans l'impossibilité d'entretenir leurs immeubles et de les moderniser. Les locataires, bien que bénéficiant de rente de situation, subissent en fait cet état de chose qui apparaît d'autant plus insupportable que les migrations internes qu'entraîne l'industrialisation accélérée de certaines régions exigent à la fois une grande mobilité à l'intérieur du parc de logements et un accroissement du rythme de construction dans ces régions. Un tel objectif ne peut être atteint que si l'effort public en faveur de la construction de logements neufs est complété par des investissements privés, ce qui n'est pas compatible avec un régime de réglementation des loyers. La nécessité de replacer le logement dans une économie de marché, déjà mentionnée dans le V^e Plan, a été à nouveau mise en évidence par la commission de l'habitation pour le VI^e Plan. Cependant, certains ménages doivent bénéficier de protections spéciales. Il en est ainsi des ménages dont les ressources sont insuffisantes pour leur permettre de se loger aux conditions actuelles du marché et pour qui sont réalisés des logements dont le financement principal est assuré sur fonds publics. En contrepartie de cet effort financier, est imposé un loyer réglementé (P. L. R., H. L. M., I. L. M., immeubles

locatifs réalisés avec prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier de France). De plus, lorsque le contexte local le justifie, les loyers des logements économiques et familiaux, pour lesquels avait été accordé un prêt spécial à la construction sous le régime antérieur au 1^{er} janvier 1964, sont réglementés en application de l'article 13 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, prorogé. Les personnes âgées méritent une attention toute spéciale et des mesures ont déjà été prises en leur faveur, que ce soit dans le régime de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 (loi n° 70-598 du 8 juillet 1970 et décret n° 70-644 du 17 juillet 1970), ou en secteur H. L. M. (réduction de 50 p. 100 du surloyer pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans). Par ailleurs, le nombre des ménages bénéficiant en 1970 d'une aide personnelle au logement, qu'il s'agisse de l'allocation de logement ou de l'allocation de loyer accordée aux personnes âgées, peut être estimé à deux millions. Mais l'aide financière au logement consentie par l'Etat doit atteindre toujours mieux son but et de manière plus pleinement satisfaisante et tel est bien l'objet des mesures proposées par le Gouvernement au Parlement.

Ponts et chaussées.

17283. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les revendications actuelles des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Il lui fait observer que les intéressés demandent : 1° sur le plan national : le respect de la parité de salaire ; la réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; l'échelonnement d'ancienneté à 27 p. 100 ; la revalorisation des indemnités de déplacement ; le développement de l'activité des parcs par le plein emploi du matériel et du personnel, dans l'intérêt des usagers de la route ; 2° sur le plan départemental du Var : le paiement des rappels dus aux personnels auxiliaires au même titre que le personnel affilié, résultat de l'action juridique, sans pour autant négliger le rappel dû de prime d'ancienneté pour la période du 1^{er} juillet 1966 au 31 décembre 1966 à cette seule catégorie de personnel ; le respect des textes en vigueur, décret n° 65-382 du 21 mai 1965, champ d'application circulaire du 7 février 1966, etc., particulièrement en ce qui concerne : le recrutement, la confirmation, l'affiliation, qui crée une certaine confusion parmi le personnel par leur détournement et ce malgré toutes nos interventions tant écrites que verbales ; souhaite qu'après chaque réunion de la commission consultative, un procès-verbal de séance complet soit remis à leur délégué élu à cette commission, comme cela est pratiqué dans tout autre département. Dans ces conditions, il lui demande quelle suite il compte réserver sans tarder à ces revendications parfaitement justifiées. (Question du 27 mars 1971.)

Réponse. — 1° Le principe de l'alignement des salaires des ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées sur les salaires minima du secteur privé (branche bâtiment et travaux publics de la région parisienne) a conduit en 1970 à un rajustement des salaires des personnels concernés, de 8 p. 100 pour valoir du 1^{er} mai, puis de 2,5 p. 100 pour valoir du 1^{er} juillet, majorations identiques à celles intervenues dans le secteur privé de référence. Il est, en outre, à noter que l'évolution des rémunérations des ouvriers des parcs et ateliers (+ 103 p. 100 entre le 1^{er} janvier 1962 et le 31 juillet 1970) est supérieure à celle des salaires réels de base du secteur privé bâtiment et travaux publics (95,9 p. 100 entre ces deux dates), les ouvriers des parcs et ateliers ayant bénéficié à compter du 1^{er} juin 1968 d'une réduction de leur horaire hebdomadaire de travail ramené de 48 heures à 46 h 30 sans diminution de salaire. Les salaires des ouvriers des parcs et ateliers suivant l'évolution des salaires minima fixés dans la convention collective du secteur privé de référence, les intéressés bénéficieront automatiquement en 1971 des majorations de salaires qui doivent être appliquées dans ce secteur. Par ailleurs, dans le cadre des négociations sur les rémunérations menées depuis plusieurs mois avec les organisations syndicales, il a été procédé notamment à un examen des perspectives dans lesquelles les conditions de travail des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées pourraient être aménagées grâce à une amélioration de la productivité qui permettrait de respecter les contraintes budgétaires. Eu égard à la complexité du problème, cet examen doit encore se poursuivre. Au sujet de la prime d'ancienneté, il faut rappeler tout d'abord que parmi les mesures prises par le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 et les textes subséquents en vue d'améliorer la situation des ouvriers des parcs et ateliers, figure notamment la prise en compte dans le calcul de cette prime de la totalité des services militaires et des services effectués comme ouvrier stagiaire et confirmé. En outre, l'administration a procédé à une révision de l'échelonnement de carrière de cette catégorie de personnel en augmentant de 9 p. 100 la prime d'ancienneté dont le taux maximum s'est trouvé ainsi porté de 12 à 21 p. 100. Il n'est pas actuellement envisagé de modifier ce taux qui favorise déjà ces agents par rapport aux autres catégories de personnels. Des crédits ont été inscrits au budget des charges communes de 1971 en vue de la revalorisation des indemnités journalières de mission ou de tournée allouées

aux personnels civils et militaires de l'Etat appelés à se déplacer pour les besoins du service, sur le territoire métropolitain de la France. Une décision sera prise pour l'ensemble des agents de l'Etat, qui s'appliquera aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. L'honorable parlementaire soulève, par ailleurs, la question du développement de l'activité des parcs et ateliers des ponts et chaussées. La politique suivie par l'administration dans ce domaine consiste à rechercher, en dehors de tout dogmatisme, la façon d'exécuter les travaux aux meilleures conditions économiques en veillant à assurer au public un service d'une qualité satisfaisante; une des conditions essentielles pour parvenir à cet objectif est d'assurer le plein emploi du personnel et du matériel dont dispose l'administration pour faire face aux tâches qu'elle doit exécuter directement chaque année. Ces tâches sont celles qui, par leur nature ou par suite de la conjoncture, ne peuvent être confiées à des entreprises dans une économie de marché qui suppose le jeu normal d'une saine concurrence. L'administration doit ainsi exécuter en régie directe les tâches concernant la sécurité de la circulation (notamment le déneigement ou la lutte contre le verglas), ainsi que les opérations dont les quantités d'ouvrages réalisés ne peuvent faire l'objet d'une mesure précise (c'est le cas en particulier de certains travaux d'entretien des chaussées et de leurs dépendances); il est également normal que l'administration exécute en régie certains travaux comportant des aléas particulièrement importants dès lors que l'entreprise serait conduite à courir le risque trop grand ou à se prémunir de façon exagérée contre le moindre risque; enfin, dans certains cas, l'administration doit admettre de travailler en régie directe, lorsqu'elle se trouve en présence d'une situation de monopole de la part des entreprises, dans laquelle les intérêts publics, dont elle a la charge, seraient compromis. Les considérations qui précèdent montrent que dans l'état actuel le problème consiste davantage à répartir de façon plus rationnelle les tâches exécutées en régie et celles confiées à des entreprises qu'à accroître les moyens dont disposent les services; mais, d'autre part, l'accroissement constant de ces tâches et des exigences des usagers en matière d'exploitation routière ne peut sérieusement faire naître une inquiétude sur une éventuelle réduction de ces moyens au plan général. 2° Le paiement, aux ouvriers auxiliaires des parcs et ateliers, des rappels qui leur seraient dus pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 17 mai 1966 est subordonné à la décision du Conseil d'Etat qui est actuellement saisi du problème, dans la mesure où les intéressés sont rémunérés sur des crédits du budget de l'Etat. Le rappel afférent à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1966 et dû à certains ouvriers de la direction départementale de l'équipement du Var est en cours de règlement. Par ailleurs, après enquête auprès de ce service, il apparaît que les dispositions du décret n° 65-382 du 21 mai 1965 ont été correctement appliquées à l'occasion des mesures individuelles de permutation intervenues au cours des dernières années au profit d'ouvriers déjà en fonctions mais non affiliés au régime spécial de retraite, les intéressés remplissant les conditions requises (âge, qualification, ancienneté). Enfin, il a été admis que, dans ce même service, les membres de la commission consultative seraient destinataires d'un procès-verbal de chaque réunion, comportant les conclusions adoptées pour avis par ladite commission.

Construction.

17337. — M. Cressard expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que, dans le département breton qu'il représente, les accédants à la propriété ayant reçu leur permis de construire depuis novembre 1969 attendent depuis cette date l'attribution des primes à la construction leur permettant, d'une part, d'engager les travaux et, d'autre part, d'obtenir les prêts du Crédit foncier. Il lui demande si, afin de remédier à cette situation, lourde de conséquences sur l'industrie du bâtiment comme sur le logement même des candidats à la construction, il n'estime pas devoir accorder d'urgence au département en cause, une dotation spécialement destinée aux futurs constructeurs titulaires du permis de construire depuis plus d'un an. (Question du 27 mars 1971.)

Réponse. — Les délais d'octroi des primes à la construction sont la conséquence directe de l'écart existant entre le volume de la demande et les disponibilités budgétaires. Cependant, dès 1970, la situation de la région de Bretagne a retenu l'attention du ministre de l'équipement et du logement et d'importantes dotations complémentaires de crédits de logements aidés ont été accordées pour l'ensemble de la région. La dotation initiale attribuée à la région de Bretagne pour 1971 devait permettre de primer 3.095 logements avec prêt spécial immédiat du Crédit foncier, 1.605 avec prêt différé et 3.800 sans prêt. Elle était équivalente à celle de 1970, après octroi des crédits du fonds d'action conjoncturelle. Les crédits délégués au titre du premier semestre 1971 représentent environ 55 p. 100 de cette dotation régionale. Par ailleurs, il vient d'être alloué à la région de Bretagne, à la suite du déblocage du F.A.C. une dotation complémentaire ouvrant notamment la possibilité de primer 2.250 logements, dont 750 pourront bénéficier d'un prêt immédiat du

Crédit foncier et 500 d'un prêt différé. Cette dotation comprend: d'une part, un contingent destiné au financement d'opérations individualisées pour permettre notamment des aménagements conjoncturels de caractère ponctuel et, à ce titre, entrant dans la catégorie I des investissements immobiliers, conformément aux dispositions du décret du 23 décembre 1970 relatif à la déconcentration; d'autre part, un complément de l'enveloppe régionale qui entre dans les catégories II et III au sens de ce même décret et dont la répartition est assurée par le préfet de région et les préfets des départements. Cependant il ne faut pas lier nécessairement l'attribution de la prime à la construction à celle du permis de construire. La demande de l'une et de l'autre se fait par le même imprimé par souci de simplification administrative. Mais tandis que le permis de construire doit être accordé toutes les fois que la chose est possible, et de manière quasi automatique — la réforme de 1970 va d'ailleurs dans ce sens — l'obtention de la prime n'est pas un droit, c'est un avantage important qui, sans aucun lien avec le permis de construire, est accordé sur le budget de l'Etat. Dès lors le nombre des primes est nécessairement limité pour éviter d'augmenter de façon trop importante les charges du contribuable, et l'administration doit s'attacher tant au plan national qu'au plan local à accorder en priorité les primes à la construction à ceux qui en ont le plus besoin. C'est d'ailleurs dans ce sens que va la réforme de l'urbanisme et du logement soumise au Parlement, et qui va notamment étendre très largement la notion de plafond de ressources au secteur primé.

H. L. M.

17457. — M. Georges Caillaud rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement combien est grave la crise du bâtiment en Lot-et-Garonne, de nombreuses entreprises ayant dû fermer leurs portes et licencier leur personnel. Il s'étonne de constater la disproportion entre le nombre de H. L. M. et de primes à la construction accordé à la région Aquitaine et le petit nombre qui a été attribué au Lot-et-Garonne, dans ces deux domaines. Il lui demande s'il peut préciser avec exactitude le montant d'attributions en H. L. M. et en logements prévus pour le Lot-et-Garonne et quelles sont ses intentions pour en augmenter l'importance, seul moyen d'éviter une crise du bâtiment beaucoup plus grave encore. (Question du 2 avril 1971.)

H. L. M.

18100. — M. Georges Caillaud demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il estime normal que le département de Lot-et-Garonne, dont la population est de 290.592 habitants par rapport aux 2.460.170 habitants d'Aquitaine (soit le 1/9) ne reçoive en matière d'attributions en H. L. M. locatifs que le 1/28 (soit 99 sur 2.785), en matière d'attributions en H. L. M. par accession à la propriété que le 1/40 (soit 39 sur 1.005), en matière de primes avec prêts que le 1/16 (soit 174 sur 2.885), etc. Il lui signale que le département de Lot-et-Garonne, par rapport à la France entière, reçoit le 1/1.157 des attributions en H. L. M. et le 1/350 des attributions en logements aidés, ce qui constitue une flagrante disparité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser une crise du logement particulièrement grave en Lot-et-Garonne et remédier à ces dérisoires proportions en précisant qu'il y a 9.600 salariés du bâtiment en Lot-et-Garonne, une famille sur quatre vivant de l'industrie du bâtiment. (Question du 4 mai 1971.)

Réponse. — La programmation des financements s'effectue selon des modalités fondées principalement sur le caractère prioritaire des besoins de logements à satisfaire dans le cadre régional. Dans le département de Lot-et-Garonne, en matière d'H. L. M., de P. L. R. comme en matière de primes, les programmes qui seront lancés en 1971 à l'aide des dotations notifiées permettront de répondre aux demandes recensées les plus pressantes. L'effort fait depuis 1965 en faveur du logement a eu pour conséquence de réduire sensiblement la pression locale de demande de logements, considération dont il doit être tenu compte pour assurer une répartition équilibrée des moyens financiers entre les départements d'une même région. De toute façon, la répartition des crédits d'investissements immobiliers, qui rentrent dans les catégories II et III définies par le décret n° 70-1222 du 23 décembre 1970 relatif à la déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics, est assurée par les préfets de région. Cependant, des directives très précises leur ont été données, par circulaire n° 70-135 du 18 décembre 1970, pour les guider dans la programmation de la dotation régionale d'aide au logement. Certaines entreprises importantes du département de Lot-et-Garonne recherchent déjà un débouché à l'extérieur du département. Quelles que soient les difficultés actuellement rencontrées, cette recherche de marchés extérieurs au département doit être poursuivie et même amplifiée. Par ailleurs, les entreprises artisanales et les petites entreprises devraient pouvoir trouver des débouchés complémentaires dans les travaux d'entretien et d'amélioration du parc des logements exist-

tants. Les situations analogues à celle évoquée par la présente question écrite devraient en définitive trouver leur solution dans la création ou l'extension de modes de financement privilégiés, intermédiaires entre les financements publics et purement privés, pour la construction de logements neufs. C'est un des problèmes évoqués lors du débat qui a lieu ces jours-ci au Parlement sur la politique du logement.

Taxe locale d'équipement.

17910. — M. Ansquer expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'un certain nombre d'exploitants de terrains de camping, dont le permis de construire a été accordé avant que les terrains de camping ne bénéficient du classement en catégorie 3 prévu à l'article 2 du décret n° 70-780 du 27 août 1970, ramenant la base de recouvrement de la taxe locale d'équipement de 950 à 450 francs le mètre carré, se trouvent de ce fait sévèrement pénalisés. Les dispositions de ce décret auraient dû bénéficier d'un effet rétroactif, car il est évident que la base de 950 francs primitivement retenue ne se justifiait absolument pas, s'agissant de l'équipement de terrains de camping. Il lui demande si les dispositions du décret en cause ne pourraient pas être appliquées pour les constructions effectuées avant la date de publication du décret du 27 août 1970. (Question du 23 avril 1971.)

Réponse. — Les problèmes financiers que posent à certains redevables la non-rétroactivité des dispositions du décret n° 70-780 du 27 août 1970 n'avaient pas échappé à l'attention du Gouvernement. Celui-ci n'a toutefois pu donner suite à son projet initial qui prévoyait la rétroactivité, en raison de l'opposition du Conseil d'Etat, qui a jugé cette mesure contraire aux principes traditionnels du droit français.

Espaces verts.

18152. — M. Berger expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'un lotissement doit être réalisé sous l'égide de la municipalité et sur un terrain communal. Le plan-masse prévoit à l'intérieur et au centre du lotissement une zone à boisier de 2 hectares afin de créer un espace vert. Il lui demande à quelles subventions cette municipalité peut prétendre pour la création de cet espace vert : fournitures des plants, plantation de ceux-ci. (Question du 6 mai 1971.)

Réponse. — Les crédits inscrits au chapitre 65-44 du budget sont destinés à permettre de subventionner des opérations menées par les communes visant à la création ou à l'aménagement de parcs et jardins publics. La modicité des crédits disponibles pour l'année 1971 a nécessité leur concentration sur un nombre restreint d'opérations et leur affectation exclusive à l'acquisition des terrains nécessaires ou à la poursuite d'opérations d'aménagement déjà financées. De plus, les acquisitions doivent être essentiellement effectuées dans des zones urbaines denses particulièrement dépourvues d'espaces verts. Enfin, il résulte des mesures de déconcentration administrative des investissements de l'Etat que seul le préfet est compétent, non seulement pour instruire les dossiers, mais aussi pour attribuer la subvention et décider de son taux sur la base de l'enveloppe qui lui est affectée.

Voirie.

18153. — M. Berger expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que certaines communes, si elles n'ont aucune ressource, offrent un cadre admirable pour recevoir des constructions à usage d'habitation (résidences principales et secondaires). Etant donné la modicité du budget de ces communes situées à 30 ou 40 km d'une ville et le désir des maires d'y recevoir de nouveaux habitants, il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder exceptionnellement à ces communes des subventions (autres que celles habituelles des syndicats de chemins ou d'électrification) leur permettant de n'avoir à leur charge que 20 p. 100 des dépenses entraînées par les frais de viabilité. Le prix de vente des terrains devenant alors très bas attirerait les candidats à la construction. Le montant de la taxe locale d'équipement serait supérieur aux subventions exceptionnelles demandées. Une commission départementale d'agrément pourrait être constituée et composée en majorité de conseiller généraux, de maires, d'un représentant des services de l'urbanisme, d'un autre de l'environnement. La constitution d'une telle commission ne serait justifiée qu'à la condition que la décision concernant l'acceptation ou le refus soit notifiée au maire de la commune intéressée dans les quatre semaines qui suivent la demande, le principe des suris à statuer n'étant pas envisageable. Cette commission pourrait aussi inciter certains maires à engager des opérations. (Question du 6 mai 1971.)

Réponse. — La construction de bâtiments à usage d'habitation sur le territoire de communes distantes d'un centre urbain et offrant un cadre agréable présente un intérêt certain. La solution à porter au problème que pose le financement des opérations de l'espèce ne peut cependant, contrairement à ce qu'il semblerait a priori, être recherchée dans le cadre des dispositions propres à l'attribution des subventions aux collectivités locales. La portée, c'est-à-dire la nature et l'importance de ces subventions, se trouve, en effet, nettement définie. L'application des possibilités offertes à ce titre conduirait, même en se plaçant dans les conditions les plus favorables, à des résultats très inférieurs à ceux auxquels l'honorable parlementaire souhaiterait voir aboutir. Les ressources qui découleraient de la taxe locale d'équipement seraient, de leur côté, insuffisantes pour permettre d'alléger de façon sensible la charge communale. La formule la plus favorable serait celle de la participation des constructeurs au coût des équipements telle qu'elle ressort des articles 64 de la loi n° 87-1253 du 30 décembre 1967 et 3 du décret n° 68-836 du 24 septembre 1968. Les terrains concernés n'étant pas situés dans un secteur touché par des mesures d'urbanisation, ou susceptible de l'être rapidement, leur prix doit, normalement, demeurer dans des limites très inférieures à ceux des terrains plus directement soumis à l'influence d'opérations d'urbanisation. Le prix de cession des terrains équipés dépendant, à la fois, du prix des terrains proprement dits et de la part du coût des travaux d'équipements à la charge des constructeurs, il est possible d'avancer que l'économie réalisée sur le prix des terrains doit permettre une majoration de la participation des constructeurs au coût des équipements sans pour autant que la charge foncière, fixée à un niveau raisonnable, ne s'en trouve affectée. Pour que cette formule reçoive sa pleine efficacité, il convient qu'elle soit appliquée dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté. La procédure à adopter pour la création et la réalisation de telles zones étant nettement définie il s'en suit que l'institution de la commission d'agrément envisagée ne se justifie pas.

H. L. M.

18370. — M. Boudon appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur l'importance du rôle joué par les coopératives d'H. L. M. en ce qui concerne la construction de logements. Ce rôle est cependant entravé par le fait que le statut de la coopération H. L. M. publié en 1965 n'a jamais été complété par un certain nombre de dispositions indispensables. En particulier, le système de fonctionnement actuel ne répond pas aux besoins, il ne comporte pas d'aménagements pour les petits programmes et de possibilités suffisantes pour le financement. Enfin, certaines coopératives n'ont reçu aucune dotation de crédit pour l'exercice 1971. Afin que les coopératives H. L. M. puissent développer leur action, il lui demande si des aménagements ne pourraient pas être apportés à leur statut, notamment en ce qui concerne les unités coopératives, le quorum des assemblées générales, le vote par correspondance, la spécialisation des coopératives et le maintien de la location coopérative. Il serait également souhaitable qu'un système de préfinancement efficace soit instauré pour les programmes réalisés aussi bien avec le concours de la caisse des prêts aux organismes d'H. L. M. que celui du Crédit foncier de France ou de tout autre organisme. Des conditions particulières devraient être faites pour les programmes de faible importance, notamment en secteur diffus. Les coopératives H. L. M. devraient en outre être autorisées à déposer leurs fonds disponibles auprès de la caisse centrale de crédit coopératif afin d'obtenir le concours accru de cet établissement par des prêts complémentaires à un taux d'intérêt préférentiel. En somme, les sociétés coopératives d'H. L. M. devraient être dotées de moyens d'action à la mesure de leurs possibilités et des besoins qu'elles représentent effectivement, qu'il s'agisse de logements H. L. M. ou de toute autre formule à venir. Le secteur libre devrait leur être ouvert sans contrainte administrative susceptible de gêner leur action. Une concertation réelle et permanente devrait être établie entre l'administration et les responsabilités de la fédération nationale des sociétés coopératives d'H. L. M. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à l'égard des suggestions ainsi présentées. (Question du 18 mai 1971.)

Réponse. — Les difficultés rencontrées actuellement par les sociétés coopératives d'H. L. M. doivent être résolues dans le contexte plus général d'une meilleure adaptation du rôle et des conditions de fonctionnement des organismes d'H. L. M. aux problèmes actuels du logement. Il est notamment apparu aux pouvoirs publics que le maintien de la formule de la location coopérative qui correspond à une attribution de logement en jouissance indéfinie n'est pas souhaitable. En effet, les opérations réalisées selon cette formule détournent des crédits H. L. M. locaux au bénéfice de candidats qui ne seront jamais propriétaires, mais sont capables d'apporter un « pas de porte » à concurrence de 6 à 15 p. 100 du prix de la construction. Par ailleurs, le nouveau régime de finan-

cement de l'accès à la propriété institué en secteur H.L.M. par l'arrêté du 20 mars 1970, en limitant considérablement l'apport personnel demandé aux candidats, donne à ceux-ci la possibilité d'accéder à la propriété pour un montant d'apport inférieur à celui qui leur serait demandé pour obtenir un logement dans un programme de location coopérative. En conséquence, les sociétés coopératives d'H.L.M. ne devraient plus à l'avenir effectuer que des opérations permettant à leurs membres d'accéder à la propriété. De toute façon, la présente question écrite évoque un des aspects de la politique du logement présentée au Parlement. De plus, l'orientation nouvelle donnée aux sociétés coopératives d'H.L.M. doit notamment faire l'objet de dispositions législatives, incluses dans le projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation. Ce projet contient également des dispositions qui règlent les anomalies actuelles touchant les conditions de quorum et de majorité dans les assemblées générales des sociétés coopératives d'H.L.M. Les autres problèmes de fonctionnement propres à ces sociétés ne pourront être réglés qu'ultérieurement, après adoption des dispositions législatives dont il vient d'être fait état.

Construction (primes à la).

18416. — M. Schloesing demande à M. le ministre de l'équipement et du logement dans quel délai une demande, parfaitement recevable, de prime à la construction sans prêt spécial du Crédit foncier en dix ans a des chances d'aboutir pour un permis de construire accordé en janvier 1971. (Question du 18 mai 1971.)

Réponse. — L'attribution de la prime à la construction n'est pas nécessairement liée à celle du permis de construire. La demande de l'une et de l'autre se fait au moyen du même imprimé par souci de simplification administrative, mais tandis que le permis doit être délivré toutes les fois que la chose est possible et de manière quasi automatique, l'obtention de la prime n'est pas un droit : c'est un avantage consenti sur le budget de l'Etat. Dès lors, le nombre des primes est nécessairement limité pour éviter d'augmenter de façon trop importante les charges du contribuable et, l'administration doit s'attacher, tant au plan national qu'au plan local, à accorder les primes d'abord à ceux qui en ont le plus besoin. C'est ainsi que la dotation de crédits de primes est répartie entre les départements dans le cadre d'une procédure déconcentrée et que les primes sont ensuite attribuées, au niveau départemental, selon un ordre de priorité qui tient compte à la fois de l'ancienneté de la demande, du caractère social et de l'économie du projet. Le délai d'octroi des primes est donc fonction de l'écart existant entre le volume de la demande et les disponibilités budgétaires, d'une part, et de la situation particulière des constructeurs, d'autre part. Aucun plafond de ressources n'étant exigé actuellement pour l'obtention des primes sans prêt, que vise l'honorable parlementaire, de nombreuses personnes disposant de ressources importantes en font la demande de façon quasi automatique, ce qui provoque un gonflement considérable des instances et un allongement des délais. C'est une des raisons pour lesquelles une réforme prochaine doit, notamment, étendre à cette catégorie de primes l'obligation d'un plafond de ressources.

Environnement.

18445. — M. Hubert Germain appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les menaces de destruction qui pèsent sur la Cité fleurie, 65, boulevard Arago, à Paris (13^e), et composée de vingt-neuf pavillons-ateliers d'artistes. Un permis de construire aurait été délivré à un promoteur en vue de la construction, à cet endroit, en façade sur le boulevard Arago, d'un immeuble de dix étages à usage d'habitation. La réalisation d'un tel projet serait de nature à nuire à l'esthétique d'un quartier et d'un boulevard qui, jusqu'à ce jour, ont conservé un très grand charme. C'est la raison pour laquelle il lui demande dans quelles conditions un permis de construire a pu être délivré, sans que soient prises en considération les conditions élémentaires en matière de sauvegarde de l'environnement. (Question du 19 mai 1971.)

Réponse. — Un permis de construire a effectivement été délivré en vue de la réalisation sur le terrain situé 61 à 67, boulevard Arago, d'un bâtiment de dix étages à usage d'habitation comprenant quinze ateliers d'artistes dont sept avec double hauteur sous plafond. Ce projet, qui présente de l'intérêt au point de vue architectural, a fait l'objet d'un avis favorable de tous les services et autorités qualifiés, notamment de l'architecte des Bâtiments de France, consulté en raison de la proximité de plusieurs monuments historiques. L'opération en cause entraînera la démolition de vingt-neuf pavillons construits en matériaux légers et disposant de peu de confort, dont neuf comportent un atelier à double hauteur ; seuls cinq pavillons sont réellement occupés par des artistes, les autres pavillons étant à usage d'habitation dite bourgeoise. Le constructeur a manifesté l'intention de réaliser en outre une cité d'artistes comportant vingt-deux ateliers dont quatre pourraient être réalisés avant tout début de démolition. Il convient de signaler également que le constructeur a décidé d'accorder aux artistes occupant les pavillons actuels une bonification de loyer de 5.000 francs par an, leur vie durant, pour les locaux neufs qui seront mis à leur disposition. En ce qui concerne l'environnement, des précautions particulières ont été prescrites pour protéger les arbres qui seront conservés ; la plantation de trente nouveaux sujets dont treize à grand développement est en outre prévue.

Bidonvilles.

18521. — M. Rivierez rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'une opération de résorption d'habitats insalubres a été entreprise dans la banlieue Sud de Cayenne et qu'elle a été arrêtée, en 1969, à défaut de la subvention prévue au titre de la troisième tranche de financement, qui n'a pas été accordée en 1970 comme la correspondance échangée avec M. le ministre de l'équipement et M. le secrétaire d'Etat au logement le laissait espérer. Il lui demande, compte tenu de l'urgence nécessaire de terminer les travaux qui contribueront à atténuer la crise économique qui sévit en Guyane, à quel moment seront mis en place, en 1971, les crédits de la troisième tranche de financement de l'opération anti-bidonville de la ville de Cayenne. (Question du 25 mai 1971.)

Réponse. — Les crédits en cause, d'un montant de 2,91 millions de francs, sont en cours de délégation.

Permis de conduire.

18613. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que le nombre élevé d'accidents de la route entraînant des dommages corporels, qui demeurent quasi constants malgré les mesures de limitation de vitesse, amène à poser à nouveau le problème des connaissances requises des candidats au permis de conduire. En particulier, il lui demande si un minimum de connaissances en matière de secourisme, permettant au conducteur confronté à des blessés graves de les maintenir en vie dans l'attente des secours spécialisés, ne devrait pas être requis de ces candidats. (Question du 28 mai 1971.)

Réponse. — L'un des facteurs les plus importants de la sécurité routière étant le bon comportement des conducteurs sur la route, la réforme actuellement à l'étude de l'examen du permis de conduire accorde la priorité à la pratique de la conduite. L'introduction dans les épreuves de cet examen de questions portant sur les premiers soins à donner aux blessés est également étudiée, mais elle suscite déjà l'hostilité des corps médicaux français et étrangers. Ces praticiens affirment qu'il est presque impossible de savoir si un blessé apparemment léger n'a pas subi de graves lésions internes. Ils font, en effet, remarquer que, très souvent, les blessés de la route sont des polytraumatisés, atteints de lésions particulièrement graves, dont le seul transport exige des précautions qui relèvent de la compétence du médecin ou de secouristes professionnels. Malgré tout l'intérêt que présente la suggestion de l'honorable parlementaire, il est vraisemblable que les interventions de personnes imparfaitement initiées au secourisme ou manquant d'expérience, risquent d'être plus dommageables qu'utiles.